





LE

PEUPLE SOUVERAIN

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, quai des Grands-Augustins, 55.





Lamartine.

Lamartine,

LE
PEUPLE SOUVERAIN

HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉVOLUTION DE 1848

— écrite sous le feu des barricades

CONTENANT

L'Arbre de la Liberté. — Le Peuple en action.
Les Barricades. — Les Chants nationaux et patriotiques.
Les Poésies nationales et républicaines
Les Morceaux d'éloquence civique.

PRÉCÉDÉS DU

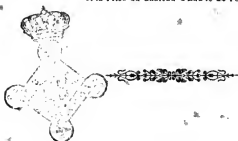
MANIFESTE AUX PUISSANCES DE L'EUROPE,

PAR

LAMARTINE,

Orné de son Portrait

et de deux jolis dessins représentant la Barricade du faubourg Montmartre,
et la Prise du Château-d'Eau le 24 Février.



PARIS

GARNOT,

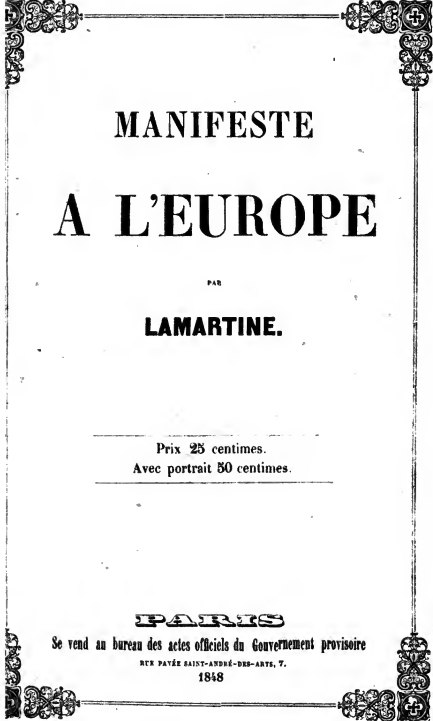
7. rue Pavée-Saint-André-des-Arts.

BARBA,

4 bis, rue de la Paix.

1848





MANIFESTE A L'EUROPE

PAR

LAMARTINE.

Prix 25 centimes.

Avec portrait 50 centimes.

PARIS

Se vend au bureau des actes officiels du Gouvernement provisoire

RUE PAYÉE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 7.

1848

MANIFESTE A L'EUROPE

PAR

LAMARTINE.

2 mars 1848.

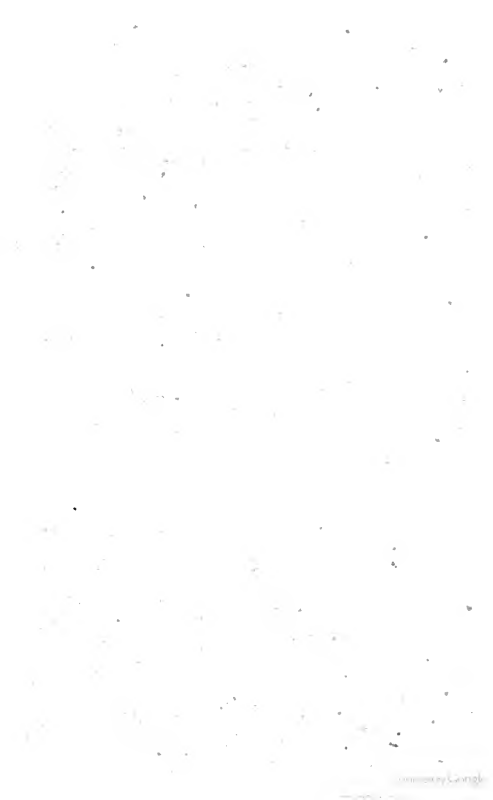


PARIS

BARBA,
4 bis, Rue de la Paix.

GARNOT,
7, Rue Pavée-St-André-des-Arts.

1848.



Manifeste à l'Europe.

CIRCULAIRE

DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

aux Agents diplomatiques de la République française.

Monsieur,

Vous connaissez les événements de Paris, la victoire du peuple, son héroïsme, sa modération, son apaisement, l'ordre rétabli par le concours de tous les citoyens, comme si, dans cet interrègne des pouvoirs visibles, la raison générale était à elle seule le gouvernement de la France.

La révolution française vient d'entrer ainsi dans sa période

définitive. La France est République ; la République française n'a pas besoin d'être reconnue pour exister. Elle est de droit naturel, elle est de droit national. Elle est la volonté d'un grand peuple qui ne demande son titre qu'à lui-même. Cependant, la République française désirant entrer dans la famille des gouvernements institués comme une puissance régulière, et non comme un phénomène perturbateur de l'ordre européen, il est convenable que vous fassiez promptement connaître au gouvernement près duquel vous êtes accrédité les principes et les tendances qui dirigeront désormais la politique extérieure du gouvernement français.

La proclamation de la République française n'est un acte d'agression contre aucune forme de gouvernement dans le monde. Les formes de gouvernement ont des diversités aussi légitimes que les diversités de caractère, de situation géographique et de développement intellectuel, moral et matériel chez les peuples. Les nations ont, comme les individus, des âges différents. Les principes qui les régissent ont des phases successives. Les gouvernements monarchiques, aristocratiques, constitutionnels, républicains, sont l'expression de ces différents degrés de maturité du génie des peuples. Ils demandent plus de liberté à mesure qu'ils se sentent capables d'en supporter davantage ; ils demandent plus d'égalité et de démocratie à mesure qu'ils sont inspirés par plus de justice et d'amour pour le peuple. Question de temps. Un peuple se perd en avançant l'heure de cette maturité, comme il se déshonore en la laissant échapper

sans la saisir. La Monarchie et la République ne sont pas, aux yeux des véritables hommes d'Etat, des principes absolus qui se combattent à mort; ce sont des faits qui se contrastent et qui peuvent vivre face à face, en se comprenant et en se respectant.

La guerre n'est donc pas le principe de la République française, comme elle en devint la fatale et glorieuse nécessité en 1792. Entre 1792 et 1848, il y a un demi-siècle. Revenir, après un demi-siècle, au principe de 1792, au principe de conquête de l'empire, ce ne serait pas avancer, ce serait rétrograder dans le temps. La révolution d'hier est un pas en avant, non en arrière. Le monde et nous, nous voulons marcher à la fraternité et à la paix.

Si la situation de la République française, en 1792, expliquait la guerre, les différences qui existent entre cette époque de notre histoire et l'époque où nous sommes expliquent la paix. Ces différences, appliquez-vous à les comprendre et à les faire comprendre autour de vous.

En 1792, la nation n'était pas une. Deux peuples existaient sur un même sol. Une lutte terrible se prolongeait encore entre les classes dépossédées de leurs privilèges et les classes qui venaient de conquérir l'égalité et la liberté. Les classes dépossédées s'unissaient avec la royauté captive et avec l'étranger jaloux pour nier sa révolution à la France, et pour lui réimposer la monarchie, l'aristocratie et la théocratie par l'invasion. Il n'y a plus de classes distinctes et inégales aujourd'hui. La liberté a

tout affranchi. L'égalité devant la loi a tout nivelé. La fraternité, dont nous proclamons l'application et dont l'Assemblée nationale doit organiser les bienfaits, va tout unir. Il n'y a pas un seul citoyen en France, à quelque opinion qu'il appartienne, qui ne se rallie au principe de la patrie avant tout, et qui ne la rende, par cette union même, inexpugnable aux tentatives et aux inquiétudes d'invasion.

En 1792, ce n'était pas le peuple tout entier qui était entré en possession de son gouvernement : c'était la classe moyenne seulement qui voulait exercer la liberté et en jouir. Le triomphe de la classe moyenne alors était égoïste, comme le triomphe de toute oligarchie. Elle voulait retenir pour elle seule les droits conquis par tous. Il lui fallait pour cela opérer une diversion forte à l'avènement du peuple, en le précipitant sur les champs de bataille, pour l'empêcher d'entrer dans son propre gouvernement. Cette diversion, c'était la guerre. La guerre fut la pensée des *Monarchiens* et des *Girondins* ; ce ne fut pas la pensée des Démocrates plus avancés, qui voulaient, comme nous, le règne sincère, complet et régulier du peuple lui-même, en comprenant dans ce nom toutes les classes, sans exclusion et sans préférence, dont se compose la Nation.

En 1792, le peuple n'était que l'instrument de la révolution, il n'en était pas l'objet. Aujourd'hui la révolution s'est faite par lui et pour lui. Il est la révolution elle-même. En y entrant, il y apporte ses besoins nouveaux de travail, d'industrie, d'instruction, d'agriculture, de commerce, de moralité, de bien-être, de

propriété, de vie à bon marché, de navigation, de civilisation enfin, qui sont tous les besoins de paix ! Le peuple et la paix, c'est un même mot.

En 1792, les idées de la France et de l'Europe n'étaient pas préparées à comprendre et à accepter la grande harmonie des nations entre elles, au bénéfice du genre humain. La pensée du siècle qui finissait n'était que dans la tête de quelques philosophes. La philosophie est populaire aujourd'hui. Cinquante années de liberté de penser, de parler et d'écrire ont produit leur résultat. Les livres, les journaux, les tribunes ont opéré l'apostolat de l'intelligence européenne. La raison rayonnant de partout, par-dessus les frontières des peuples, a créé entre les esprits cette grande nationalité intellectuelle qui sera l'achèvement de la révolution française et la constitution de la fraternité internationale sur le globe.

Enfin, en 1792, la liberté était une nouveauté, l'égalité était un scandale, la République était un problème. Le titre des peuples, à peine découvert par Fénelon, Montesquieu, Rousseau, était tellement oublié, enfoui, profané par les vieilles traditions féodales, dynastiques, sacerdotales, que l'intervention la plus légitime du peuple dans ses affaires paraissait une monstruosité aux hommes d'Etat de l'ancienne école. La démocratie faisait trembler à la fois les trônes et les fondements des sociétés. Aujourd'hui les trônes et les peuples se sont habitués au mot, aux formes, aux agitations régulières de la liberté exercée dans des proportions diverses presque dans tous les Etats, même monar-

chiques. Ils s'habitueront à la République, qui est sa forme complète chez les nations plus mûres. Ils reconnaîtront qu'il y a une liberté conservatrice ; ils reconnaîtront qu'il peut y avoir dans la République, non-seulement un ordre meilleur, mais qu'il peut y avoir plus d'ordre véritable dans ce gouvernement de tous pour tous, que dans le gouvernement de quelques-uns pour quelques uns.

Mais en dehors de ces considérations désintéressées, l'intérêt seul de la consolidation et de la durée de la République inspirerait aux hommes d'Etat de la France des pensées de paix. Ce n'est pas la patrie qui court les plus grands dangers dans la guerre ; c'est la liberté. La guerre est presque toujours une dictature. Les soldats oublient les institutions pour les hommes. Les trônes tentent les ambitieux. La gloire éblouit le patriotisme. Le prestige d'un nom victorieux voile l'attentat contre la souveraineté nationale. La République veut de la gloire, sans doute, mais elle la veut pour elle-même et non pour des César ou des Napoléon !

Ne vous y trompez pas, néanmoins ; ces idées que le Gouvernement provisoire vous charge de présenter aux puissances comme gage de sécurité européenne, n'ont pas pour objet de faire pardonner à la République l'audace qu'elle a eue de naître ; encore moins de demander humblement la place d'un grand droit et d'un grand peuple en Europe ; elles ont un plus noble objet : faire réfléchir les souverains et les peuples, ne pas leur permettre de se tromper involontairement sur le caractère

de notre Révolution; donner son vrai jour et sa physionomie juste à l'événement, donner des gages à l'humanité enfin, avant d'en donner à nos droits et à notre honneur, s'ils étaient méconnus ou menacés.

La République française n'intentera donc la guerre à personne. Elle n'a pas besoin de dire qu'elle l'acceptera, si on pose des conditions de guerre au peuple français. La pensée des hommes qui gouvernent en ce moment la France est celle-ci : Heureuse la France, si on lui déclare la guerre, et si on la contraint ainsi à grandir en force et en gloire, malgré sa modération! Responsabilité terrible à la France, si la République déclare elle-même la guerre sans y être provoquée! Dans le premier cas, son génie martial, son impatience d'action, sa force accumulée pendant tant d'années de paix, la rendraient invincible chez elle, redoutable peut-être au-delà de ses frontières. Dans le second cas, elle tournerait contre elle les souvenirs de ses conquêtes qui désaffectonnent les nationalités, et elle compromettrait sa première et sa plus universelle alliance : l'esprit des peuples et le génie de la civilisation.

D'après ces principes, Monsieur, qui sont les principes de la France de sang-froid, principes qu'elle peut présenter sans crainte comme sans défi à ses amis et à ses ennemis, vous voudrez bien vous pénétrer des déclarations suivantes :

Les traités de 1815 n'existent plus en droit aux yeux de la République française; toutefois les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait qu'elle admet comme base et comme

point de départ dans ses rapports avec les autres nations.

Mais si les traités de 1815 n'existent plus que comme faits à modifier d'un accord commun, et si la République déclare hautement qu'elle a pour droit et pour mission d'arriver régulièrement et pacifiquement à ces modifications, le bon sens, la modération, la conscience, la prudence de la République existent et sont pour l'Europe une meilleure et plus honorable garantie que les lettres de ces traités si souvent violés ou modifiés par elle.

Attachez-vous, Monsieur, à faire comprendre et admettre de bonne foi cette émancipation de la République des traités de 1815, et à montrer que cette franchise n'a rien d'inconciliable avec le repos de l'Europe.

Ainsi, nous le disons hautement, si l'heure de la reconstruction de quelques nationalités opprimées en Europe ou ailleurs nous paraissait avoir sonné dans les décrets de la Providence ; si la Suisse, notre fidèle alliée depuis François 1^{er}, était contrainte ou menacée dans le mouvement de croissance qu'elle opère chez elle pour prêter une force de plus au faisceau des gouvernements démocratiques ; si les Etats indépendants de l'Italie étaient envahis ; si l'on imposait des limites ou des obstacles à leurs transformations intérieures ; si on leur contestait à main armée le droit de s'allier entre eux pour consolider une patrie italienne, la République française se croirait en droit d'armer elle-même pour protéger ces mouvements légitimes de croissance et de nationalité des peuples.

La République, vous le voyez, a traversé du premier pas l'ère des proscriptions et des dictatures. Elle est décidée à ne jamais voiler la liberté au dedans. Elle est décidée également à ne jamais voiler son principe démocratique au dehors. Elle ne laissera mettre la main de personne entre le rayonnement pacifique de sa liberté et le regard des peuples. Elle se proclame l'alliée intellectuelle et cordiale de tous les droits, de tous les progrès, de tous les développements légitimes d'institutions des nations qui veulent vivre du même principe que le sien. Elle ne fera point de propagande sourde ou incendiaire chez ses voisins. Elle sait qu'il n'y a de libertés durables que celles qui naissent d'elles-mêmes sur leur propre sol ; mais elle exercera par la lueur de ses idées, par le spectacle d'ordre et de paix qu'elle espère donner au monde, le seul et honnête prosélytisme, le prosélytisme de l'estime et de la sympathie. Ce n'est point là la guerre, c'est la nature ; ce n'est point là l'agitation de l'Europe, c'est la vie ; ce n'est point là incendier le monde, c'est briller de sa place sur l'horizon des peuples pour les devancer et les guider à la fois.

Nous désirons, pour l'humanité, que la paix soit conservée ; nous l'espérons même. Une seule question de guerre avait été posée, il y a un an, entre la France et l'Angleterre. Cette question de guerre, ce n'était pas la France républicaine qui l'avait posée, c'était la dynastie. La dynastie emporte avec elle ce danger de guerre qu'elle avait suscitè pour l'Europe par l'ambition toute personnelle de ses alliances de famille en Espagne.

Ainsi cette politique domestique de la dynastie déchue qui pesait depuis dix-sept ans sur notre dignité nationale, pesait en même temps, par ses prétentions à une couronne de plus à Madrid, sur nos alliances libérales et sur la paix. La République n'a point d'ambition, la République n'a point de népotisme; elle n'hérite pas des prétentions d'une famille. Que l'Espagne se régisse elle-même; que l'Espagne soit indépendante et libre. La France, pour la solidité de cette alliance naturelle, compte plus sur la conformité de principes que sur les successions de la maison de Bourbon!

Tel est, Monsieur, l'esprit des conseils de la République. Tel sera invariablement le caractère de la politique franche, forte et modérée que vous aurez à représenter.

La République a prononcé en naissant, et au milieu de la chaleur d'une lutte non provoquée par le peuple, trois mots qui ont révélé son âme et qui appelleront sur son berceau les bénédictions de Dieu et des hommes : *Liberté, Egalité, Fraternité*. Elle a donné, le lendemain, par l'abolition de la peine de mort en matière politique, le véritable commentaire de ces trois mots au dedans; donnez-leur aussi leur véritable commentaire au dehors.

Le sens de ces trois mots appliqués à nos relations extérieures est celui-ci : affranchissement de la France des chaînes qui pesaient sur son principe et sur sa dignité; récupération du rang qu'elle doit occuper au niveau des grandes puissances européennes; enfin, déclaration d'alliance et d'amitié à tous les

peuples. Si la France a la conscience de sa part de mission libérale et civilisatrice dans le siècle, il n'y a pas un de ces mots qui signifie *guerre*. Si l'Europe est prudente et juste, il n'y a pas un de ces mots qui ne signifie *paix*.

Recevez, monsieur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

LAMARTINE,

Membre du Gouvernement provisoire de la République française,
et ministre des affaires étrangères.

En vente.

ACTES OFFICIELS

DU

GOUVERNEMENT PROVISOIRE

DANS LEUR ORDRE CHRONOLOGIQUE,
**Arrêts, Décrets, Proclamations, Rapports, Circulaires,
Instructions relatives aux Élections générales et aux Élections
de la Garde nationale,
Documents statistiques et financiers, etc., etc.**

Un volume in-8 de 500 pages d'impression.

Prix 7 fr. 50.

RÉTABLISSEMENT DU DIVORCE.

Prix 25 centimes.

LE
PEUPLE SOUVERAIN

HISTOIRE POPULAIRE
DE LA
RÉVOLUTION DE 1848

écrite sous le feu des barricades

Ornée d'un beau Portrait de

M. de LAMARTINE

Membre du Gouvernement provisoire.

Prix , 50 centimes.

Sans portrait, 25 cent. Avec les quatre portraits de MM. Arago,
Dupont de l'Eure, Ledru-Rollin et Lamartine, 1 fr. 25.

PARIS

BARBA, Editeur, rue de la Paix, 4 bis.
GARNOT, Editeur, rue Pavée-Saint-André-des-Arts, 7.

1848

Le Peuple Souverain.

Une réaction du principe républicain vient de renverser le trône élevé, avec son appui, en juillet 1830. Esquisser à grands traits les événements qui se sont accomplis avec une effrayante rapidité dans les journées des 22, 23 et 24 février et qui ont amené la proclamation de la république, reproduire les épisodes les plus saisissants de ce dernier combat entre la royauté et la démocratie, tel est notre but. Nous voulons raconter des faits; il ne nous appartient pas de les juger.

Depuis plusieurs années, l'opposition, dans la chambre des députés, réclamait en vain une double réforme : la réforme électorale et la réforme parlementaire ; ces propositions avaient été constamment repoussées par le ministère Guizot et la majorité, sous divers prétextes.

L'opposition fait appel au pays; soixante banquets, environ, ont lieu dans les principales villes de France ; les députés opposants, réunis aux citoyens, y plaident la cause de la réforme.

M. Guizot avait donné l'exemple de ces réunions en assistant au banquet de Lisieux.

La discussion de l'adresse excite au plus haut point l'attention publique; les esprits s'agitent; une commission est chargée d'organiser un banquet réformiste dans le douzième arrondissement pour maintenir le droit de réunion attaqué par le ministère, et protester contre le vote de la majorité qui a consacré ces mots imprudents du discours de la couronne : *Les passions ennemies ou aveugles*. Ce banquet doit avoir lieu le 22 février. Le 21, la commission publie un manifeste qui indique aux citoyens le lieu de réunion, les invite à ne pas troubler l'ordre, et fait dans ce but un appel aux gardes nationaux, qui doivent se présenter sans armes.

Pendant la nuit du 21 au 22, un arrêté de la préfecture de police est affiché sur les murs de Paris : cet arrêté, se fondant principalement sur les lois de 1790 et 1791, invoquées par les ministres dans la discussion de l'adresse, porte interdiction de la réunion et du banquet projetés. Des mesures sont prises à cet effet. Dès-lors la lutte est engagée.

Les journaux du 22 février font connaître le défi lancé par le ministère et la réponse de l'opposition; cette réponse est un nouveau manifeste adressé à tous les citoyens : les députés opposants font ressortir le caractère de la résolution tardive prise par le gouvernement, en la rapprochant des intentions qu'il avait manifestées d'abord; ils ajournent l'exercice du droit de réunion, pour ne pas exposer la vie des citoyens; mais un acte d'accusation sera déposé contre le ministère.

Cette journée du 22 février présente le tableau confus d'une agitation vague et sans but arrêté, du moins en apparence. Les troupes occupent tous les points principaux de la capitale; dès dix heures du matin, la foule, qui grossit à vue d'œil, encombre les abords de la chambre des députés, le pont et la place de la Coucorde, la rue Royale et la place de la Madeleine. Les élèves des écoles se présentent à la chambre. Les troupes

les couchent en joue; ces jeunes gens découvrent leurs poitrines et disent aux soldats : « Tuez-nous ! » Ils voient les fusils se relever devant eux, et passent librement.

Vers midi, les gardes municipaux balayent la foule qui couvre le pont de la Concorde; les dragons parcourent au grand galop la contre-allée des Champs-Élysées; des huées et des sifflets accueillent la garde municipale; un cabriolet est renversé. Plusieurs charges ont lieu, une dame âgée reste sur la place; un ouvrier, atteint d'un coup de sabre, est transporté au café des Ambassadeurs.

De pareils faits se passaient devant l'hôtel du ministère des affaires étrangères. On poursuit à coups de pierres un homme désigné comme un agent de la police secrète. Des gardes municipaux à cheval chargent le peuple; un homme reçoit un coup de pied de cheval qui lui fait à la tête une large plaie.

Les portes du ministère étaient fermées; on cherche à les enfoncer à l'aide de pinces et de bâtons; on brise les vitres à coups de pierres. De tous côtés s'élèvent ces cris : « A bas Guizot! A bas l'homme de Gand! » Un garde municipal à cheval, qui porte des ordres, veut sortir de l'hôtel; assailli par les pierres, il est obligé de rentrer dans la cour. Des forces imposantes arrivent bientôt, et dès-lors, l'hôtel de la rue des Capucines est occupé militairement; les soldats de la ligne s'étendent sur toute la chaussée du boulevard, jusqu'à la rue Neuve-Saint-Augustin; le jardin de l'hôtel est rempli de troupes. Enfin une escouade de gardes municipaux à cheval vient se ranger devant la porte. Il n'y eut plus d'agression sur ce point.

Vers une heure et demie, sur la place de la Bastille, un homme signalé au peuple comme un sergent de ville déguisé est frappé de coups et reçoit un coup de couteau dans le côté. A une faible distance, se trouvait un corps de garde de troupes municipales; les soldats ne sont intervenus que pour relever le malheureux abandonné sur le pavé.

Vers deux heures, les boutiques étaient encore ouvertes au Palais-Royal et dans les quartiers environnants. Elles se sont fermées devant un rassemblement de deux ou trois cents individus qui s'est dirigé vers la place de la Bourse, par la rue Saint-Honoré et la rue Vivienne, en chantant la *Marseillaise* et le *chœur des Girondins*. Ces hommes ont pillé une voiture de bois, arrêtée devant la porte d'un boulanger. Les sentinelles de la Bourse se sont repliées à leur approche; ils ont continué leur marche et se sont dirigés, par les boulevards, vers la place de la Bastille.

Vers deux heures et demie, une centaine d'hommes en blouse construisent dans les Champs-Élysées, près du Cours-la-Reine, deux barricades avec des bancs et des chaises. Cette troupe sans armes cerne un poste de six hommes, qui se retranchent dans le corps-de-garde et ferment la grille. Un ouvrier l'escalade audacieusement, son exemple est suivi, et le peuple pénètre par une fenêtre. Il s'empare du poste sans résistance, et veut y mettre le feu.

Ces événements jettent l'alarme parmi la foule qui assiège le boulevard; presque toutes les boutiques sont fermées. Il est trois heures.

On essaie dans la rue de Rivoli, dans la rue Saint-Honoré et dans les rues adjacentes, de construire des barricades. Les omnibus, les voitures sont arrêtés, les pavés soulevés. L'arrivée des troupes rétablit bientôt la circulation. Des enfants de douze à quinze ans invitaient, avec une sorte de politesse, les personnes qui circulaient en voiture, à descendre, et aussitôt la barricade se formait; les pavés soulevés par des barres de fer s'amoncelaient.

Des gardes municipaux à cheval ont fait des charges jusque dans la rue Basse-du-Rempart. La foule affluait toujours par les escaliers du boulevard, et de nouveaux groupes se formaient derrière les gardes municipaux. Plusieurs magasins

d'armuriers ont été forcés; on y a trouvé seulement quelques fusils et des lames de sabre.

Le peuple était dans la rue, et à la chambre on discutait la prorogation des privilèges de la banque de Bordeaux.

A la fin de la séance, M. Odilon Barrot a déposé un acte d'accusation contre le ministère, comme coupable d'avoir trahi au dehors les intérêts de la France, faussé les principes de la constitution, trafiqué des fonctions publiques, ruiné les finances de l'État, attenté aux droits des citoyens. Parmi les signataires, on remarque MM. Odilon Barrot, Duvergier de Hauranne, Dupont (de l'Eure), L. de Malleville, Garnier-Pagès, Crémieux, etc.

A six heures seulement, le rappel destiné à rassembler la garde nationale est battu dans les divers quartiers. Un petit nombre de gardes nationaux répond à cet appel. Dans la 2^e légion, sur 8,000 hommes, 554 seulement se sont rendus à la mairie; la proportion a été la même dans la 1^{re} et dans la 3^e légion.

Vers huit heures, une colonne composée de plus de deux mille personnes, mais mal armée, se porte sur le quartier du Marais. Sur la route, des hommes frappent aux portes des maisons, s'y introduisent et s'emparent des armes qui s'y trouvent. Ils se répandent dans les rues qui aboutissent à la rue Saint-Louis, et des barricades sont élevées. Les troupes cernent bientôt ce quartier de tous côtés.

Quelques engagements ont lieu pendant la nuit sur divers points. Des canons sont amenés de Vincennes et mis en batterie sur la place du Carrousel, sur la place de la Concorde, sur les quais, dans la rue des Coquilles, près de l'Hôtel de Ville et dans la rue de la Verrerie.

De son côté, le peuple n'est pas resté inactif; partout s'élèvent des barricades.

A sept heures, le rappel est battu dans tous les quartiers; la garde nationale s'empresse de se réunir. La foule se porte aux

Champs-Élysées ; à neuf heures, des rassemblements se sont formés sur les boulevards Bonne-Nouvelle, Saint-Denis, du Temple et dans les rues adjacentes. D'autres rassemblements partis du Panthéon se dirigent vers la rue Saint-Martin. Le peuple s'empare des postes de la rue Geoffroy-L'Angevin et de la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie ; il se procure ainsi des armes, et le combat s'engage. Pendant une partie de la journée, le peuple, retranché derrière les barricades, répond au feu des troupes.

Ici commence véritablement le rôle de la garde nationale ; son attitude va diminuer, du moins pour un moment, les dangers de la situation ; les citoyens, tout en insistant sur la nécessité des réformes, vont s'interposer entre le peuple et la force armée.

La 2^e légion s'est réunie en assez grand nombre ; aux exhortations de son colonel, elle répond par la promesse de maintenir l'ordre, mais aussi par une énergique protestation contre la politique du ministère et par le cri de *Vive la réforme !* Ces manifestations eurent le lieutenant-colonel, M. Baignères, à se rendre auprès du duc de Nemours ; cet officier fait connaître au duc les dispositions de sa légion, et lui dit qu'il ne peut plus en répondre, si les concessions demandées par l'opinion publique ne sont pas obtenues.

La 3^e légion est également assez nombreuse ; elle s'est réunie de bonne heure sur la place des Petits-Pères, où est située la mairie du troisième arrondissement. Chaque nouveau peloton signale son arrivée par les cris de *Vive la réforme ! à bas les ministres !* A onze heures, un groupe nombreux, mais inoffensif, s'était formé sur la place ; un peloton de garde municipale s'avancait au pas de course par la rue des Petits-Pères ; le dévouement d'un officier de la garde nationale, M. Degoussée, empêcha l'effusion du sang. Cet officier écarta les baïonnettes au péril de ses jours ; les gardes municipaux exaspérés refusaient de l'entendre. Deux baïonnettes menaçaient sa poi-

trine ; les gardes nationaux accoururent et parvinrent à le dégager. Enfin, cédant à leurs prières, l'officier de la garde municipale fit rentrer ses soldats dans leur caserne. Le colonel de la 3^e légion, M. Besson, pair de France, se rendit auprès de M. le général Jacqueminot, et lui fit part des vœux émis par la garde nationale. Le général en chef promit de se faire l'interprète de la 3^e légion auprès du roi.

Des patrouilles de gardes nationaux, suivies par la foule, parcouraient ce quartier en criant *A bas les ministres ! vive la réforme !* A deux heures et demie un général d'état-major de la garde nationale annonça officiellement la démission du ministère.

Sur d'autres points, l'intervention de la garde nationale a préservé des citoyens inoffensifs. Rue des Jeûneurs, à onze heures, deux compagnies de la ligne, qui venaient d'enlever une barricade au coin de la rue de Cléry et de la rue Poissonnière, se précipitaient, la baïonnette au bout du fusil, sur les groupes sans défense. Un homme venait d'être renversé et foulé aux pieds. Sur les instances de M. Perrée, capitaine de la 2^e légion, le capitaine a arrêté sa compagnie, et lui a fait mettre l'arme au bras. La foule a pu se dissiper sans danger.

Vers trois heures et demie, quatre à cinq cents gardes nationaux de la 4^e légion, parmi lesquels on comptait vingt-cinq officiers, se sont présentés, sans armes, chez M. Crémieux. Une foule immense les accompagnait ; cette manifestation s'est faite avec beaucoup de calme ; M. Crémieux était à la chambre : les gardes nationaux s'y sont rendus ; mais, arrêtés sur le pont de la Concorde par un détachement de la 10^e légion, ils ont dû envoyer leurs pétitions à M. Crémieux ; ce dernier, accompagné de MM. Marie et Beaumont (de la Somme), a quitté la séance pour répondre aux pétitionnaires. Il les a harangués sur le pont, pour les exhorter à empêcher l'effusion du sang, et leur a promis de présenter les pétitions à la chambre. Sur l'invitation de M. Marie, les

gardes nationaux se sont retirés avec beaucoup d'ordre.

A la chambre, M. Vavin demandait l'autorisation d'interpeller le ministère sur la situation de la capitale. L'honorable député s'est plaint de la convocation tardive de la garde nationale; il a demandé si l'ordre de la réunir n'avait pas été donné le lundi matin, et s'il était vrai que dans la nuit du lundi au mardi cet ordre eût été rapporté. M. Guizot a répondu qu'il ne jugeait pas à propos d'entrer dans aucun débat sur ces interpellations; il a annoncé que le Roi avait fait appeler M. Molé pour le charger de former un nouveau cabinet. La chambre, vivement émue, a maintenu à l'ordre du jour des bureaux l'examen des propositions déposées contre les ministres, malgré les observations de M. Dupin, qui a insisté sur la nécessité de rétablir l'ordre, et sur les dangers d'une discussion aussi irritante. M. Odilon-Barrot s'était soumis d'avance au vote de la majorité. La séance a été levée au milieu d'une vive agitation. A la chambre des pairs, MM. de Boissy et d'Alton-Shée ont voulu interpeller les ministres : la chambre ne les a pas écoutés.

A quatre heures la chute du ministère était connue de tout le monde; cette nouvelle mit fin à la lutte. Cependant à sept heures et demie du soir, un combat avait encore lieu rue Bourg-l'Abbé, entre le peuple et cent cinquante gardes municipaux. Cernés par la garde nationale, ils lui ont remis leurs armes.

A quatre heures et demie, la 5^e légion avait fait cesser un engagement du même genre, dans la rue du Faubourg-Saint-Martin.

Sur tous les autres points les troupes avaient disparu; à cinq heures et demie, on circulait librement dans les rues de la capitale. Le calme paraissait renaître; l'heureuse nouvelle était répétée dans tous les groupes. Plus de barricades. Le peuple était mêlé aux gardes nationaux. A huit heures, les fenêtres étaient illuminées. Paris avait un air de fête. Les personnes, que les événements de la journée avaient confinées

dans leurs demeures, sortaient pour jouir de ce coup-d'œil. Il y avait eu à la Bourse une hausse de 40 centimes sur la rente.

A neuf heures, un rassemblement se porte sur la place Vendôme, sous les fenêtres de M. Hébert, ministre de la justice. Plus de huit mille personnes prennent part à cette démonstration; on crie : *A bas Hébert ! A bas l'inventeur de la complicité morale !* On demande que toutes les fenêtres soient illuminées.

A dix heures, tout change d'aspect. Le bruit de la fusillade se fait entendre, et tout le monde est saisi d'effroi. Un attroupement, venant des boulevards, s'est présenté au ministère des affaires étrangères; on ne veut pas lui livrer passage; la troupe de ligne tire à bout portant sur la foule, qui fuit dans toutes les directions; plus de quarante personnes restent sur le pavé, et quand leurs cadavres auront été enlevés, une mare de sang attestera leur passage.

Les cris de *Vengeance ! Aux armes !* retentissent aussitôt. Le peuple place les morts dans des tombereaux, et les promène dans toute la ville à la lueur des torches. L'exaspération des esprits est à son comble. Les barricades semblent sortir de dessous terre. Dans toutes les maisons, le peuple demande des armes, tout est bon. Les arbres des boulevards sont tombés sous la hache, et le matin dix-huit barricades ont été élevées depuis la Madeleine jusqu'à la Bastille. Quelques-unes ont douze picds de haut. Le peuple n'a pas rencontré d'obstacle.

A neuf heures les troupes de ligne reçoivent l'ordre de se retirer dans leurs casernes. M. Molé n'accepte plus la mission qui lui était confiée; MM. Thiers et Odilon-Barrot sont appelés auprès du Roi. Une proclamation préparée par eux était imprimée à la hâte, affichée et déchirée aussitôt.

M. Emile de Girardin avait préparé une autre proclamation : abdication du roi, régence de M^{me} la duchesse d'Orléans, dissolution de la chambre, amnistie générale. Le peuple combattait.

Vers sept heures du matin, un feu de peloton s'était fait entendre sur le boulevard, à la hauteur du faubourg Montmartre.

A huit heures, des engagements meurtriers avaient lieu sur le boulevard Saint-Denis. Les troupes casernées au haut du faubourg Poissonnière ont été désarmées par le peuple. La garde nationale est avec lui.

Les derniers efforts du peuple se concentrent sur les Tuileries et le Palais-Royal. A une heure de l'après-midi, le roi sort à pied de son Palais; il s'appuie sur le bras de la reine; il est entouré de gardes nationaux à cheval, d'aides-de-camp et d'officiers de service. Ce cortège est arrêté par les mouvements de la foule. Une petite voiture basse attelée d'un cheval reçoit Louis-Philippe et la reine Marie-Amélie, et les emporte vers Saint-Cloud.

La place qu'ils venaient de quitter devait encore être arrosée de sang. Des chefs de la garde nationale circulent parmi les troupes stationnées depuis le matin sur la place, et les engagent à se retirer, pour éviter une nouvelle collision avec le peuple. Des gardes municipaux, retranchés dans un des postes situés aux angles de la place, ne veulent pas céder et tirent par les fenêtres.

Des citoyens, des gardes nationaux tombent pêle-mêle; le peuple furieux envahit le poste; il met le feu au corps-de-garde: en un quart-d'heure tout est fini.

Une lutte plus terrible encore se préparait au poste du Château-d'Eau, sur la place du Palais-Royal, défendu par 184 hommes du 14^e de ligne. Le chef de bataillon refuse de se rendre; il est tué d'un coup de baïonnette. Le combat se prolonge pendant deux heures. Enfin le poste est incendié.

Le général Lamoricière est légèrement blessé au bras et à la poitrine.

Aux Tuileries! s'écrie le peuple, et il est sur la place du Carrousel, mais le château est ouvert. Le duc de Nemours,

prévenu par un lieutenant de la garde nationale, avait fait retirer les troupes, trois mille hommes d'infanterie, six pièces de canon en batterie, deux escadrons de dragons, etc.; assez de sang venait d'être répandu. Quelques instants après, le peuple apparaissait à toutes les fenêtres des Tuileries.

Le dernier acte de ce drame terrible se passe au Palais-Bourbon. A une heure et demie, trois cents députés sont réunis. La duchesse d'Orléans se rend à pied à la chambre avec ses deux enfants; elle est escortée par un grand nombre de gardes nationaux; elle prend place avec ses deux fils sur des fauteuils placés au pied de la tribune. Des généraux, des aides-de-camp les entourent; M. le duc de Nemours est devant elle en uniforme de lieutenant-général.

Les gardes nationaux et les citoyens armés envahissent les couloirs.

M. Dupin monte à la tribune : Le roi a quitté Paris; il a abdiqué en faveur de son petit-fils; M^{me} la duchesse d'Orléans est régente. M. Marie monte à la tribune. L'hémicycle est envahi par les citoyens. M^{me} la duchesse d'Orléans et ses enfants se réfugient sur les bancs supérieurs du centre. M. Marie demande un gouvernement provisoire pour maintenir les droits du peuple. M. Crémieux appuie cette opinion. M. Odilon-Barrot annonce qu'un gouvernement dont il fera partie va être formé; il demande la régence, sauf l'appel au pays. La tribune est envahie. M. Ledru-Rollin dit qu'il faut en appeler au peuple seul. M. de Lamartine, après avoir rendu à une princesse malheureuse ce dernier hommage que les poètes savent si bien rendre aux grandes infortunes, demande aussi un gouvernement provisoire pour conserver les droits du peuple. Des combattants envahissent les tribunes. M. Sanzet est mis en joue et s'enfuit. Le plus grand tumulte règne dans l'assemblée. La garde nationale se forme en haie dans la salle d'entrée. On emporte la duchesse presque évanouie; deux personnes portent ses enfants dans leurs bras. M. le duc de

Nemours, sur les observations qui lui sont faites, quitte son uniforme, se revêt d'une redingote et salue par une fenêtre donnant sur le jardin de la chambre. Presque tous les députés se sont retirés. On crie de toutes parts : A l'Hôtel-de-Ville ! Vive la République ! Il est quatre heures.

Un gouvernement provisoire est constitué.

Il se compose de :

MM. Dupont (de l'Eure).

de Lamartine.

Crémieux.

Arago.

Ledru-Rollin.

Garnier-Pagès.

Marie.

A. Marrast.

L. Blanc.

F. Flocon.

Albert.

} Secrétaires.

Des ministres provisoires sont nommés ;

La République est proclamée, sauf ratification par le peuple, qui sera immédiatement consulté.

La nation française veut avant tout l'ordre et la liberté.

EN VENTE.

RÉVOLUTION DE 1848.

Réunir dans le même cadre :

- 1° Le récit exact des événements qui viennent de s'accomplir ;
- 2° Les actes officiels émanés du Gouvernement provisoire ;
- 3° Les nouvelles les plus intéressantes extraites des journaux ;

Tel est le but de cette publication.

La Révolution de 1848 suppléera à tous les journaux, et coûtera quatre fois moins cher que le journal quotidien du prix le moins élevé.

Brochure in-8. — Prix : 1 fr.

La 2^{me} livraison est en vente.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

PRÉCIS HISTORIQUE
DE LA
Révolution Française.
DE 1848.

L'Opposition, depuis plusieurs années, demandait une réforme électorale, interprète en cela du sentiment national, effrayé du grand nombre de députés-fonctionnaires composant une majorité aveuglément dévouée au ministère.

M. Guizot, ministre des affaires étrangères, assiste à un banquet à Lisieux. A cette manifestation contre-révolutionnaire succèdent, dans les principales villes de France, une soixantaine de banquets en faveur de la Réforme.

Le 12^e arrondissement de Paris doit donner son banquet le 22 février, et en même temps protester contre la réponse faite au discours de la couronne par cette majorité qui venait d'approuver la qualification de *passions aveugles ou ennemies*, contenue dans le discours de la couronne.

Le 21 Février,

Les journaux publient ce qui suit :

MANIFESTATION RÉFORMISTE,

La commission générale chargée d'organiser le banquet du 12^e arrondissement croit devoir rappeler que la manifestation

fixée à demain mardi à pour objet l'exercice légal et pacifique d'un droit constitutionnel, le droit de réunion politique, sans lequel le gouvernement représentatif ne serait qu'une dérision.

Le ministère ayant déclaré et soutenu à la tribune que la pratique de ce droit était soumise au bon plaisir de la police, les députés de l'Opposition, des pairs de France, d'anciens députés, des membres du conseil général, des magistrats, des officiers, sous-officiers et soldats de la garde nationale, des membres du comité central des électeurs de l'opposition, des rédacteurs des journaux de Paris, ont accepté l'invitation qui leur était faite de prendre part à la manifestation, afin de protester, en vertu de la loi, contre une prétention illégale et arbitraire.

Comme il est naturel de prévoir que cette protestation publique peut attirer un concours considérable de citoyens; comme on doit présumer aussi que les gardes nationaux de Paris, fidèles à leur devise de *Liberté, Ordre public*, voudront en cette circonstance accomplir ce double devoir; qu'ils voudront défendre la liberté en se joignant à la manifestation, protéger l'ordre et empêcher toute collision par leur présence; que, dans la prévision d'une réunion nombreuse de gardes nationaux et de citoyens, il nous semble convenable de prendre des dispositions qui éloignent toute cause de trouble et de tumulte;

La commission a pensé que la manifestation devait avoir lieu dans un quartier de la capitale où la largeur des rues et des places permit à la population de s'agglomérer sans qu'il en résultât d'encombrement.

A cet effet, les députés, les pairs de France et les autres personnes invitées au banquet s'assembleront mardi prochain, à onze heures, au lieu ordinaire des réunions de l'opposition parlementaire, place de la Madeleine, n° 2.

Les souscripteurs du banquet qui font partie de la garde nationale sont priés de se réunir devant l'église de la Madeleine, et de former deux haies parallèles entre lesquelles se placeront les invités.

Le cortège aura en tête des officiers supérieurs de la garde nationale qui se présenteront pour se joindre à la manifestation.

Immédiatement après les invités et les convives, se placera un rang d'officiers de la garde nationale.

Derrière ceux-ci, les gardes nationaux formés en colonnes suivant le numéro des légions.

Entre la troisième et la quatrième colonne, les jeunes gens des écoles, sous la conduite des commissaires désignés par eux.

Puis les autres gardes nationaux de Paris et de la banlieue dans l'ordre désigné plus haut.

Le cortège partira à onze heures et demie et se dirigera, par la place de la Concorde et les Champs-Élysées, vers le lieu du banquet.

La commission, convaincue que cette manifestation sera d'autant plus efficace qu'elle sera plus calme, d'autant plus imposante qu'elle évitera même tout prétexte de conflit, invite les citoyens à ne pousser aucun cri, à ne porter ni drapeau ni signe extérieur ; elle invite les gardes nationaux qui prendront part à la manifestation à se présenter sans armes ; il s'agit ici d'une protestation légale et pacifique, qui doit être surtout puissante par le nombre et par l'attitude ferme et tranquille des citoyens.

La commission espère que, dans cette occasion, tout homme présent se considérera comme un fonctionnaire chargé de faire respecter l'ordre ; elle se confie à la présence des gardes nationaux ; elle se confie aux sentiments de la population parisienne, qui veut la paix publique avec la liberté, et qui sait que pour assurer le maintien de ses droits, elle n'a besoin que d'une démonstration paisible, comme il convient à une nation intelligente, éclairée, qui a la conscience de l'autorité irrésistible de sa force morale et qui est assurée de faire prévaloir ses vœux légitimes par l'expression légale et calme de son opinion.

Pendant la nuit du 21 au 22, les murs de Paris sont couverts d'un arrêté de la préfecture de police dont voici la copie :

PRÉFECTURE DE POLICE.

ARRÊTÉ.

Vu la déclaration qui nous a été faite, relativement à un banquet qui

doit avoir lieu le mardi 22 courant, à midi, dans un local situé rue du Chemin-de-Versailles, à Chaillot.

Vu également : 1^o l'art. 3, du tit. XI de la loi des 16-24 août 1790, ainsi conçu :

« Les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux sont... 3^o le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, etc. »

2^o L'art. 86 du titre premier de la loi du 22 juillet 1791, ainsi conçu :

« Le corps municipal pourra, sous le nom et l'intitulé de délibération, et sauf la réformation, s'il y a lieu, par l'administration du département, faire des arrêtés sur les objets qui suivent : 1^o lorsqu'il s'agira d'ordonner les précautions locales sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité par les art. 3 et 4 du tit. XI de la loi des 16-24 août 1790. »

3^o L'article premier de l'arrêté du gouvernement du 12 messidor an VIII (1^{er} juillet 1800), portant que :

« Le préfet de police prendra les mesures propres à prévenir ou dissiper les attroupements... les réunions tumultueuses ou menaçant la tranquillité publique ;

4^o L'arrêté du gouvernement du 3 brumaire an IX (25 octobre 1800) :

5^o L'ordonnance de police du 30 novembre 1830.

6^o L'ordonnance de police du 31 mai 1831, qui soumet les bals, banquets, et généralement toutes les réunions auxquelles on est admis, soit à prix d'argent, soit par souscription, ou par tout autre mode leur donnant un caractère public, à l'obtention d'une autorisation préalable du préfet de police ;

Et 7^o l'art. 471 n^o 15 du Code pénal ;

Considérant que, d'après la notoriété publique, un grand nombre de personnes doivent prendre part au banquet susrelaté, pour lequel des commissaires ont été nommés et des souscriptions publiques provoquées par la voie de la presse ;

Considérant que, dans les circonstances présentes, les rassemblement, réunion et banquet projetés sont de nature à compromettre le bon ordre et la tranquillité publique ;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La réunion et le banquet précités sont interdits.

Art. 2. Le présent arrêté sera notifié à qui de droit.

Art. 3. Toutes mesures seront prises pour assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris le 20 février 1848.

Le pair de France préfet de police,

G. DELESSERT.

Le 22 Février,

La population parisienne est informée par les journaux que le banquet n'aura pas lieu, l'Opposition désirant éviter jusqu'au moindre prétexte de perturbation.

Le journal le *Siècle* s'exprime ainsi :

A TOUS LES CITOYENS.

« Une grande et solennelle manifestation devait avoir lieu
« aujourd'hui en faveur du droit de réunion contesté par le
« gouvernement. Toutes les mesures avaient été prises pour
« assurer l'ordre et prévenir toute espèce de trouble. Le gou-
« vernement était instruit depuis plusieurs jours de ces me-
« sures, et savait quelle serait la forme de cette protestation. Il
« n'ignorait pas que les députés se rendraient en corps au lieu
« du banquet, accompagnés d'un grand nombre de citoyens
« et de gardes nationaux sans armes. Il avait annoncé l'inten-
« tion de n'apporter aucun obstacle à cette démonstration tant
« que l'ordre ne serait pas troublé, et de se borner à constater
« par un procès-verbal ce qu'il regarde comme une contra-
« vention et ce que l'Opposition regarde comme l'exercice d'un
« droit. Tout à coup, en prenant pour prétexte une publica-
« tion dont le seul but était de prévenir les désordres qui au-
« raient pu naître d'une grande affluence de citoyens, le gou-
« vernement a fait connaître sa résolution d'empêcher par la
« force tout rassemblement sur la voie publique, et d'inter-
« dire, soit à la population, soit aux gardes nationaux, toute
« participation à la manifestation projetée. Cette tardive réso-
« lution du gouvernement ne permettait plus à l'opposition de
« changer le caractère de la démonstration. Elle se trouvait
« donc placée dans l'alternative ou de provoquer une collision
« entre les citoyens et la force publique, ou de renoncer à la
« protestation légale et pacifique qu'elle avait résolue.

« Dans cette situation, les membres de l'Opposition, personnellement protégés par leur qualité de député, ne pouvaient pas exposer volontairement les citoyens aux conséquences d'une lutte aussi funeste à l'ordre qu'à la liberté. L'Opposition a donc pensé qu'elle devait s'abstenir et laisser au gouvernement toute la responsabilité de ses mesures. Elle engage tous les bons citoyens à suivre son exemple. »

« En ajournant ainsi l'exercice d'un droit, l'Opposition prend envers le pays l'engagement de faire prévaloir ce droit par toutes les voies constitutionnelles. Elle ne manquera pas à ce devoir; elle poursuivra avec persévérance et avec plus d'énergie que jamais la lutte qu'elle a entreprise contre une politique corruptrice, violente et anti-nationale.

« En ne se rendant pas au banquet, l'Opposition accomplit un grand acte de modération et d'humanité. Elle sait qu'il lui reste à accomplir un grand acte de fermeté et de justice. »

« En conséquence de la résolution prise par l'Opposition, un acte d'accusation contre le ministère sera immédiatement proposé par un grand nombre de députés parmi lesquels MM. Odilon Barrot, Duvergier de Hauranne, de Malleville, d'Aragon, Abatucci, Beaumont (Somme), Georges de Lafayette, Boissel, Garnier-Pagès, Carnot, Chambolle, Drouyn de l'Huys, Ferdinand de Lasteyrie, Havin, de Courtais, Vavin, Garnon, Marquis, Jouvencel, Taillandier, Bureaux de Puzy, Luneau, Saint-Albin, Cambacérès, Moreau (Seine), Berger, Marie, Bethmont, de Thiars, Dupont (de l'Eure), etc. »

Le cadre dans lequel nous avons cru devoir nous renfermer ne nous permet de donner qu'un récit sommaire de cette journée du 22. Nos lecteurs se figureront facilement combien d'autres faits déplorables en ont marqué le cours.

« Dès dix heures du matin, les abords de la Chambre des Députés, le pont et la place de la Concorde, la rue Royale et la place de la Madeleine s'encombraient d'une foule grossissant de moment en moment; les élèves des écoles

se présentent à la chambre ; ils trouvent les troupes qui les couchent en joue ; ils découvrent leurs poitrines et disent : « Tuez-nous!!! » Les fusils se relèvent, et ils passent.

Les gardes municipaux, vers midi, balayèrent la foule amassée sur le pont de la Concorde ; les dragons descendirent au grand galop la contr'allée des Champs-Élysées ; des sifflets, des huées, accueillirent la garde municipale ; un cabriolet dans lequel étaient deux dames fut arrêté, les dames descendirent et le cabriolet fut renversé. Alors des cavaliers se détachèrent, les dragons firent plusieurs charges sans dégainer, — les municipaux chargèrent. On releva sur le pavé une dame fort âgée qui avait été tuée sur le coup. Un ouvrier atteint d'un coup de sabre fut transporté au café des Ambassadeurs, aux Champs-Élysées.

Devant l'hôtel du Ministère des Affaires étrangères, un homme, signalé à tort ou à raison comme un agent de la police secrète, fut poursuivi de huées et de coups de pierres sur le boulevard.

Des gardes municipaux à cheval firent une charge pour le dégager. Un homme reçut un coup de pied de cheval qui lui fit à la tête une large blessure. Devant le ministère avaient lieu des faits plus graves. Les portes en ayant été fermées, on essaya de les enfoncer avec des pinces et des bâtons. Des pierres jetées avec force brisèrent les vitres. Des clameurs partaient de tous les côtés : « *A bas l'homme de Gand ! A bas Guizot !* » criait-on dans la foule. Un garde municipal à cheval voulut sortir pour porter des ordres ; il fut assailli à coups de pierres et forcé de rentrer aussitôt. Cependant, des forces imposantes étant arrivées, en quel-

ques minutes l'hôtel des Affaires étrangères fut défendu comme une forteresse. Une ligne de soldats, l'arme au pied, occupa la chaussée du boulevard. Le mur du jardin fut garni d'un cordon de troupes, et une escouade de gardes municipaux à cheval vint se ranger devant la porte. Aucune agression nouvelle n'eut lieu sur ce point.

En même temps presque toutes les boutiques se fermaient sur le boulevard. La foule, loin de diminuer, devenait de plus en plus compacte. A trois heures, une assez vive inquiétude y régnait. On s'entretenait avec anxiété de scènes tumultueuses qui venaient de se passer dans les Champs-Élysées. En effet, vers deux heures et demie, une centaine d'hommes en blouse s'étaient rassemblés dans l'une des allées des Champs-Élysées, près du Cours-la-Reine. Ils n'avaient point d'armes. Ils construisirent, avec des bancs et des chaises, deux barricades. Cette scène avait eu lieu pourtant à cent mètres à peine du détachement de cavalerie rangé devant le pont de la Concorde. Ils allèrent ensuite entourer un poste de six hommes qui se trouve en face du Panorama de la *bataille d'Eylau*. Les soldats, brusquement attaqués, n'eurent que le temps de se réfugier dans le poste, dont ils fermèrent la grille. Un ouvrier passa par-dessus cette grille, monta audacieusement le long du mur et se promena sur le toit. D'autres suivirent la même voie et pénétrèrent par l'une des fenêtres du corps de garde. Soit que les soldats n'aient pas eu le temps de faire usage de leurs armes, soit qu'ils ne voulussent pas recourir à cette cruelle extrémité, le poste fut occupé par les hommes du peuple, qui essayèrent d'y mettre le feu.

Une scène horrible avait eu lieu, vers une heure et

demie sur la place de la Bastille. Un homme, ayant été désigné comme étant un sergent-de-ville déguisé, il fut frappé à coups de bâton, et reçut un coup de couteau dans le côté; cette scène se passait à une assez faible distance du corps-de-garde des municipaux, qui ne sont intervenus que quand le malheureux a été abandonné gisant sur le pavé; il a été relevé et conduit au poste.

A partir de trois heures, on fit de nombreux essais de barricades dans les rues de Rivoli et Saint-Honoré et dans les rues adjacentes. D'abord on renversa un omnibus rue de Rivoli, presque en face du Ministère des Finances. Bientôt une ligne de pavés fut soulevée; on arrêta une ou deux petites voitures dont on fit descendre les locataires, et l'on s'apprêtait à les renverser, lorsqu'une charge de cavalerie vint dégager la barricade. En peu d'instants l'omnibus fut relevé, et les soldats rétablirent le pavé; mais, dans le même moment, rue Saint-Honoré, à la hauteur de la rue d'Alger, près de la rue du Marché-Saint-Honoré, et sur quelques autres points assez rapprochés, d'autres barricades, construites par le même procédé, étaient détruites avec la même facilité. On remarquait, du reste, une sorte de courtoisie de la part des individus qui présidaient à ces opérations, dans la forme des invitations qu'ils adressaient aux personnes qu'il s'agissait de déposséder de leurs véhicules; c'étaient, le plus souvent, des enfants de douze à quinze ans qui renversaient les voitures et déplaçaient les pavés à l'aide de barres de fer qu'ils s'étaient procurées dans le voisinage.

Dans la rue Basse-du-Rempart, on a recueilli un fait assez curieux. Un peloton de gardes municipaux à cheval

s'étant engagé dans cette rue, y avait fait une charge et l'avait fait évacuer; mais à mesure que les municipaux chassaient les groupes devant eux, de nouveaux groupes descendaient par les escaliers qui conduisent du boulevard dans la rue Basse, et les groupes se reformaient, puis se dissipaient dès que la troupe revenait sur eux, pour réparaître aussitôt. On ne comprend pas le but de pareilles violences, tout-à-fait inexplicables dans une rue située au-dessous du sol, et par conséquent inoffensive.

Jusque vers deux heures, les boutiques étaient restées ouvertes au Palais-Royal et dans les quartiers environnants; mais à ce moment un rassemblement de deux ou trois cents individus s'est dirigé, par la rue Saint-Honoré et la rue Vivienne, vers la place de la Bourse, en chantant la *Marseillaise* et l'air des *Girondins*. Une voiture de bois était en déchargement vis-à-vis de la porte d'un boulanger; un grand nombre d'hommes se sont emparés de bûches qu'ils ont portées sur leurs épaules. A l'approche de cette troupe, les sentinelles de la Bourse se sont repliées, mais aucune attaque n'a eu lieu contre le monument, et, avant d'arriver au boulevard, la plupart des individus porteurs de bûches, les avaient jetées dans la rue. Cette troupe, dont l'apparition est restée sans effet sur les cours de la Bourse, s'est dirigée, par le boulevard, vers la place de la Bastille.

La nécessité de se procurer des armes fit forcer quelques magasins d'armuriers; mais un pouvoir aussi ombrageux n'en permettait pas de dépôts bien considérables au commerce; quelques fusils et des lames de sabres seulement furent trouvés dans ces magasins.

Pendant ce temps où toute la population parisienne était en émoi, les députés satisfaits discutaient la prorogation des privilèges de la Banque de Bordeaux, et ne voulaient rien entendre des cris de frayeur d'une ville d'un million d'habitants.

A la fin de la séance, l'Opposition tout entière, par l'organe de M. Odilon-Barrot, déposa la proposition suivante sur le bureau du président :

« Nous proposons de mettre le ministère en accusation comme coupable :

1° D'avoir trahi au dehors l'honneur et les intérêts de la France;

2° D'avoir faussé les principes de la constitution, violé les garanties de la liberté, attenté aux droits des citoyens;

3° D'avoir, par une corruption systématique, tenté de substituer à la libre expression de l'opinion publique les calculs de l'intérêt privé, et pervertir ainsi le gouvernement représentatif;

4° D'avoir trafiqué, dans un intérêt ministériel, des fonctions publiques ainsi que de tous les attributs et privilèges du pouvoir;

5° D'avoir, dans le même intérêt, ruiné les finances de l'État, et compromis ainsi les forces et la grandeur nationales;

6° D'avoir violemment dépouillé les citoyens d'un droit inhérent à toute constitution libre, et dont l'exercice leur avait été garanti par la charte, par les lois, par les précédents;

7° D'avoir enfin, par une politique ouvertement contre-révolutionnaire, remis en question toutes les conquêtes de nos deux révolutions et jeté dans le pays une perturbation profonde. »

MM.

Odilon Barrot.
Duvergier de Hauranne.
Thiers (de).
Dupont (de l'Eure).
Isambert.
Léon de Malleville.
Garnier-Pagès.
Chambolle.
Bethmont.
Lherbette.
Pagès (de l'Ariège).
Baroche.
Havin.
Léon Faucher.
Ferdinand de Lasteyrie.
De Courtais.
Hortensius Saint-Albin.

MM.

Crémieux.
Gaultier de Rumilly.
Rimbault.
Boissel.
Beaumont (de la Somme).
Lesseps.
Mauguin.
Creton.
Abatucci.
Luneau.
Baron.
Lafayette (Georges).
Marie.
Carnot.
Bureaux de Puzy.
Dussolier.
Mathieu (Saône-et-Loire).

Drouyn de l'Huys.
 D'Aragon.
 Cambacérès (de).
 Drault.
 Marquis.
 Bigot.
 Quinette.
 Maichain.
 Lefort-Gonssolin.
 Tessier de la Motte.

Demarçay.
 Berger.
 Bonnin.
 Jouvencel (de).
 Larabit.
 Vavin.
 Garnon.
 Maurat-Ballange.
 Taillandier.

Ce fut à six heures du soir seulement que le rappel destiné à rassembler la garde nationale se fit entendre dans les divers quartiers de la capitale; mais il paraît certain que partout la garde nationale, qu'on appelait si tard, a paru peu empressée de se rendre à l'appel qui lui était fait, et que les gardes nationaux qui se sont mis sous les armes protestaient hautement contre la conduite du gouvernement.

Dans la deuxième légion, qui se compose de 8,000 hommes, 554 seulement se sont rendus à la mairie; la proportion a été la même dans la première et dans la troisième légion.

Le soir, à dix heures, des groupes nombreux stationnaient en permanence près des portes Saint-Denis et Saint-Martin.

Vers huit heures, une colonne forte de plus de deux mille personnes, dont quelques-unes, en très-petit nombre, étaient armées de fusils, les autres de piques provenant de la grille de l'Assomption, ou de bâtons au bout desquels ils avaient attaché des couteaux, s'est portée sur le quartier du Marais; cette colonne descendit la rue Saint-Louis en se dirigeant vers la place Royale.

Sur leur chemin, plusieurs des hommes qui faisaient partie de ce rassemblement frappaient aux portes, qu'ils se

faisaient ouvrir, et prenaient aux divers étages les armes qu'ils pouvaient trouver. Une partie du groupe parvint ainsi à s'armer. Alors le rassemblement s'engagea dans les diverses rues qui aboutissent à la rue Saint-Louis, et des barricades furent élevées sur plusieurs points.

Mais des troupes ayant été dirigées sur ce quartier, il fut bientôt cerné de tous les côtés. Le rassemblement se trouva ainsi enfermé dans un cercle de fer, sans issue, qui se resserrait à chaque instant. Alors on vit paraître des pièces de canon ; les premières barricades furent attaquées : on eut alors à redouter de voir s'engager dans ces rues étroites une de ces luttes horribles ou plutôt une de ces épouvantables boucheries dont la rue Transnonain conservera éternellement le sanglant souvenir.

Pendant la nuit une extrême agitation ne cessa pas de régner dans Paris. On avait déjà des morts à regretter, et il était facile de prévoir pour le lendemain des malheurs plus grands. La lutte était trop engagée pour qu'il fût possible de reculer, et d'ailleurs on commençait à ne plus se faire d'illusion sur l'incroyable obstination de Louis-Philippe, dont le nom, dans les plaintes du peuple, se mêlait au nom d'un ministre abhorré.

Le 23 Février.

A sept heures du matin on battit le rappel dans divers quartiers de Paris, et l'on remarqua avec une vive satisfaction l'empressement des gardes nationaux à se réunir.

Pendant la nuit des canons avaient été amenés de Vincennes et rangés en batterie sur la place du Carrousel, sur la place de la Concorde, sur les quais, rue des Coquilles, près l'Hôtel-de-Ville et sur la rue de la Vannerie.

La population, de son côté, avait préparé ses moyens de défense, en élevant presque partout des barricades.

On se préparait à une lutte qui eût été terrible sans l'attitude et l'énergie de la garde nationale. Dès sept heures du matin, la foule se porta aux Champs-Élysées; à neuf heures, des rassemblements se formèrent sur les boulevards Bonne-Nouvelle, Saint-Denis, du Temple, dans les rues Saint-Denis, du Petit-Carreau, Poissonnière. D'autres rassemblements, partis du Panthéon, se dirigèrent vers la rue Saint-Martin; les postes de la rue Geoffroy-Langevin, de la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, furent bientôt pris par le peuple, qui s'empara des armes qui s'y trouvaient; alors la lutte s'engagea; les troupes firent plusieurs décharges; le peuple y répondit des barricades, et le combat dura malheureusement pendant une partie de la journée.

Mais dans plusieurs légions les gardes nationaux s'étaient réunis, et, nous sommes heureux de le dire, l'attitude noble et patriotique des gardes nationales devait, comme nous l'avions prévu, sinon empêcher toute effusion du sang, du moins prévenir les plus grands malheurs.

La deuxième légion s'était réunie en assez grand nombre; elle répondit aux paroles de son colonel que si elle voulait coopérer au rétablissement de l'ordre, elle entendait surtout exprimer les véritables sentiments de la population de la capitale et protester énergiquement contre le système du ministère et réclamer la réforme électorale. Les dispositions de la deuxième légion devinrent tellement évidentes que le lieutenant-colonel, M. Baignères, crut devoir se rendre à deux heures auprès du duc de Nemours; il lui dit en termes fort énergiques que si les concessions demandées par l'opinion publique n'étaient pas accordées, il lui était impossible de répondre de l'esprit de sa légion.

La troisième légion se réunit de bonne heure en assez grand nombre aussi sur la place des Petits-Pères, devant la mairie du troisième arrondissement. Dès que de nouveaux pelotons arrivaient, des cris de *Vive la réforme! A bas les ministres!* se faisaient entendre. A onze heures, un groupe nombreux, mais inoffensif, s'était formé sur la place des Petits-Pères; un peloton de garde municipale chargeait au pas de course dans la rue des Petits-Pères et allait déboucher sur la place, quand un officier de la garde nationale, M. Degoussée, s'interposa entre le peuple et la compagnie de garde municipale pour empêcher l'effusion du

sang. Il écarta les baïonnettes au péril de ses jours ; les gardes municipaux, par suite de l'excitation qui leur avait été imprimée, ne voulaient rien entendre. Deux gardes municipaux croisèrent la baïonnette sur la poitrine de M. Degousée ; ce fut alors que des officiers et un certain nombre de gardes nationaux s'élancèrent au secours de leur collègue et parvinrent à le dégager. Leurs exhortations furent entendues, et l'officier de la garde municipale fit rentrer ses hommes dans leur caserne. Vers midi, le colonel de la troisième légion, M. Besson, pair de France, ne pouvant plus douter de l'esprit qui animait la grande majorité de la légion, se rendit à l'état-major, auprès de M. le général Jacqueminot, et lui communiqua les impressions de la garde nationale. Il revint bientôt et annonça que le général en chef lui avait promis de se faire l'interprète de la troisième légion auprès du roi.

A deux heures et demie, un général d'état-major de la garde nationale, M. Friant, arriva sur la place des Petits-Pères et annonça officiellement que le ministère venait de donner sa démission. Des patrouilles de la troisième légion parcouraient pendant ce temps toute la circonscription du troisième arrondissement ; des groupes nombreux se joignirent à ces détachements et les accompagnèrent en criant avec les gardes nationaux : *A bas les ministres ! Vive la réforme !* Le bruit courut alors que la troisième légion allait passer la nuit sur la place des Petits-Pères, et qu'elle exigerait le lendemain la réalisation des promesses qui lui avaient été faites au nom du pouvoir par le général Friant.

A onze heures, deux compagnies de la ligne, qui venaient d'enlever une barricade au coin de la rue de Cléry

et de la rue Poissonnière, débouchaient au pas de course de la rue de Mulhouse dans la rue des Jeûneurs, se précipitant, la baïonnette au bout du fusil, sur des groupes inoffensifs. Un homme venait d'être renversé sur le pavé et foulé aux pieds. M. Perrée, capitaine de la deuxième légion, s'avança au-devant du capitaine, le supplia d'arrêter sa compagnie, de lui faire remettre l'arme au bras, de marcher au pas ordinaire pour donner aux groupes le temps de se retirer et éviter ainsi des malheurs inutiles. L'officier se rendit aux observations de M. Perrée, dont la compagnie a continué tranquillement sa route.

La quatrième légion s'était réunie dès le matin. Vers trois heures et demie, quatre à cinq cents hommes, sans armes, parmi lesquels vingt-cinq officiers, se présentèrent chez M. Crémieux, accompagnés d'une foule immense et dans le plus grand calme. M. Crémieux était à la Chambre : les gardes nationaux s'y rendirent ; mais, arrêtés sur le pont de la Concorde par un détachement de la dixième légion, ils envoyèrent un délégué en habit bourgeois, M. Haguette, auprès de M. Crémieux, pour lui remettre des pétitions... MM. Crémieux, Marie et Beaumont (de la Somme) se rendirent immédiatement sur le pont et se placèrent au milieu d'un cercle formé par la députation de la quatrième légion. M. Crémieux leur parla en ces termes :

« Messieurs et chers concitoyens, ce matin, quand une nombreuse députation de la quatrième légion m'a fait l'honneur de venir me demander conseil sur la conduite que les gardes nationaux devaient tenir, je lui ai dit : *Protecteurs*

de l'ordre public et de la liberté, allez en masse, sans fusils, sur tous les points où des collisions éclatent ; mettez un terme à l'effusion du sang de vos frères, citoyens ou soldats, car les soldats sont vos frères comme le peuple. (Longues acclamations.) Vous étiez frappés de la crainte que votre concours ne semblât un acquiescement à une détestable politique, je vous ai conseillé d'adresser une pétition à la Chambre, dans laquelle vous feriez connaître votre opinion comme citoyens, en même temps que vous marcheriez comme gardes nationaux. Ces pétitions, je suis venu les recevoir avec mes amis, M. Marie, votre bon et loyal député, et M. Beaumont (de la Somme), dont le patriotisme vous est si connu. (Les cris de *vive Marie!* et *vive Beaumont!* interrompent l'orateur.) Nous allons déposer vos pétitions sur la tribune, et maintenant allez où des collisions s'élèvent, rétablissez l'ordre et la paix ; le ministère est frappé de mort, la garde nationale a prononcé son arrêt. »

Des acclamations unanimes accueillirent ces paroles. M. Marie engagea les gardes nationaux à se retirer en ordre, ce qui fut immédiatement exécuté. Les gardes nationaux de la quatrième légion déclarèrent que, s'ils étaient prêts à maintenir l'ordre, ils n'entendaient aucunement se constituer les soutiens d'un ministère corrompue et corrompu que la France tout entière repoussait avec indignation.

La 5^e légion était réunie depuis le matin. A quatre heures et demie, elle fut informée qu'une lutte assez vive était engagée dans la rue du Faubourg-Saint-Martin entre un attroupement assez nombreux et les gardes municipaux

casernés dans cette rue. Le 2^e bataillon se porta aussitôt sur ce point pour arrêter la collision ; les officiers de la garde nationale s'avancèrent aussi, s'adressèrent aux officiers de la garde municipale et les engagèrent à cesser une lutte devenue inutile. Ils furent assez heureux pour être compris ; les officiers des deux corps fraternisèrent, et bientôt, en signe d'alliance, les gardes municipaux rentrèrent dans leur caserne, détachèrent le drapeau élevé au-dessus de leur poste et le remirent aux officiers de la garde nationale.

La 7^e légion, rassemblée de bonne heure, n'a pas peu contribué à ramener le calme dans le quartier Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, qui semblait destiné, par les dispositions prises de part et d'autre, à devenir le théâtre de la lutte la plus sanglante. Nous devons ajouter que la 7^e légion, tout en protestant de son dévouement à l'ordre, a hautement manifesté ses sentiments de réprobation contre le ministère Guizot.

Le soir, à sept heures et demie, la lutte était encore engagée entre le peuple et cent cinquante gardes municipaux, rue Bourg-l'Abbé, au coin de la rue Neuve-Bourg-l'Abbé. La garde nationale étant arrivée sur le lieu du combat, cerna les cent cinquante gardes municipaux, qui ne firent point de difficulté de lui rendre leurs armes. On dit que dans cette lutte deux hommes du peuple furent tués et plusieurs blessés.

Dans la 10^e légion, un fait bien significatif s'est produit : A sept heures le rappel a été battu dans la circonscription de la légion ; peu de gardes nationaux paraissaient disposés à répondre à cet appel ; plusieurs citoyens dévoués ac-



compagnèrent les tambours, se rendirent au domicile des membres de la garde nationale, et les engagèrent à prendre les armes. On parvint ainsi à réunir un ou deux bataillons.

Le colonel de la légion, M. Lemer cier, se présenta alors et engagea la légion à marcher pour rétablir l'ordre. Un garde national, M. B...., sortit des rangs et répondit au colonel qu'il paraissait se tromper étrangement sur les sentiments de la 10^e légion, qu'elle ne demandait pas mieux que de coopérer au rétablissement de l'ordre, mais qu'avant tout elle exigeait la réforme électorale et le renvoi d'un ministère profondément antipathique aux sentiments du pays ; qu'elle était donc réunie pour crier : *A bas les ministres ! et Vive la réforme !*

Aussitôt le bataillon tout entier proféra d'une voix unanime les cris de : *Vive la réforme ! A bas Guizot !*

M. le colonel Lemer cier descendit alors de cheval et voulut adresser quelques mots aux gardes nationaux ; mais il ne lui fut répondu que par des cris de : *Vive la réforme !*

A ce moment, un homme en habit bourgeois qui se trouvait auprès du colonel se mit à crier : *Vive la réforme !* Le colonel Lemer cier lui mit la main sur le collet pour l'arrêter ; mais les gardes nationaux s'écrièrent que cet homme n'exprimait que des sentiments qui étaient les leurs, et qu'ils ne l'arrêteraient pas.

Dans cette occurrence, M. Lemer cier ne trouva rien de mieux à faire que de remonter à cheval et de s'éloigner.

Tels sont les faits que nous avons pu recueillir ; nous les publions comme certains : nous avons été témoins de plusieurs des scènes que nous avons rapportées.

A quatre heures, le bruit de la démission du ministère se répandit sur les divers points de la capitale. La lutte cessa aussitôt ; les troupes qui stationnaient dans presque toutes les rues et sur toutes les places disparurent comme par enchantement, et à cinq heures et demie on circulait librement dans toutes les rues de la capitale ; la satisfaction des habitants de Paris était générale.

On s'abordait pour s'annoncer l'heureux dénouement de la lutte, la chute d'un ministère anti-national. A la bourse, les joueurs, qui ne passent pas pour d'excellents patriotes, ont, sur cette nouvelle, fait une hausse de 40 centimes sur la rente.

HUIT HEURES DU SOIR. Paris est dans l'allégresse. Sur les boulevards et dans toutes les rues l'illumination est générale ; les citoyens s'abordent pour annoncer la bonne nouvelle : la chute du ministère Guizot.

NEUF HEURES. — Une démonstration vient d'être faite sur la place Vendôme, sous les fenêtres de M. Hébert, ministre de la justice. Un rassemblement composé de plus de huit mille personnes s'est porté au ministère de la justice, où il s'est borné à proférer les cris de : *A bas Hébert, à bas l'inventeur de la complicité morale !*

DIX HEURES. — Un grand malheur vient d'arriver. Ce soir vers dix heures, un rassemblement s'est porté au Ministère des Affaires étrangères ; là ce rassemblement a été reçu par une décharge faite à bout portant ; plus de quarante personnes, parmi lesquelles se trouvaient, des femmes et des enfants, et un officier de la garde nationale, sont tombées sur le boulevard, et leurs cadavres, gisant sur la chaussée, présentaient un horrible spectacle.

La nouvelle aussitôt répandue de ce massacre en pleine paix porta au dernier degré l'exaspération du public ; les cris de *Vengeance !* retentirent de toutes parts ; sur toute la ligne des boulevards des barricades s'élevèrent avec une miraculeuse promptitude ; des boutiques furent enfoncées pour se procurer des armes ; les troupes renvoyées à leurs casernes reparurent de toutes parts ; la garde nationale se réunit, ici spontanément, ailleurs au bruit du tambour ; un grand nombre d'officiers cherchent à se concerter : personne ne sait plus ni ce qui se passera dans la nuit ni où en seront demain les affaires de la France.

Après avoir énoncé les événements de la journée, nous présenterons maintenant le récit de la séance de la Chambre des députés, pendant cette même journée du 23. L'Opposition va persévérer dans son œuvre de dévouement à la patrie ; ni le ministère, ni sa damnable majorité ne reviendront de leur inconcevable aveuglement.

Chambre des Députés.

Présidence de M. SAUZET. — Séance du 23 février.

A une heure et demie, le procès-verbal est adopté.

La séance reste suspendue jusqu'à trois heures.

Pendant cette suspension, les bancs se garnissent d'un grand nombre de membres, parmi lesquels règne la plus vive agitation.

M. Vavin, de sa place. Monsieur le président, je demande la parole. (Mouvement.)

Quelques membres. Attendez ! attendez !

L'honorable membre est appelé auprès de M. le président, avec lequel il va s'entretenir pendant quelques instants. Il retourne ensuite à son banc, et, après avoir pris l'avis de plusieurs de ses collègues, il monte à la tribune.

M. Vavin, à la tribune. Comme député de la Seine, au nom de mes collègues, j'ai un devoir à remplir, celui d'adresser quelques interpel-

lations à MM. les ministres, et notamment à M. le ministre de l'intérieur.

Quelques membres. Il n'y est pas.

M. Vavin. Son absence me force à ajourner de quelques minutes seulement les interpellations que j'avais annoncé devoir faire; si cependant la chambre le désirait, je m'expliquerais immédiatement...

Voix nombreuses. Non! non!

M. Hébert, ministre de la justice. Mes honorables collègues M. le président du conseil et M. le ministre de l'intérieur sont appelés en ce moment hors de cette enceinte par des soins que la situation explique et requiert. Ils ont été prévenus à l'instant même de l'intention de l'honorable membre, et je pense que la chambre ne se refusera pas à les attendre quelques instants.

De toutes parts. Attendons! attendons!

La séance est de nouveau suspendue.

Le bruit se répand qu'une masse considérable, ayant des gardes nationaux en tête, se dirige vers la chambre par le quai des Tuileries. Les banes se dégarnissent rapidement.

M. Vavin. Je demande à la chambre la permission d'adresser, au nom de la députation de la Seine notamment, quelques interpellations au ministère.

Depuis vingt-quatre heures, des troubles graves désolent la capitale.

Hier, la population a remarqué avec un douloureux étonnement l'absence de la garde nationale.

Cet étonnement était d'autant plus vif et d'autant plus pénible, que l'ordre de la convoquer avait été donné lundi matin.

Serait-il donc vrai que dans la nuit du lundi au mardi cet ordre de réunir la garde nationale aurait été rapporté? Ce n'est qu'hier à cinq heures que le rappel a été battu dans quelques quartiers pour réunir quelques gardes nationaux.

Toute la journée, la population de Paris a été livrée aux périls qui l'entouraient. Des collisions fâcheuses ont eu lieu; nous n'aurions peut-être pas à les déplorer si, dès le commencement des troubles, on avait vu dans les rues, sur nos places, cette garde nationale dont la devise est l'Ordre et la Liberté.

Sur un fait aussi grave, aussi malheureux, je prie MM. les ministres de donner quelques explications.

M. Guizot, président du conseil. Je erois qu'il ne serait ni conforme à l'intérêt public, ni à propos pour la chambre d'entrer en ce moment dans aucun débat sur les interpellations que vient de nous adresser l'honorable préopinant.

Le roi fait appeler en ce moment M. le comte Molé.... (Longue interruption. — Des applaudissements éclatent dans les tribunes publiques).

M. le Président. Je recommande le silence le plus complet.

M. Odilon Barrot. Silence! Pour la dignité de la chambre, silence.

M. Guizot. L'interruption qui vient de s'élever ne me fera rien ajouter ni rien retrancher de mes paroles.

Le roi fait appeler en ce moment M. le comte Molé pour le charger de former un nouveau cabinet.

Tant que le cabinet actuel sera chargé des affaires, il maintiendra et rétablira l'ordre, et fera respecter les lois selon sa conscience comme il l'a fait jusqu'à présent.

(Quelques membres de la majorité félicitent M. Guizot; d'autres l'in-

terpellent, et paraîtraient même le menacer. M. Guizot s'explique par des gestes plutôt que par la parole.)

M. le Président. Avant de lever la séance, j'ai à parler à la chambre de son ordre du jour... (Interruption.) Les membres qui ont déposé hier des propositions demandent qu'elles ne soient pas renvoyées aux bureaux...

Voix au centre. Pourquoi? Si! si!

M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique. Je demande à la chambre le maintien de son ordre du jour.

Voix au centre. Oui! oui!

M. Crémieux, montant à la tribune. Je viens déposer des pétitions signées par un grand nombre de citoyens de Paris... (Vives rumeurs au centre). Ce sont des pétitions sur la réforme.

M. le Président. On m'a demandé de maintenir à l'ordre du jour les propositions qui devaient être examinées demain par les bureaux.

Voix au centre. Oui! oui!

M. Odilon Barrot, de sa place. J'avais cru que la conséquence naturelle, inévitable, de la réserve que M. le président du conseil montrait tout à l'heure en répondant aux interpellations qui lui ont été adressées, j'avais cru, dis-je, que la conséquence naturelle, inévitable de cette réserve, à raison de la gravité des circonstances et de la situation spéciale du cabinet, était l'ajournement indéfini de la discussion sur la proposition que j'ai déposée hier sur le bureau. (Adhésion à gauche.)

M'en rapportant à M. le président, je lui avais déclaré que ce que je lui disais à cet égard était parfaitement subordonné aux convenances de la chambre; je n'ai donc plus rien à faire, je n'ai qu'à me soumettre à ce que la majorité décidera.

M. Dupin, de sa place. Le premier besoin de la cité est le rétablissement de la paix publique, la cessation des troubles. L'anarchie est le pire des états; c'est la perte de toutes les sociétés; elle menace l'ordre social tout entier.

La seule question à l'ordre du jour est donc le rétablissement de la paix publique pour raffermir la libre et régulière action de tous les grands pouvoirs de l'État.

Je dois estimer assez tous mes collègues et me fier assez à leur patriotisme, quand il s'agit, non pas de dissidence d'opinion, mais d'un grand devoir, pour être convaincu que tout le monde s'emploiera au rétablissement de la paix publique, l'opposition autant que la majorité ..

Plusieurs membres. Tout le monde! tout le monde!

M. Dupin. Je ne parle en ce moment, malgré l'épuisement de mes forces par la maladie, que pour faire entendre quelques mots dans le sens du véritable esprit de la révolution de juillet. Nous avons trop oublié que la révolution de juillet s'est faite pour la conservation des lois, qu'elle s'est faite pour l'ordre public en même temps que pour la liberté. Eh bien! l'ordre public et la liberté ont été maintenus, ont été fondés par l'accord des chambres avec le vœu du pays et avec le concours de la garde nationale.

Elle n'a pas plus manqué à ses devoirs que nous autres; elle n'y manquera pas davantage aujourd'hui.

Quant à nous, nous n'avons jamais dédaigné ce titre de représentants du peuple, qui est le nôtre, car nous avons toujours défendu ses véritables intérêts.

L'action des chambres, d'accord avec le pouvoir royal, avec le pouvoir central, est de travailler, je le répète, de travailler au rétablissement de la paix publique : oui, avant le rétablissement de la paix publique, la cessation des attroupements ! Il faut que le peuple sache qu'il n'a pas le droit de délibérer, qu'il n'a pas le droit de commander, qu'il n'a qu'à attendre l'exécution des lois, les délibérations des grands corps de l'État et les mesures qui sont jugées nécessaires par les chambres. (Bruit à gauche.)

Eh bien ! dans cette situation, ne devons-nous pas faire cesser des délibérations irritantes, des discussions qui, quel qu'en soit le résultat, iraient certainement contre le but que vous devez vous proposer, et qui est le rétablissement de la paix publique ?

J'appuie l'ajournement ; j'insiste sur ce point qu'il n'y a ici qu'un besoin, le rétablissement de la paix publique.

M. Guizot. Je disais tout à l'heure que tant que le cabinet aurait l'honneur de rester chargé des affaires, il maintiendrait ou rétablirait l'ordre et ferait respecter les lois.

Le cabinet ne voit pour son compte aucune raison à ce qu'aucun des travaux de la chambre soit interrompu, à ce qu'aucune des questions qui avaient été élevées ne reçoive pas sa solution.

La couronne exerce sa prérogative. La prérogative de la couronne doit être pleinement respectée ; mais, tant que le cabinet resto aux affaires, tant qu'il est assis sur ces bancs, rien ne doit être suspendu, rien ne doit être interrompu dans les travaux ou dans les délibérations des grands pouvoirs publics.

Le cabinet est prêt à répondre à toutes les questions, à entrer dans tous les débats ; c'est à la chambre à décider.

M. Dupin. C'est un langage digne et pleinement conforme à la gravité des circonstances que celui de M. le président du conseil ; mais en même temps que le ministère ne s'oppose pas à ce que la chambre s'occupe de telle ou telle question, la chambre a aussi à interroger la question d'opportunité.

Eh bien ! c'est dans la situation où le ministère continue d'être momentanément chargé de grands devoirs, où M. le président du conseil déclare qu'il les remplira, et je le crois... Eh bien ! c'est dans cette situation que vous voulez le mettre en accusation et le distraire des soins du salut public en le forçant de s'occuper des soins de son propre salut. (A gauche : Très bien ! très bien !) Je persiste à demander l'ajournement.

M. de Peyramont se lève. Je n'ai qu'un mot à dire : Je demanderai à M. Dupin pourquoi il n'a pas adressé hier à l'opposition l'invitation qu'il adresse aujourd'hui à la chambre.

Un grand nombre de membres. Aux voix ! aux voix !

La chambre, consultée, décide qu'elle maintient à l'ordre du jour des bureaux de demain l'examen des propositions déposées hier.

La séance est levée au milieu de la plus vive agitation.

A la chambre des pairs, la demande d'interpellation, faite successivement par MM. d'Alton-Shée et de Boissy, fut écartée avec un dédain vraiment stupide.

Le 24 Février.

Les événements marchent vite.

La veille, à trois heures, le roi faisait appeler M. Molé pour le charger de la formation d'un nouveau cabinet.

A neuf heures du soir, toutes les maisons étaient illuminées à tous les étages.

La satisfaction paraissait vive, sincère et générale.

C'est à cette heure, environ, que, par un accident marqué au coin de la destinée qui décide du sort des empires, le poste d'infanterie qui défendait le Ministère des Affaires étrangères fit feu et tua ou blessa soixante personnes.

De toutes parts alors s'est élevé ce cri : *Nous sommes trahis ! Aux armes !*

La satisfaction avait fait place à l'indignation.

Des tués et des blessés furent transportés aux bureaux du *National*, rue Lepelletier ; d'autres, portés à la clarté des torches jusqu'à la place de la Bastille, où ils restèrent exposés.

Dès ce moment, il fut facile de prévoir l'issue de cette troisième journée.

A cinq heures du matin, la première combinaison ministérielle avait été abandonnée et était remplacée par une autre combinaison, à la tête de laquelle étaient MM. Thiers,

Odilon Barrot, Duvergier de Hauranne, de Rémusat et le général Lamoricière.

Le *Moniteur universel* publiait les deux ordonnances suivantes :

« LOUIS-PHILIPPE, roi des Français,

« A tous présents et à venir, salut,

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Le maréchal duc d'Isly est nommé commandant supérieur des gardes nationales du département de la Seine, en remplacement du général Jacqueminot, dont la démission est acceptée.

« Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

« Fait aux Tuileries, le 23 février 1848.

« LOUIS-PHILIPPE,

« Par le roi :

« *Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur,*

« DUCHATEL. »

« LOUIS-PHILIPPE, roi des Français,

« A tous présents et à venir, salut.

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Le maréchal duc d'Isly est nommé commandant en chef des troupes de ligne dans la première division militaire.

« Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État au départe-

« ment de la guerre est chargé de l'exécution de la pré-
« sente ordonnance.

« Fait aux Tuileries, le 23 février 1848.

« LOUIS-PHILIPPE,

« Par le roi :

« *Le ministre secrétaire d'Etat au département de la*
« *guerre,*

« TRÉZEL. »

A huit heures du matin, MM. Thiers, Odilon Barrot, Duvergier de Hauranne et de Rémusat étaient aux Tuileries.

Ils y dictaient la proclamation qu'on trouvera plus loin.

Cette proclamation, imprimée en toute hâte aux imprimeries de la *Presse* et du *Constitutionnel*, était déjà tardive.

A peine affichée, elle était déchirée.

C'est alors que M. Émile de Girardin retourna en toute hâte aux Tuileries, avec une autre proclamation ainsi conçue :

Abdication du roi.

Régence de M^{me} la duchesse d'Orléans.

Dissolution de la chambre.

Amnistie générale.

MM. Thiers et de Rémusat étaient présents.

Sur la déclaration de M. Émile de Girardin, qu'il n'y avait pas une minute à perdre, qu'un seul moment de retard aggravait le danger et, sur les instances de M. le duc de Montpensier, la proclamation proposée fut immédiatement acceptée par le roi.

Il était encore trop tard !

Ce fut en vain que M. de Girardin, porteur de l'abdication, courut en toute hâte au-devant de la population armée qui s'avancait sur les Tuileries.

Il lui fut impossible de faire cesser le feu opiniâtre engagé des deux parts entre le poste du Château-d'Eau et les hommes armés qui occupaient la cour du Palais-Royal.

C'est là que fut légèrement blessé le général de Lamoricière, à qui il fut également impossible de se faire entendre.

Une heure après, toute la famille royale avait quitté le palais des Tuileries.

M^{me} la duchesse d'Orléans, accompagnée du comte de Paris et du duc de Chartres, du duc de Nemours et du duc de Montpensier, se rendait à la chambre des députés.

Courage inutile !

Le palais de la chambre ayant été envahi, M^{me} la duchesse d'Orléans n'eut plus qu'à se retirer et qu'à s'éloigner.

Heureusement une petite voiture se trouvait dans la cour du président de la chambre.

C'est dans cette voiture que M^{me} la duchesse d'Orléans est partie avec M. le comte de Paris, mais séparée de son second fils le duc de Chartres.

Voici maintenant le récit exact de ce qui s'est passé à la chambre des députés :

M^{me} la duchesse d'Orléans, accompagnée de ses deux fils, parut dans l'hémicycle de la chambre.

M. Dupin monta à la tribune, pour proclamer qu'en vertu de l'abdication et des derniers actes du roi, le comte de Paris était nommé roi, et la régence dévolue à M^{me} la duchesse d'Orléans.

Cette proclamation fut accueillie par les applaudissements des députés du centre ; mais les deux côtés de l'assemblée demeurèrent silencieux et des cris de violente désapprobation éclatèrent dans les tribunes.

M. Odilon Barrot ayant fait une déclaration analogue à celle de M. Dupin, les mêmes signes se sont renouvelés.

Tout-à-coup, au milieu de l'agitation, des hommes du peuple, des élèves de l'Ecole polytechnique, des gardes nationaux font irruption dans la salle des séances, portant des drapeaux, et prennent place dans l'hémicycle. M^{me} la duchesse d'Orléans et ses enfants sont contraints de chercher un refuge sur les bancs élevés du centre gauche, où les gardes nationaux les ont entourés pour les protéger contre la pression de la foule.

C'est à ce moment que la séance a commencé.

MM. Crémieux, Lamartine, Ledru-Rollin, Genoude, Larochejacquelin, sont contraints de déclarer que, dans les circonstances actuelles, on ne doit pas préjuger les destinées de la France. « Il nous faut un gouvernement provisoire, pour consulter la nation sur le régime définitif qu'il lui conviendra d'adopter. »

L'assemblée hésitait, emportée cependant par la justice de la proposition qui lui était faite, lorsqu'une nouvelle multitude de combattants a envahi les tribunes et les couloirs, proclamant : *Vive la république ! on nous trahit encore !*

Les députés du centre ont disparu.

M^{me} la duchesse d'Orléans et ses enfants sont entraînés hors de l'enceinte par quelques amis restés fidèles.

La chambre a été abandonnée au peuple.

Il n'y avait plus que M. Dupont (de l'Eure) au fauteuil de la présidence, où il avait remplacé M. Sauzet.

M. Ledru-Rollin était à la tribune avec quelques combattants.

Une liste de membres du gouvernement provisoire fut lue et adoptée ; mais l'adoption définitive de cette liste fut renvoyée à une assemblée qui serait tenue à l'Hôtel-de-Ville.

Le chambre des pairs s'est réunie aujourd'hui sous la présidence de M. le chancelier Pasquier. L'abdication du roi a été annoncée, et avis a été donné à la chambre que la famille royale allait se rendre dans son sein.

Après deux heures d'attente vaine, la chambre s'est séparée.

De ce moment la royauté est déchue.

Il est indispensable de présenter le compte-rendu de la dernière séance de la chambre des députés, c'est l'introduction d'un nouveau pouvoir.

Séance de la Chambre des Députés.

(Extrait du Journal LA PATRIE.)

A une heure et demie, 300 députés environ étaient réunis en séance au palais de la chambre.

On annonce une députation des combattants et une députation de la garde nationale.

On annonce officiellement que le roi a signé son abdication et qu'il a quitté Paris.

A une heure un quart, M. Lacrosse, député, secrétaire de la chambre, arrive à cheval et annonce que Madame la duchesse d'Orléans, suivie de ses deux enfants, se rend à la chambre ; on aperçoit sur le pont de la Révolution la duchesse à pied, suivie d'une foule immense de gardes nationaux.

Elle est introduite dans l'intérieur de la chambre.

On place aussitôt au pied de la tribune, à la place réservée ordinairement aux huissiers, trois fauteuils ; la duchesse y prend place avec ses

deux enfants; elle est entourée d'une foule de généraux et d'aides de camp en grand costume; nous remarquons devant la duchesse M. le duc de Nemours en uniforme de lieutenant général.

En même temps, les deux couloirs de la chambre sont envahis par une foule énorme de gardes nationaux et de combattants.

M. DUPIN monte à la tribune.

Il annonce que le roi a quitté Paris.

UNE VOIX DES TRIBUNES. Il est trop tard, monsieur.

M. DUPIN, reprenant, dit que le roi a signé un acte d'abdication en faveur de son petit-fils, M. le comte de Paris, ce qui établit une transmission légitime de la couronne, avec la régence de la Mère, madame la duchesse d'Orléans.

M. MARIE monte à la tribune.

Le bruit augmente, l'hémicycle est envahi par les citoyens qui étaient restés jusque-là dans les couloirs. La foule devient à chaque instant de plus en plus grande; des députés prennent les jeunes princes dans leurs bras et les élèvent au-dessus de la foule; M. le duc de Nemours s'efforce de refouler les assistants; enfin on fait monter Madame la duchesse d'Orléans et ses enfants sur les bancs réservés à MM. les députés, au centre, sous l'horloge qui fait face au président; elle s'assied sur un banc entre ses deux enfants, M. le duc de Nemours à sa gauche, et entourée des officiers et des aides de camp qui l'ont accompagnée; les gardes nationaux se postent sous l'horloge.

Le silence se rétablit.

M. MARIE dit que, quelque touchante que soit la scène à laquelle la chambre vient d'assister, il ne peut oublier les droits du peuple, qu'il faut nécessairement nommer un gouvernement provisoire.

M. CRÉMIEUX monte à la tribune et développe l'idée exprimée déjà par M. Marie; il demande la constitution immédiate d'un gouvernement provisoire assez fort pour rassurer le peuple et lui donner la garantie que ses droits seront reconnus. Ce discours est vivement applaudi dans une partie de la chambre et dans les tribunes.

M. ODILON-BARROT arrive en ce moment, il monte à la tribune, et il dit que jamais la France n'a eu plus besoin de toutes ses forces et de tout son courage; il fait un appel énergique à la générosité de la nation française, et il annonce qu'un gouvernement dont il fera partie va être formé, et qu'un appel sera fait au pays.

M. DE LA ROCHEJACQUELIN demande la parole.

M. ODILON-BARROT demande si par hasard on voudrait évoquer des souvenirs dont la révolution de juillet a fait justice.

M. DE LA ROCHEJACQUELIN se précipite à la tribune; il s'écrie : Je ne suis plus rien, vous n'êtes plus rien...

En ce moment, un flot populaire entre par toutes les issues de la chambre; des ouvriers, des officiers portent et agitent des drapeaux tricolores et viennent se placer sur les marches de la tribune.

Un citoyen se précipite sur le bureau du président et s'élance de là à la tribune, que M. de la Rochejacquin quitte à l'instant; nous croyons seulement comprendre qu'il réclame la constitution immédiate d'un gouvernement provisoire.

M. le général Oudinot s'élance à la tribune et prononce au milieu du bruit des paroles que nous ne pouvons entendre.

La tribune est successivement et simultanément occupée par des of-

ficiers de garde nationale et des citoyens qui agitent des drapeaux et prononcent des mots que personne, au milieu du bruit, ne peut saisir.

M. Ledru-Rollin monte à la tribune. Le bruit l'empêche de parler.

Madame la duchesse d'Orléans se lève et semble vouloir parler; M. le duc de Nemours cherche à la faire asseoir; un garde national a ramassé un papier sur lequel étaient écrits les mots que voulait prononcer Madame la duchesse d'Orléans; ils étaient conçus à peu près en ces termes, autant que nos souvenirs peuvent nous les rappeler :

« Messieurs, ce n'est pas de la chambre, c'est du pays que doivent émaner les pouvoirs de mon fils orphelin; ce n'est pas autre chose que moi, une pauvre veuve, je venais vous demander. »

Après un quart d'heure le silence se rétablit.

M. LEDRU-ROLLIN peut enfin prendre la parole; il dit que la chambre n'a pas le pouvoir d'accepter une régence; que c'est au peuple seul qu'il faut en appeler.

Un citoyen, assis sur les bancs du centre, nous semble protester contre les paroles de M. Ledru-Rollin; aussitôt un homme armé d'un sabre monte les gradins de la chambre, s'approche de l'orateur et le menace de son arme. On parvient à s'interposer entre lui et l'interrupteur malencontreux.

M. LEDRU-ROLLIN continue son discours et termine en demandant la constitution d'un gouvernement provisoire qui fera un appel aux sentiments du pays.

M. LAMARTINE succède à M. Ledru-Rollin :

Messieurs, dit-il, nous venons d'assister à un touchant spectacle; nous avons vu ici, aux pieds de la chambre, une auguste princesse et ses deux fils... mais un tel spectacle ne peut nous faire oublier les droits sacrés du peuple; il lui faut un gouvernement provisoire fort, populaire, puissant.

En ce moment on entend frapper avec des crosses de fusil aux portes des tribunes publiques; la porte est enfoncée, des combattants se précipitent dans les tribunes; ils sont armés les uns de sabres, les autres de fusils, les autres encore de piques; un cri se fait entendre : on dit que le président est mis en joue, mais qu'aussitôt le fusil est relevé par un des citoyens entrés dans la tribune.

M. Sauzet quitte précipitamment le fauteuil. Les députés sortent à la hâte; des citoyens se précipitent par les couloirs d'entrée.

Un tumulte a lieu autour des bancs où siègent Madame la duchesse d'Orléans et ses fils.

La duchesse est emmenée.

La garde nationale qui stationne dans la salle d'entrée avant celle des séances se forme en haie; on emporte la duchesse presque évanouie; elle est suivie de ses enfants, que deux personnes portent dans leurs bras; M. le duc de Nemours les suit; on lui fait remarquer les dangers que son uniforme peut lui faire courir. On lui fait ôter son costume, et une personne qui se trouve auprès de lui lui donne sa redingote. M. le duc de Nemours s'en revêt, et nous l'entendons se préoccuper du sort des enfants de la duchesse.

On lui répond que les enfants sont en sûreté, et on l'engage à se retirer le plus tôt possible. On lui ouvre une fenêtre et il se jette dans le jardin de la chambre.

Le tumulte est à son comble.

Presque tous les députés sont partis; la salle est occupée par le peuple et la garde nationale.

M. LEDRU-ROLLIN. Nous sommes obligés de lever la séance pour nous rendre au siège du gouvernement.

De toutes parts : A l'Hôtel-de-Ville ! vive la République !

Il est quatre heures. La foule sort en tumulte.

De grands événements ont eu lieu aujourd'hui. Après le récit des actes, nous exposons les faits qui nous sont parvenus.

Dans la nuit, des barricades avaient été élevées sur tout le parcours des boulevards et dans les rues qui y aboutissent ; vers sept heures du matin, un feu de peloton se fit entendre à la hauteur du faubourg Montmartre, sur le boulevard ; on nous a dit qu'il provenait de plusieurs détachements des chasseurs d'Orléans.

A ce bruit de nouvelles barricades s'élevèrent comme par enchantement ; les rues furent dépavées, de nouveaux obstacles composés uniquement de tas de pavés hauts de deux mètres environ furent élevés à l'angle de toutes les rues.

D'immenses préparatifs d'attaque et de résistance avaient été faits pendant toute la nuit.

A six heures, à la pointe du jour, Paris présentait un spectacle formidable. Toutes les rues étaient barrées par des barricades énormes, construites de pavés, de voitures ; depuis le boulevard des Italiens jusqu'à la porte Saint-Denis, tous les arbres des boulevards sont coupés, toutes les colonnes renversées, tous les bancs descellés. Les abords de toutes les rues aboutissantes sont gardés par les combattants.

Mais les préparatifs sont surtout imposants à partir de la rue Saint-Denis ; toute la largeur du boulevard y est barrée par une barricade solide comme un mur ; une barricade plus haute et plus impénétrable encore défend l'entrée de la rue ; des barricades semblables s'échelonnent de distance en distance sur le boulevard jusqu'à la Bastille, et des deux côtés de la porte Saint-Denis jusqu'à la Chapelle et au bord de l'eau.

Des engagements ont lieu sur divers points. On apprend que la lutte, depuis la catastrophe du boulevard des Capucines, n'a pas un instant cessé dans les quartiers Saint-Denis et Saint-Martin. Bientôt des troupes débouchent sur le boulevard même, à la hauteur de la rue Montmartre. C'est un déploiement de forces considérable. On voit paraître successivement des chasseurs de Vincennes, des dragons, des chasseurs et de la troupe de ligne. Celle-ci engage un feu de peloton contre les défenseurs de la barricade élevée à l'entrée du faubourg.

A huit heures, les troupes filent vers le boulevard Saint-Denis, où des engagements plus meurtriers ont lieu. Les barricades continuent à se construire. Le peuple se procure des armes et des munitions.

A neuf heures, on apprend que le roi avait appelé dans la nuit MM. Odilon Barrot et Thiers ; qu'un ministère composé de MM. Odilon Barrot, Thiers, Duvergier de Hauranne, Léon de Malleville et de Rémusat, venait d'être nommé, et que la dissolution de la chambre était arrêtée.

Mais, par un aveuglement qu'on ne peut s'expliquer, le *Moniteur* ne contenait que la nomination de M. Bugeaud

aux fonctions de commandant supérieur des forces militaires du département de la Seine.

Cette nouvelle jeta une exaspération terrible dans le peuple.

Le général Lamoricière est blessé légèrement au bras et à la poitrine de deux coups de baïonnette ; son cheval a été tué rue de Richelieu.

Le poste du Château-d'Eau (place du Palais-Royal) était défendu par 184 hommes du 14^e de ligne. Le chef de bataillon qui commandait le poste, ayant refusé de se rendre, a été tué d'un coup de baïonnette. Une partie des soldats avaient quitté le poste par la rue Froimonteau. Les autres ont fraternisé avec le peuple. Après l'évacuation complète, le poste a été incendié.

Le roi s'est enfui des Tuileries à une heure pour se rendre à Saint-Cloud, où il est resté quelques minutes seulement.

Les scènes sanglantes sont terminées ; le nombre des victimes sera toujours trop considérable : un seul de nos frères, *citoyen* ou *soldat*, c'est un frère!!!

Voici la composition du Gouvernement provisoire :

AU NOM DU PEUPLE SOUVERAIN.

CITOYENS,

Un Gouvernement provisoire vient d'être installé; il est composé, de par la volonté du peuple, des citoyens :

FR. ARAGO,
LOUIS BLANC,

MARIE,
LAMARTINE,
FLOCON,
LEDRU-ROLLIN,
RECURT,
MARRAST,
AUBERT, *ouvrier mécanicien.*

Pour veiller à l'exécution des mesures qui seront prises par ce gouvernement, la volonté du peuple a aussi choisi pour *délégés* au département de la police les citoyens CAUSSIDIÈRE et SOBRIER.

La même volonté souveraine du peuple a désigné le citoyen Etienne ARAGO à la direction générale des postes.

Comme première exécution des ordres donnés par le gouvernement provisoire, il est ordonné à tous les boulangers et fournisseurs de vivres de tenir leurs magasins ouverts à tous ceux qui en auraient besoin.

Il est expressément recommandé au peuple de ne point quitter ses armes, ses positions, ni son attitude révolutionnaire. Il a été trop souvent trompé par la trahison ; il importe de ne plus laisser de possibilité à d'aussi terribles et d'aussi criminels attentats.

Pour satisfaire au vœu général du peuple souverain, le gouvernement provisoire a décidé et effectué, avec l'aide de la garde nationale, la mise en liberté de tous nos frères détenus politiques. Mais en même temps, il a conservé dans les prisons, toujours avec l'assistance, on ne peut plus honorable, de la garde nationale, les détenus constitués en prison pour crimes ou délits contre les personnes ou les propriétés.

Les familles des citoyens morts ou blessés pour la défense des droits du peuple souverain sont invitées à faire parvenir, aussitôt que possible, aux *délégés* au département de la police, les noms des victimes de leur dévouement à la chose publique, afin qu'il soit pourvu aux besoins les plus pressants.

Fait à Paris, en l'hôtel de la Préfecture de Police, le 24 février 1848.

Les *délégés* au département de la Police,

CAUSSIDIÈRE et SOBRIER.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Gouvernement provisoire arrête :

M. Dupont (de l'Eure) est nommé président provisoire du conseil, sans portefeuille ;

M. de Lamartine, ministre provisoire aux affaires étrangères ;
 M. Crémieux, ministre provisoire à la justice ;
 M. Ledru-Rollin, ministre provisoire à l'intérieur ;
 M. Michel Goudchaux, ministre provisoire aux finances ;
 M. François Arago, ministre provisoire à la marine ;
 M. le général Bedeau, ministre provisoire à la guerre ;
 M. Carnot, ministre provisoire à l'instruction publique (Les cultes
 formeront une division de ce ministère) ;
 M. Bethmont, ministre provisoire au commerce ;
 M. Marie, ministre provisoire aux travaux publics ;
 Le général Cavaignac, gouverneur général de l'Algérie.
 La garde municipale est dissoute.
 M. Garnier-Pagès est nommé maire de Paris.
 MM. Guinard et Recurt sont nommés adjoints au maire de Paris.
 M. Flolard est nommé secrétaire général.
 Tous les autres maires de Paris, ainsi que les maires-adjoints, sont
 provisoirement maintenus comme maires et adjoints d'arrondissements.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Proclamation du gouvernement provisoire au peuple français.

Un gouvernement rétrograde et oligarchique vient d'être renversé par l'héroïsme du peuple de Paris. Ce gouvernement s'est enfui en laissant derrière lui une trace de sang qui lui défend de revenir sur ses pas.

Le sang du peuple a coulé comme en juillet ; mais cette fois ce généreux sang ne sera pas trompé ! Il a conquis un gouvernement national et populaire en rapport avec les droits, les progrès et la volonté de ce grand et généreux peuple.

Un gouvernement provisoire, sorti d'acclamation et d'urgence par la voix du peuple et des députés des départements, dans la séance du 24 février, est investi momentanément du soin d'assurer et d'organiser la victoire nationale. Il est composé de :

MM. Dupont (de l'Eure).

Lamartine.

Crémieux.

Arago (de l'Institut)

Ledru-Rollin.

Garnier-Pagès.

Marie.

(1) Bugie de l'insurrection
 et d'abolition de la monarchie

Ce gouvernement a pour secrétaires :

MM. Armand Marrast.
Louis Blanc.
Ferdinand Flocon.
Aubert.

Ces citoyens n'ont pas hésité un instant à accepter la mission patriotique qui leur était imposée par l'urgence. Quand la Capitale de la France est en feu, le mandat du gouvernement provisoire est dans le salut public. La France entière le comprendra et lui prêtera le concours de son patriotisme. Sous le gouvernement populaire que proclame le gouvernement provisoire, tout citoyen est magistrat.

Français, donnez au monde l'exemple que Paris a donné à la France ; préparez-vous par l'ordre et la confiance en vous-mêmes aux institutions fortes que vous allez être appelés à vous donner.

Le gouvernement provisoire veut la RÉPUBLIQUE, sauf ratification par le peuple, qui sera immédiatement consulté.

L'unité de la nation formée désormais de toutes les classes de citoyens qui la composent ; le gouvernement de la nation par elle-même ;

La liberté, l'égalité et la fraternité pour principes, le peuple pour devise et mot d'ordre, voilà le gouvernement démocratique que la France se doit à elle-même et que nos efforts sauront lui assurer.

DUPONT (de l'Eure),
LAMARTINE,
CRÉMIEUX,
LEDRU-ROLLIN,
GARNIER-PAGÈS,
MARIE,
ARAGO,

Membres du Gouvernement provisoire.

ARMAND MARRAST,
LOUIS BLANC,
Secrétaires.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le gouvernement provisoire arrête :
La Chambre des Députés est dissoute.

Il est interdit à la Chambre des Pairs de se réunir.

Une assemblée nationale sera convoquée aussitôt que le gouvernement provisoire aura réglé les mesures d'ordre et de police nécessaires pour le vote de tous les citoyens.

Paris, le 24 février 1848.

LAMARTINE,
LEDRU-ROLLIN.
LOUIS BLANC, *secrétaire.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 25 février 1848.

Le gouvernement de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail ;

Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens ;

Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail.

Le gouvernement provisoire rend aux ouvriers, auxquels il appartient, le million qui va échoir de la liste civile.

GARNIER-PAGES,
Maire de Paris.

LOUIS BLANC,
*L'un des secrétaires du Gouvernement
provisoire.*

Tout ce qui concerne la direction des beaux-arts et des musées, autrefois dans les attributions de la liste civile, constituera une division du ministère de l'intérieur.

Le jury chargé de recevoir les tableaux aux expositions annuelles sera nommé par élection.

Les artistes seront convoqués à cet effet par un prochain arrêté.

Le salon de 1848 sera ouvert le 15 mars.

LEDRU-ROLLIN.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

A la garde nationale.

Citoyens !

Votre attitude dans ces dernières et grandes journées a été telle qu'on devait l'attendre d'hommes exercés depuis longtemps aux luttes de la liberté.

Grâce à votre fraternelle union avec le peuple, avec les écoles, la révolution est accomplie !...

La patrie vous en sera reconnaissante.

Aujourd'hui tous les citoyens font partie de la garde nationale ; tous doivent concourir activement, avec le gouvernement provisoire, au triomphe régulier des libertés publiques.

Le gouvernement provisoire compte sur votre zèle, sur votre dévouement à seconder ses efforts dans la mission difficile que le peuple lui a conférée.

Les Membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure).

F. ARAGO.

MARIE.

LAMARTINE.

CRÉMIEUX.

LEDRU-ROLLIN.

GARNIER-PAGES.

LOUIS BLANC, *secrétaire.*ARM. MARRAST, *id.*FLOCON, *id.*AUBERT, *id.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

La garnison du fort de Vincennes vient de reconnaître le gouvernement de la République. Toutes les troupes envoient leur adhésion au mouvement qui emporte la France.

A chaque instant le gouvernement provisoire de la République re-

çoit des villes et des populations les témoignages les plus vifs de sympathie à la victoire du Peuple.

Signé : *Les membres du gouvernement provisoire de la République.*

DUPONT (DE L'EURE),

LAMARTINE,

GARNIER-PAGES,

ARAGO,

MARIE,

LEDRU-ROLLIN,

CRÉMIEUX,

LOUIS BLANC,

MARRAST,

FLOCON,

ALBERT (ouvrier).

Certifié conforme : *Le représentant du Peuple pour le premier arrondissement.*

LA CHATRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CITOYENS DE PARIS !

Le Coq Gaulois et les Trois Couleurs étaient nos signes vénérés quand nous fondâmes la République en France; ils furent adoptés par les glorieuses journées de Juillet. Ne songez pas, Citoyens, à les supprimer ou à les modifier; vous répudieriez les plus belles pages de votre Histoire, votre gloire immortelle, votre courage, qui s'est fait connaître sur tous les points du globe. Conservez donc le Coq Gaulois, les Trois Couleurs; le gouvernement provisoire le demande à votre patriotisme.

Les membres du gouvernement provisoire,

GARNIER-PAGES, maire de Paris.

AD. CRÉMIEUX.

LOUIS BLANC, secrétaire.

Il serait impossible de se figurer l'aspect que présentait Paris pendant la soirée et la nuit qui suivirent cette grande

et immortelle journée du 24 février. Quels que soient les faits, quelque immenses qu'en aient été les résultats, ils s'effacent devant tant d'émotions vives, profondes, mobiles, qui font battre le cœur à une population d'un million d'âmes.

Deux grandes pensées, dès le premier moment qui suivit la victoire du peuple, dominèrent toutes les autres : la générosité du peuple lui-même pendant et après le combat, et la répugnance visible des soldats français à faire usage de leurs armes contre des citoyens français. Honneur soit à jamais à notre vaillante armée qui s'est acquis plus de gloire civique en ne se battant pas contre ses frères qu'elle n'aurait pu cueillir de lauriers militaires à la suite d'un triomphe sacrilège. L'antagonisme du peuple et de l'armée est désormais impossible.

On a vu cependant qu'à la fin de la tumultueuse séance de la chambre des députés, séance qui rappella celle du jeu de Paume à Versailles, mais dont les résultats furent plus prompts et bien autrement larges, des cris de : Vive la République ! s'étaient fait entendre et que tous ceux qui se trouvaient alors dans la salle des séances, députés ou non députés, se donnèrent un rendez-vous immédiat à l'Hôtel-de-Ville.

Tout était défait, mais rien encore n'était fait, et certes il y avait grande urgence, au milieu de l'effervescence générale, de ne pas laisser un seul instant Paris et la France sans gouvernement. Dans cet état de choses, la séance de la chambre des députés fut donc, en réalité, plutôt suspendue que close, pour être continuée à l'Hôtel-de-Ville, devenu le chef-lieu du Gouvernement provisoire ; nous en avons

fait connaître la composition proclamée au nom du peuple souverain, ainsi que les premiers décrets émanés de l'autorité nouvelle.

Interprétant dès son origine les vœux présumés de la France, que l'on dut croire à bon droit fatiguée de tous les genres de fourberies monarchiques, le Gouvernement provisoire prit la forme et les allures d'un gouvernement républicain. Il y fut convié par les cris de la foule qui circonvinrent l'Hôtel-de-Ville dès les premiers moments de son installation et ne cessa pas d'en encombrer la place et les abords jusque pendant la journée du lendemain. Là se passèrent les scènes les plus dramatiques; là, pressé de jouir de ses droits reconquis, le peuple se hâta d'entrer en communication directe avec les premiers citoyens investis en son nom de son autorité souveraine. La place de Grève se vit ainsi métamorphosée en un *forum*, et les marches qui conduisent à l'Hôtel-de-Ville se convertirent en une tribune aux harangues. Là, des conférences, tumultueuses d'une part, courageuses et éloquentes de l'autre part, s'établirent entre le peuple et ses magistrats. En cette circonstance M. de Lamartine se fit remarquer par un mouvement d'éloquence sublime qui sauva nos glorieuses couleurs nationales du danger dont elles furent un moment menacées.

Une partie du peuple, non pas certainement en haine du drapeau tricolore, mais bien plutôt pour protester contre les hontes dont il venait d'être si souvent flétri, avait arboré le drapeau rouge et la cocarde rouge. Ce fut contre cette tentative au moins insensée que, au nom du Gouvernement provisoire, M. de Lamartine se prononça avec une

si généreuse énergie. « Quant à cela, s'écria-t-il, jamais ! Non, jamais je ne renoncerais au noble drapeau tricolore qui a fait le tour du monde, pour adopter le drapeau rouge qui n'a fait que le tour du Champ-de-Mars traîné dans le sang du peuple. »

La cause du drapeau tricolore fut gagnée, et ces paroles eurent en même temps pour effet de rassurer les hommes qu'aurait pu effaroucher d'abord le mot de République, dont le nom rappelait de sanglants souvenirs. Cela et l'abolition de la peine de mort appliquée aux délits politiques donnèrent lieu d'espérer que la nouvelle République voudrait répudier les errements de son aînée. Déjà ses fondateurs en avaient donné la preuve en respectant la liberté des cultes, la liberté des consciences, en protégeant les ministres de la religion, enfin en prenant une décision, puérile en apparence, mais dictée par un sentiment de haute moralité, la suspension du serment, mesure parfaite, et qui était nécessaire pour rendre à la parole de l'homme sa valeur perdue dans tant de changements de gouvernement.

Que si, d'ailleurs, des esprits ombrageux ont pu trouver que la république était prématurément instituée en ce qu'elle anticipait sur les droits de la future assemblée nationale constituante, les adhésions empressées du clergé, des cours de justice, des tribunaux, des villes, des campagnes, de l'armée et de ses chefs, de toutes les corporations qui vivent soit du travail de l'intelligence, soit d'un travail manuel, ont dû suffire pour laver le Gouvernement provisoire de tout reproche pour avoir donné une impulsion qu'il allait recevoir lui même de toutes les parties de la France.

Tout le monde aujourd'hui est républicain, et tout le monde le sera encore bien plus sincèrement, si nous ne voyons pas se jeter à la traverse quelques esprits sauvages qui, pour une question de date, voudraient faire du républicanisme un droit exceptionnel et par conséquent un privilège.

Dans la soirée du 24 février, l'école de Saint-Cyr fit, à neuf heures, son entrée à Paris aux cris de *vive la république !* Pour signaler la noble conduite de ces jeunes gens, le Gouvernement provisoire a décidé depuis par un décret, que les élèves de première classe seraient immédiatement incorporés dans l'armée, et qu'ils recevraient un brevet de sous-lieutenant.

De même, afin de reconnaître les services rendus à la cause de la liberté par les élèves de l'Ecole polytechnique pendant les trois grandes journées, un autre décret a arrêté que ceux de seconde année seraient, sans examen préalable, attachés aux divers services auxquels ils se destinaient.

Ce même soir tout Paris fut splendidement illuminé, même dans les parties du faubourg Saint-Germain où l'on n'apercevait la veille qu'inquiétude et deuil. Les groupes armés étaient presque complètement remplacés par des groupes de promeneurs inoffensifs, tous radieux de joie et d'espoir dans l'avenir.

Nous ajoutons ici des renseignements fort curieux qui ont été recueillis depuis.

Les 23 et 24 février, il a été élevé dans Paris 1,512 barricades, presque entièrement concentrées entre la Cité, la Madeleine, la barrière des Martyrs, le canal Saint-Martin,

sur la rive droite, et autour de la Cité, sur la rive gauche; elles s'étendaient en outre dans toutes les rues conduisant aux barrières.

On a calculé que chaque barricade a employé, en moyenne, 845 pavés; de sorte que le peuple a arraché en quelques heures 1,277,640 pavés.

On a en outre renversé 4,013 arbres; on a brisé ou endommagé 3,704 appareils d'éclairage, savoir : 227 candélabres, 11 consoles; 890 lanternes brisées, et 2,576 lanternes dont les verres ont été cassés.

Enfin on a brûlé ou détruit 53 corps-de-garde, 71 bureaux de surveillants des voitures de place, 41 bureaux d'octroi, 41 guérites, 104 colonnes d'affichage, 292 bancs: total, 603.

Dans ce calcul ne sont pas comprises les grilles qui ont été arrachées pour faire des armes ou compléter des barricades, comme à la Bourse, à l'Assomption, au ministère de la marine, à Notre-Dame-de-Lorette, etc.

—Le *Messenger* publie le texte même de l'acte de l'abdication du roi *Louis-Philippe*, signé aux Tuileries, le 24 février.

« Nous donnons, dit ce journal, cette copie d'après l'original même, sur lequel nous l'avons transcrite *textuellement*.

ACTE AUTOGRAPHE D'ABDICATION DU ROI LOUIS-PHILIPPE.

J'abdique cette couronne que la voix nationale m'avait appelée (sic) à porter, en faveur de mon petit-fils le comte de Paris.

Puisse-t-il réussir dans la grande tâche qui lui échoit aujourd'hui.

24 février 1848.

LOUIS-PHILIPPE.

Cette pièce importante a été arrachée, aux Tuileries, des mains du général qui allait la présenter au peuple, par le citoyen Charles Lagrange, de Lyon, qui a crié en s'en emparant : *Pas de Régence! Plus de roi! Vive la République!* Elle est écrite sur un carré de papier irrégulier, et elle avait été pliée en quatre avant d'avoir été complètement séchée; elle est maculée de *duplicata* en quelques endroits.



BIOGRAPHIE

DES

MEMBRES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Le Gouvernement de la France doit réunir les vœux
« de la nation légalement émis, et se coordonner avec les
« autres gouvernements, pour devenir un lien commun
« et de garantie de la paix entre la France et l'Europe. »

*Discours prononcé à la Chambre des Députés, le 15 Juillet
1815, par*

DUPONT DE L'EURE.

Prix : 25 centimes.

Paris,

BARBA,

4 BIS, RUE DE LA PAIX.

GARNOT,

7, RUE PAVÉE SAINT-ANDRÉ.

1848.

SAINT-CLOUD. — IMPRIMERIE DE BELIN-MANDAR.

BIOGRAPHIE

DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Honneur, trois fois honneur aux membres du gouvernement provisoire, sans aucune exception, pour le courage qu'ils ont montré, dans des circonstances horriblement difficiles, en acceptant, sans hésiter, la charge d'une immense responsabilité ! Nous ne sommes point louangeurs, on le sait, mais quand même chacun des membres du gouvernement provisoire aurait encouru des reproches dans les divers ministères dont ils se sont attribué les fonctions, ces reproches ne pourraient s'adresser qu'aux ministres et ne devraient pas remonter jusqu'aux membres du gouvernement provisoire. Aucun d'eux n'en ayant répudié la solidarité, tous doivent être admis au partage égal de la reconnaissance nationale. Cette reconnaissance sera grande et sincère en effet chez tous ceux qui, comme nous, se rappelant la journée du 24 février, peuvent se figurer ce que serait devenue une puissance comme la France sans gouvernement, une ville comme Paris sans aucune autorité.

En ne se constituant que provisoirement, le gouvernement, issu des barricades pour les faire renverser, répondit d'avance, et par ce seul fait, à ceux qui l'auraient accusé d'usurpation de pouvoir. Quant à l'adoption de la forme républicaine pour le gouvernement de la France, il n'y a qu'une chose à dire, c'est que c'était la seule qui fût possible. Et, d'ailleurs, si, dans le premier moment, il en résulta une sorte d'étonnement, l'assentiment si prompt, si unanime de la France, a suffisamment prouvé que le gouvernement provisoire avait été le fidèle interprète de ses vœux et de ses besoins.

Nous avons cru devoir placer ici ces quelques mots que nous pourrions regarder comme l'esquisse de la biographie collective du gouvernement provisoire pris dans son ensemble, avant de consacrer à chacun de ses membres le peu de lignes qu'il nous sera possible de leur donner, sans sortir des limites que nous nous sommes imposées.

Né le 24 février, le gouvernement provisoire de la république française a vu arriver le terme de ses fonctions gouvernementales le 4 mai, jour de l'ouverture de l'assemblée nationale convoquée par lui, et qui présente dans sa composition l'expression la plus complète et la plus sincère de la volonté du peuple, puisqu'elle résulte de la majorité du suffrage universel.

Le peuple de Paris, en appelant en masse tous les membres du gouvernement provisoire à l'honneur de le représenter à l'assemblée, lui a donné, sans contredit, le plus incontestable témoignage de satisfaction. Voilà pour le gouvernement tout entier, considéré comme une unité gouvernementale. Ensuite, l'action de la justice distributive du peuple de Paris s'est modifiée à l'égard de chacun de ses membres, non pas pour déverser le blâme sur aucun, mais pour marquer la ligne de conduite politique qu'il approuve le plus, ce qui résulte nécessairement de l'inégalité qui existe dans la répartition de ses suffrages. Cette inégalité d'ailleurs nous servira de guide pour le classement des membres du gouvernement dans cette courte esquisse biographique.

LAMARTINE.

Né à Mâcon le 21 octobre 1790. Le nom de famille de M. de Lamartine (Alphonse) était de Prat. Il apprit à lire dans la Bible : et de là sans doute le mysticisme poétique qui non-seulement fit de lui un grand poète, mais un poète à la façon des prophètes, tant il est vrai que les premières impressions de l'enfance sont autant de germes qui se développent avec le temps. C'est par la même raison que, né de parents nobles, et témoin dès son berceau des malheurs de sa famille, il dut, en grandissant, porter les affections de son âme vers les souvenirs de l'ancienne monarchie en même temps que son esprit s'illuminait d'autres souvenirs de liberté. La connaissance des hommes, jointe à une immense propension à s'apitoyer sur toutes les souffrances humaines, le fortifia dans son amour pour la justice et la liberté. De là son indifférence pour les grandeurs de l'empire et la gloire de Napoléon, dont une fois seulement sa muse fit l'éloge, et ce fut après sa mort.

En 1814, M. de Lamartine entra dans les gardes du corps de Louis XVIII; mais il n'y resta pas longtemps. L'âme du poète se sentait mal à l'aise sous la compression de l'uniforme et les exigences de la consigne. Nous rappellerons ici une circonstance de sa vie que nous croyons peu connue, et qui prouvera combien le plus beau génie lui-même a souvent besoin qu'une circonstance fortuite vienne le mettre en lumière.

On doit se rappeler quelle sensation avait produite pendant les premières années de la restauration l'apparition dans le monde poétique du jeune Casimir Delavigne. Jalouse de ce que la nation avait son poète libéral, la cour voulut avoir à lui opposer un poète monarchique. M. Decazes, alors ministre, fut chargé de découvrir cet heureux phénix. C'était vers 1819, au moment même où M. de Lamartine se disposait à publier le premier volume de ses *Méditations*. Le jeune poète fut circonvenu, choyé, entouré de prévenances et de faveurs, enfin on accapara sa gloire au profit d'une opinion. M. de Lamartine se maria alors, il épousa une jeune Anglaise, que ses chants poétiques avaient enthousiasmée, et qui lui apporta en dot, avec une fortune considérable, les dons plus précieux de la grâce et de la beauté. Immédiatement après son mariage, qui eut lieu à Genève, M. de Lamartine retourna à Florence, où il avait déjà fait plusieurs séjours sous l'empire et depuis. Cette fois il y résida en qualité de secrétaire de la légation de France en Toscane.

Au premier volume des *Méditations* en succéda un second, et la gloire du poète devint alors européenne. Son poème de *Socrate* n'y ajouta rien; mais il n'en fut pas de même de ses autres œuvres, telles que *les Harmonies*, qui parurent en 1830, année pendant laquelle M. de Lamartine fut élu membre de l'Académie française; de la relation de son *Voyage en Orient*, en 1834; de *Jocelyn*, en 1835; de *La chute d'un Ange*, en 1839, et surtout de la publication de *l'Histoire des Girondins*, qui produisit une sensation universelle, et qui sans doute contribua puissamment, sous la plume d'un si brillant écrivain, à relever le grand esprit de la révolution des injustes condamnations dues seulement à ses fatales déviations.

La première fois que M. de Lamartine se mit sur les rangs pour la députation, il échoua sur deux points extrêmes de la France, à Toulon et à Dunkerque; mais en 1834, pendant le temps même qu'il exécutait son voyage en Orient, où le frappa la mort de sa fille Julia, ces deux collègues l'appelèrent à la chambre des députés, où il n'a pas cessé de siéger depuis.

Nous n'essayerons pas de suivre M. de Lamartine dans les phases diverses de sa carrière parlementaire; nous aimons mieux tâcher d'en saisir l'esprit. Souvent dans l'orateur on a retrouvé le poète et toujours l'honnête homme. M. de Lamartine n'était d'aucun parti à la chambre, mais les diverses nuances de l'opinion purent croire alternativement qu'elles le possédaient, parce que, dans ses hésitations mal comprises, il se montrait toujours prêt à adopter le bien d'où qu'il vint; parce que, au milieu des fluctuations incessantes de la tribune, il avait constamment les yeux fixés sur une idéalité généreuse qui le fuyait sans cesse, et qu'il n'a pu trouver enfin que le 24 février, en arrêtant ses regards sur la souveraineté du peuple. On sait quels prodiges d'éloquence il prodigua à l'Hôtel-de-Ville dans la journée du 25 février, lorsque sa voix raffermir le glorieux drapeau tricolore si imprudemment menacé.

M. de Lamartine en a reçu la plus noble récompense que puisse légitimement ambitionner un citoyen. Non-seulement la presque unanimité des votes l'a appelé à l'Assemblée nationale dans le département de la Seine, mais le même honneur lui a été décerné à une immense majorité dans neuf autres grands centres de la population : à Dijon, à Rouen, à Mâcon, à Bordeaux, à Quimper, à Rennes, à Périgueux, à Lille et à Marseille.

DUPONT (de l'Eure).

M. DUPONT (de l'Eure) (Jacques-Charles) naquit à Neubourg (Eure) le 27 février 1767. C'était un de ces hommes que l'on dirait nés pour enseigner au monde la supériorité de la vertu comparée au génie. La révolution l'a surpris sans fortune en 1789, elle l'a retrouvé sans fortune soixante

ans après, le 24 février 1848, sans que, pendant une carrière si longue, semée de tant d'agitations, qui a vu s'élever et tomber tant de gouvernements, rien ait pu le faire fléchir de la rigidité de ses principes. C'est un phénomène assez rare pour que la nation qui le possède ait le droit de s'en enorgueillir. Avocat au parlement de Rouen en 1789, il fut nommé, en 1792, maire de sa ville natale, et devint successivement administrateur du district de Louviers, juge au tribunal de cette ville et accusateur public auprès du tribunal criminel de l'Eure. Ce fut dans l'exercice de ces fonctions que l'on put juger jusqu'à quel point la modération, qui est aussi une force, peut s'accorder avec la fermeté. Membre du conseil des Cinq-Cents en 1800, il fut nommé, la même année, conseiller à la cour d'appel de Rouen. En 1814, il devint président de chambre à la même cour, alors cour impériale. Appelé au corps législatif, il y siégea jusqu'en 1814, où, au mois de juin, après le retour des Bourbons, il fut nommé le premier des vice-présidents.

Après le retour de l'empereur de l'île d'Elbe, Dupont (de l'Eure) fut envoyé par son département à la chambre des cent jours, où il fut encore nommé l'un des quatre vice-présidents.

Lors de la seconde Restauration, Dupont (de l'Eure) fut destitué, sous le ministère de M. Pasquier, de ses fonctions de président de chambre à la cour royale de Rouen. Ses concitoyens protestèrent contre cette brutale destitution en le renvoyant constamment à la chambre, où depuis il fit partie de toutes les législatures, moins une, les intrigues électorales étant parvenues à empêcher sa nomination.

Ce ne fut point par le vain éclat d'une brillante façon de que M. Dupont illustra sa carrière parlementaire; plus de choses que de mots donnaient de l'autorité à sa parole; il en était sobre, mais on le retrouvait toujours dans les circonstances difficiles. Sa popularité a été calme et modeste comme son caractère, mais comme son caractère aussi elle n'éprouva jamais d'intermittence. Au moment où ceux qui devaient exploiter à leur profit la révolution de Juillet, eurent besoin de faire croire à la sincérité de leur patrio-

tisme, ils se firent cautionner par la présence de M. Dupont dans le premier conseil des ministres. On lui fit accepter, contre son gré, le portefeuille de la justice, et il eut alors M. Guizot pour collègue. Un pareil fait n'a pas besoin de commentaires. Des deux ministres de 1830, les forfaitures entêtées de l'un furent la cause la plus virtuelle du renversement de Louis-Philippe, et l'autre fut appelé par la voix du peuple à la présidence du gouvernement provisoire. La présence providentielle de M. Dupont à la séance du 24 février, où il occupa le fauteuil après la fuite de M. Sauzet, fut un gage de paix et de tranquillité. Enfin deux départements, le département de la Seine et celui dont il est l'honneur et la gloire, le département de l'Eure, l'ont choisi pour les représenter à l'Assemblée nationale.

ARAGO.

ARAGO (François) naquit à Estagel (Pyrénées-Orientales), le 26 février 1786. Voilà encore un de ces hommes dont la renommée universelle parle plus haut que ne le pourraient faire les plus pompeux panégyriques. A lui la science, comme à M. de Lamartine la poésie, et à M. Dupont la vertu. Ce savant illustre, que le monde entier envie à la France, ne savait pas lire à quatorze ans, dit un de ses biographes; quatre ans après il était reçu à l'école polytechnique, et commença alors cette immense série de travaux qui, après la mort de Cuvier, lui firent assigner le premier rang dans la science. Dès l'âge de vingt ans, le jeune savant était chargé, avec M. Biot, de mesurer l'arc du méridien entre Dunkerque et Barcelone. Il était déjà secrétaire du bureau des longitudes.

De tous les problèmes que M. Arago a eu à résoudre dans sa vie, le plus difficile, et en même temps le plus utile sans doute, fut celui qui consistait à populariser la science, à la mettre à la portée de tout le monde, sans la faire descendre de ses hauteurs, à en faire ressortir l'utilité générale par une foule d'applications usuelles, dont une des plus récentes est l'établissement en France du télégraphe électrique.

Tant que dura l'empire, si dédaigneux des lettres, mais

protecteur des sciences positives, M. Arago ne sortit point du sanctuaire de ses études, ce qui ne l'empêcha pas, ardent missionnaire de la science, d'affronter de grands dangers en Espagne en 1809, sans que les fureurs d'une guerre acharnée ralentissent son zèle. A son retour en France, Napoléon le nomma professeur à l'école polytechnique.

On n'attend sûrement pas de nous une énumération même approximative des immenses travaux, soit collectifs, soit particuliers, auxquels se rattache le nom de M. Arago, tant à l'académie des sciences que dans ses divers professorats, au bureau des longitudes et dans ses missions scientifiques, ce serait tout une encyclopédie; faisons seulement observer que, avant la révolution de Juillet, les amis seuls de M. Arago savaient que chez lui le patriotisme du citoyen ne le cédait en rien au génie du savant. Ce patriotisme se montra enfin publiquement au moment du danger, pendant les journées de Juillet où l'on vit constamment M. Arago assiéger le quartier général des Tuileries, et plaider la cause du peuple auprès du duc de Raguse et des ministres de Charles X. Ses efforts furent vains, les sourds ne voulurent pas l'entendre, et le monde a vu ce qu'il en arriva.

Ici donc commence la carrière politique du savant. En 1831, le collège électoral de Perpignan élut M. Arago membre de la chambre des députés, et comme alors les bancs sur lesquels s'asseyaient les députés étaient un premier indice de l'opinion à laquelle ils appartiendraient, M. Arago alla s'asseoir auprès de Lafitte et de Lafayette. Toutes les fois que des questions spéciales furent mises en discussion, M. Arago les traita avec toute la lumineuse supériorité qu'on était en droit d'attendre de lui, ce qui ne veut pas dire que son avis l'emporta toujours. On l'écoutait avec beaucoup d'attention, comme si la chambre eût voulu profiter de l'occasion pour s'instruire gratuitement, mais elle ne s'en livrait pas moins à ses votes si souvent désastreux, comme par exemple après la discussion sur les fortifications de Paris. On n'a point oublié les discours de M. Arago dans cette circonstance solennelle, et l'on a vu de quelle utilité ont pu être ces remparts pour ceux qui les avaient fait ériger dans l'espoir de s'en faire un jour un moyen de défense personnelle.

M. Arago était désigné par l'opinion de tous les patriotes pour faire partie du gouvernement provisoire. Le 28 février, jour où la République fut solennellement proclamée au pied de la colonne de Juillet, M. Arago a pris la parole et s'est exprimé ainsi : « Le gouvernement provisoire a cru de son devoir de proclamer la république devant l'héroïque population de Paris, dont l'acclamation spontanée avait déjà consacré cette forme de gouvernement. La sanction de la France entière y manque sans doute encore ; mais elle ratifiera le vœu du peuple parisien qui a donné un nouvel et magnifique exemple de son courage, de sa patience, de sa modération. » Depuis, M. Arago a été d'abord ministre de la marine, puis ministre de la guerre.

A Paris et à Perpignan, M. Arago a été élu membre de l'Assemblée nationale.

GARNIER-PAGÈS.

GARNIER-PAGÈS naquit à Marseille en 1805. Son frère, en qui commença la célébrité de leur nom, était de quatre ans plus âgé que lui. On raconte que les deux frères, qu'unissaient les liens d'une sainte amitié, s'étaient partagé, dans leur communauté d'affection, le soin de pourvoir aux deux objets de l'ambition des hommes ; tandis que l'aîné travaillerait à l'illustration du nom, — et l'on sait à quel point il y avait déjà réussi quand une mort prématurée vint l'enlever à la France, — le second, se vouant à une carrière plus modeste, s'occuperait exclusivement des intérêts matériels de la famille. En vertu de cette fraternelle association, M. Garnier-Pagès était donc courtier de commerce, lorsque en 1844, les électeurs de l'arrondissement de Verneuil (Eure) l'envoyèrent à la chambre des députés. La réputation que son frère y avait laissée, fut moins pour M. Garnier-Pagès une recommandation qu'une cause de méfiance pour le talent qu'on ne voulait pas lui supposer ; il lui fallut même du temps et beaucoup de persévérance pour se faire reconnaître à la tribune comme le légitime héritier de son frère. Il y parvint cependant par une constante identité d'opinion courageusement exprimée, et toutes les fois aussi que le

député de Verneuil eut à traiter des questions de finances, objet spécial de ses études. Député éminemment consciencieux, M. Garnier-Pagès consacrait en effet l'intervalle des sessions à voyager, afin d'étudier sur les lieux les questions qu'il aurait à aborder dans la session suivante. De là la lucidité avec laquelle il parla, soit de la France algérienne, soit de l'état des finances en Espagne. On sut par lui que le nouveau fonds trois pour cent espagnol n'était qu'un appât fallacieux, ce qu'il démontra si puissamment, que le ministre dut reculer devant la volonté déjà manifestée de faire coter à la Bourse cette valeur mensongère. Ce fut un grand service rendu à la masse trop confiante des spéculateurs.

Membre du gouvernement provisoire, M. Garnier-Pagès, dont le républicanisme sincère s'était assez laissé deviner à l'occasion des banquets, remplit d'abord les fonctions de maire de Paris. M. Goudchaux, qui avait accepté le ministère des finances dans le moment de la crise, s'en étant démis, M. Garnier-Pagès fut appelé à le remplacer. Si depuis les difficultés de la situation ont été plus fortes que sa volonté, on ne saurait nier sa courageuse application à les combattre souvent avec succès.

Appelé à représenter Paris à l'Assemblée nationale, M. Garnier-Pagès figure en quatrième sur la liste des nominations.

MARRAST.

Elève de l'école normale, M. MARRAST (Armand) y fit de fortes études, et se destina d'abord à l'enseignement, mais sa vocation n'était pas là. Après la révolution de Juillet, il fut, avec Cavaignac, du nombre des jeunes gens qui dès lors ne dissimulèrent point leur enthousiasme républicain. Doué d'un esprit incisif, prompt à saisir le ridicule des choses et des hommes, courageux et prudent tout à la fois dans l'expression de sa pensée, sa place sous le dernier gouvernement était marquée parmi les écrivains de la presse opposante, où les troupes légères du journalisme coopèrent plus efficacement au triomphe d'une cause que ne le font les gros bataillons réguliers. Après avoir coopéré à la rédaction

de la *Tribune*, M. Marrast entra au *National*, où il fut jugé digne de recueillir le difficile héritage d'Armand Carrel.

La révolution de février trouva M. Marrast à son poste. Il fut nommé membre du gouvernement provisoire, et appelé à succéder à M. Garnier-Pagès à la mairie de Paris.

Elu membre de l'Assemblée nationale à Paris, M. Armand Marrast l'a été également dans trois autres départements : à Pau, au Mans et à Toulouse.

MARIE.

M. MARIE (Alexandre-Thomas), né à Auxerre (Yonne) le 15 février 1795, se voua à l'enseignement du droit dont il avait fait une étude approfondie, comme ont pu s'en convaincre ceux qui ont assisté à ses puissantes plaidoiries. Attaché de cœur à la cause de la liberté, on l'a toujours vu prêt à embrasser la défense des victimes de l'arbitraire ou de leur propre imprudence. Sous la robe de l'avocat, il ne négligeait guère l'occasion de faire entendre au pouvoir d'utiles vérités. Ce fut lui qui, dans le procès de Pepin, prit la défense de M. Cabet, ancien député. Le corps électoral du cinquième arrondissement de Paris l'envoya en 1842 à la chambre des députés, où il n'a pas discontinué de siéger sur les bancs de l'extrême gauche. Dans la fameuse séance du 24 février, il fut le premier à revendiquer les droits de la souveraineté du peuple en s'opposant à la régence.

Le gouvernement provisoire, dont il est membre, lui a confié le ministère des travaux publics. Nommé membre de l'Assemblée nationale à Paris, il l'a été aussi à Auxerre.

CRÉMIEUX.

CRÉMIEUX (Isaac-Adolphe), né à Nîmes, le 30 avril 1790, d'une famille israélite, fut reçu en 1817 avocat près la cour royale de sa ville natale. La terreur blanche, comme on l'appelait, désolait alors les belles contrées du midi de la France. La vue des persécutions et des massacres firent sur lui une impression si vive, que son indignation le jeta dans l'opposition. Le 30 août 1830, il remplaça M. Odillon-Barrot en

qualité d'avocat à la cour de cassation, où il eut peu après à prendre la défense du Constitutionnel. Il sauva la tête de Cuny, condamné à mort dans l'affaire des barricades de juin, et se montra en toute circonstance avocat dévoué à sa cause et amant passionné de la liberté et des droits du peuple. Étant une des lumières du barreau de Paris, il en devint une de la chambre des députés, où il n'a jamais failli aux circonstances qui exigeaient un grand talent et un caractère loyal et hardi. La place de M. Crémieux était donc marquée dans le sein du gouvernement provisoire où l'ont appelé d'un commun accord ses qualités d'homme et celles de citoyen.

Paris et Tours ont élu M. Crémieux au nombre de leurs représentants à l'Assemblée nationale.

ALBERT.

M. ALBERT, membre du gouvernement provisoire, n'a pas pris d'autre désignation que celle d'ouvrier. Il n'en pouvait pas prendre une plus belle. Elle nous a rappelé que lors du procès des ministres de Charles X, le général Lobau, interrogé sur sa qualité, répondit : Soldat.

M. Albert, membre du conseil des prud'hommes avant la révolution de février, a rendu de grands services à l'industrie, en fondant d'abord à Lyon et ensuite à Paris, des journaux spéciaux, *la Glaneuse* et *l'Atelier*, également consacrés aux droits, aux intérêts, à la moralisation des ouvriers, et que les ouvriers rédigent eux-mêmes. *La Glaneuse* n'existe plus, *l'Atelier* est un des bons et un des plus utiles journaux de Paris, qui depuis longtemps s'était fait remarquer par la pureté et la sagesse de ses doctrines et par sa rédaction.

Membre du gouvernement provisoire, M. Albert assiste son confrère M. Louis Blanc dans ses rapports avec les ouvriers de Paris. Le peuple de Paris l'a élu son représentant à l'Assemblée nationale.

LEDRU-ROLLIN.

M. LEDRU-ROLLIN n'a que quarante et un ans. Il était avocat à la cour de cassation, mais il donna sa démission en 1841, lorsque le collège électoral du Mans l'eut nommé député en remplacement de M. Garnier-Pagès. Doué d'une grande franchise et d'un caractère décidé en même temps que d'un esprit supérieur, dans aucune circonstance de sa vie on n'a vu M. Ledru-Rollin s'appliquer à dissimuler sa pensée ni ses propensions républicaines. C'eût été un grand tribun du peuple, mais peut-être l'histoire jugera-t-elle qu'il aurait dû cesser d'être tribun en arrivant au pouvoir. Au surplus, il n'est pas d'homme qui ait été plus diversement jugé sur ses actes, notamment pour deux circulaires fameuses émanées du ministère de l'intérieur, dont il est le titulaire en même temps que membre du gouvernement où l'appelaient de droit les éminents services que son énergie a rendus au triomphe de la dernière révolution. M. Ledru-Rollin aspire à la popularité; il la mérite, mais aujourd'hui il n'y a plus de peuple, puisque le peuple c'est l'universalité de tous les citoyens français sans exception d'un seul.

M. Ledru-Rollin a été élu représentant à l'Assemblée nationale à Paris et à Mâcon.

FLOCON.

M. FLOCON (Ferdinand). Il n'est point d'homme qui joigne à une plus grande douceur de mœurs, à autant d'aménité dans les relations privées, une plus grande sincérité de conviction dans ses principes républicains et un caractère plus ferme. Or, ce n'est pas d'aujourd'hui que M. Flocon a adopté, proclamé ses idées républicaines; il ne s'en cacha jamais sans toutefois en faire parade comme le font d'ordinaire ceux qui ont besoin de se faire croire eux-mêmes à leur opinion. Depuis la révolution de juillet il n'a pas cessé d'être franchement républicain sans se créer des ennemis parmi ses antagonistes. Uniquement préoccupé de l'avènement d'une république, chose dont il n'a jamais douté, pour lui tous les autres intérêts s'effacèrent devant celui-là. Pouvant

par son talent choisir ses journaux, il préféra toujours ceux dont les idées étaient le plus avancées. Ainsi il quitta le *Courrier* pour le *National*, le *National* pour la *Réforme* qu'il rédigeait au moment de la révolution qui renversa le dernier gouvernement. Pour sa capacité réelle, pour sa fidélité religieuse au principe républicain, M. Flocon devait faire partie du gouvernement provisoire. Il est un des élus du département de la Seine à l'Assemblée nationale.

LOUIS BLANC.

Né à Madrid en 1813, de parents français, M. Louis BLANC fut amené en France en 1814. A peine ses études finies, il annonçait déjà les plus heureuses dispositions lorsque n'ayant pas encore vingt ans il vint pour la première fois à Paris. Quand éclata la révolution de février, sa réputation était grande, mais elle n'était pas ancienne; elle ne remonte en effet qu'à la publication de sa très-remarquable *Histoire de dix ans*. Cependant M. Louis Blanc avait été précédemment principal rédacteur du *Bon sens*. Il a publié aussi deux volumes de l'*Histoire de la révolution française*; mais son titre réel à son admission dans le gouvernement provisoire était la série d'articles sur l'*Organisation du travail* qu'il publia dans la *Revue du progrès*. C'était une brillante et séduisante théorie; M. Louis Blanc a été appelé à tenter l'application. Qui oserait dire que jusqu'à ce jour cette tentative au moins téméraire ait été couronnée de succès?

Comme tous les autres membres du gouvernement provisoire, M. Louis Blanc a été élu à Paris représentant à l'Assemblée nationale, mais c'est celui qui a eu le moins de voix.

EN VENTE CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS.

Révolution de 1848. In-8°	4
Révolution de Berlin. In-8°	25
Révolution de Vienne. In-8°	25
Révolution de Pologne. In-8°	25
Révolution d'Italie. In-8°	25
Révolution de Madrid. In-8°	25
République d'Andorre. In-8°	25
République de Saint-Marin. In-8°	25
République de Platon. In-8°	25
Le Peuple souverain. In-8°. Orné du portrait de Lamartine.	50
Avec les portraits des membres du gouvernement provisoire, 25 centimes en sus chaque portrait.	
Politique d'Aristote. In-8°	25
César aux élections, ou le Suffrage universel, In-8° . .	25
Mirabeau à la Constituante. In-8°	25
Les Barricades. In-8°	25
Avec dessin représentant la barricade du faubourg Mont- martre le 24 février 1848.	50
Le Peuple en action. in-8°	50
Avec un dessin représentant la prise du Château-d'Eau le 24 février 1848.	50
Jésus-Christ ! Liberté, égalité, fraternité..	25
Orné de la sainte face.	50
Pie IX, régénérateur du monde.	25
Orné de son portrait.	50
L'Arbre de la liberté. In-8°	25
Chants nationaux et patriotiques.	25
Ornés du portrait de Béranger.	50
Poésies nationales et républicaines.	25
Ornées du portrait de Lamartine.	50

L'ARBRE DE LA LIBERTÉ.

Le temps n'est plus où l'arbre de la liberté était arrosé du sang des rois.

Béni par les ministres du Seigneur, il croîtra sous la protection du Ciel.

UN PÂTRE.

Si j'osais entreprendre de vous démontrer Dieu, mais les portes de cette cathédrale s'ouvriraient d'elles-mêmes et vous montreraient ce peuple, superbe en sa colère, portant Dieu jusqu'à son autel, au milieu du respect et des adorations.

Conférence de Notre-Dame, du 27 février 1848, par

Le Père LACORDAIRE.

Prix : 25 centimes.

PARIS,

GARNOT,

7, RUE PAVÉE SAINT-ANDRÉ.



BARBA.

4 BIS, RUE DE LA PAIX.

1848

RENNES

STATION A. 100

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000

Imprimerie de RAYNAL, à Rambouillet.

L'ARBRE

DE LA LIBERTÉ.

Lorsque, quelques jours après la révolution du 24 février M. Lacordaire reprit, dans l'église Notre-Dame, le cours de ses prédications, son premier soin fut de constater la part que les sentiments religieux y avaient eue. Faisant allusion à l'action si connue de cet élève des Écoles, qui a transporté processionnellement à Saint-Roch le Christ trouvé aux Tuileries, le dominicain populaire, au moment où il allait donner quelques preuves de l'existence de Dieu, s'est écrié : « Vous démontrer l'existence de Dieu ! Mais vous auriez le droit de m'appeler parricide et sacrilège ! Si j'osais entreprendre de vous démontrer Dieu, mais les portes de cette cathédrale s'ouvriraient d'elles-mêmes et vous montreraient ce peuple, superbe en sa colère, portant Dieu jusqu'à son autel, au milieu du respect et des adorations. »

Ce discours a eu un grand retentissement. Il a été comme le signal de l'action du clergé dans les événements qui s'accompliront. Aussi n'avons-nous pas été étonné de voir l'empressement que tous les ecclésiastiques ont mis à déférer au vœu du peuple réclamant la bénédiction des arbres qu'il avait plantés.

ORIGINE DES ARBRES DE LA LIBERTÉ.

Presque chez tous les peuples on trouve des traces du penchant que les hommes ont toujours eu à allier certains sentiments à la plantation des arbres.

Les Orientaux avaient adopté le palmier, qui nourrit l'homme, le désaltère et l'habille. « Chez les sauvages de la mer du Sud, dit l'abbé Grégoire, les voyageurs ont trouvé l'usage de planter, pour chaque individu, un arbre qu'il regarde comme sacré. A la naissance de leurs enfants, quelques Américains plantent un bois d'acacias, qui, à l'époque de leur mariage, suffit pour les doter; et le blanc de Hollande, qu'on appelle encore ypréau, a pris cette dénomination de la coutume qu'avaient autrefois, dit-on, les habitants d'Ypres d'en faire des plantations dans les mêmes circonstances. »

Le même auteur rappelle, à ce sujet, l'histoire attendrissante de Paul et Virginie. A leur naissance, leurs mères avaient planté deux cocotiers qui, en croissant, enlaçaient leurs palmes, et dont l'existence formait leurs archives. « Mon frère, disait Virginie, est de l'âge du grand cocotier, et moi de l'âge du plus petit. »

Mais la plupart des arbres prolongent leur existence au delà des bornes de la vie humaine. La mort moissonna ces vertueux enfants : ils furent inhumés l'un près de l'autre sous une touffe de bambous; les palmiers leur ont survécu.

Pour symbole de la liberté, au lieu du peuplier, c'était le chêne qu'on préférait autrefois. L'abbé Grégoire, qui nous a laissé une petite notice sur les arbres de la liberté, ajoute que l'arbre destiné à devenir l'emblème de la liberté doit être, en quelque sorte, fier et majestueux comme elle; il faut donc :

1° Qu'il soit assez robuste pour supporter les plus grands froids;

2° Il doit être choisi parmi les arbres de première grandeur. Grégoire veut qu'ils soient susceptibles de s'élever jusqu'à cent trente pieds : « car, ajoute-t-il, la force et la grandeur d'un arbre inspirent un sentiment de respect, qui se lie naturellement à l'objet dont il est le symbole; »

3° Il doit être de longue vie; et, s'il ne peut être éternel, il veut qu'au moins il soit choisi parmi les végétaux dont la durée se prolonge pendant des siècles;

4^e Il faut enfin qu'il puisse croître isolément dans toutes les contrées de la république.

Or, le chêne, le plus beau des végétaux d'Europe, réunit non seulement ces avantages, mais il possède encore celui d'être le bois le plus utile dans tous les objets d'architecture civile et navale. Dans toutes les belles constructions, le chêne tient le premier rang, et il est appelé le *Gardien du commerce et de la liberté*.

Telle est une partie des considérations sur lesquelles l'évêque de Blois s'appuyait pour préférer le chêne ; et nous devons convenir qu'elles sont assez fondées. Mais cet arbre est à peu près deux cents ans à croître, autant de temps stationnaire, et autant à dépérir ; il ne décline qu'après avoir, pendant des siècles, bravé les tempêtes et vu les générations s'écouler sous son ombre. Aucun arbre ne pourrait donc lui disputer la gloire d'être le symbole de la liberté et des vertus républicaines.

Si l'on a préféré le peuplier, c'est que son nom veut dire peuple (*populus*), qu'il est plus facile à planter, et que, par conséquent, on jouit plus tôt en voyant sa cime s'agiter dans les airs. Ceux qui ont été plantés depuis la révolution de février sont généralement assez élevés, et la plupart se sont couverts de feuilles peu de temps après leur plantation.

Si, dans ces dernières circonstances, l'eau sainte de nos temples a été la première à les arroser, il faut aussi rappeler que c'est un ecclésiastique du département de la Vienne qui, en 1790, le jour de l'organisation de la municipalité, ayant fait arracher dans une forêt un chêneau de belle venue, le planta solennellement sur la place du village, où les deux sexes réunis concoururent à son inauguration. Le digne prêtre les harangua ensuite sur les avantages de la révolution et de la liberté.

« Au pied de cet arbre, dit-il, vous vous souviendrez que vous êtes Français ; et, dans votre vieillesse, vous appellerez à vos enfants l'époque mémorable à laquelle vous l'avez planté. » Alors (*Moniteur* du 25 mai 1790) tous les citoyens qui avaient

des procès consentent, sur sa demande, à les terminer par arbitres ; ils s'accordent sur le choix, s'embrassent après avoir entendu leur sentence, et les chants de l'allégresse terminent cette fête digne d'un peuple libre.

On évalue à soixante mille le nombre des arbres de la liberté qui furent plantés dans la première révolution. Sans doute ce nombre sera surpassé en 1848. Car la devise si chrétienne de la jeune république : *Liberté, égalité, fraternité*, paraît être profondément entrée dans les cœurs ; et ils pousseront tous, car la religion les a bénis tous. Les excès de la première révolution avaient fait supposer qu'une mare de sang devait toujours se trouver au pied de l'arbre de la liberté ; mais cette fois il n'en sera pas ainsi : les témoignages de fraternelle union entre la liberté et le christianisme les préserveront à jamais de pareille souillure. Ces beaux arbres croîtront, et la postérité les respectera.

EMBLÈMES DE LA LIBERTÉ.

Nous croyons devoir reproduire ici quelques extraits du livre de Grégoire sur les emblèmes de la liberté.

« Les hommes, dit-il, étant destinés à vivre libres, et la liberté étant, après la vertu, le premier des biens, comment se peut-il que le globe, toujours chargé de tyrans et d'esclaves, ait retenti sans cesse des crimes de ceux-là et des gémissements de ceux-ci ? Telle est la force du penchant qui entraîne l'homme vers la liberté, qu'au milieu des fers il tâche d'en alléger le poids par le charme des illusions, et, dans les objets qui l'entourent, il en cherche l'image.

« La liberté fut révérée des Grecs, sous le nom d'Eleuthérie, Tibérius Gracchus lui bâtit, sur le mont Aventin, un temple magnifique soutenu de colonnes de bronze et décoré de statues. Quand Jules César eut asservi les Romains, ils élevèrent un temple nouveau à la liberté, pour aduler servilement celui qui détruisait la leur. »

« Le vin est le père de la joie, » disaient les anciens; et, parmi les productions de la nature, la vigne leur parut un emblème très caractéristique de la liberté : le dieu du vin s'appelait également Bacchus ou Liber.

Dans quelques médailles, elle est représentée sous la figure d'une femme accompagnée de deux suivantes.

D'autres médailles la présentent tenant de la main droite un bonnet, et de la gauche la *haste pure*.

Appien raconte que, quand on eut égorgé César, les tyrannicides promènèrent dans la ville un bonnet au bout d'une pique, en signe de liberté, avec l'image d'un bonnet entre deux poignards; le génie républicain lançait encore quelques étincelles intermittentes. Ainsi, à la mort de Séjan, il fit éclater sa joie en érigeant sur la place publique une statue à la liberté.

Aujourd'hui, le véritable emblème de la liberté, comme l'a expliqué un digne ecclésiastique, c'est l'arbre de la Croix; cet arbre à la vue duquel nous puisons tous les bons sentiments qui, en préservant la république, peuvent contribuer si puissamment à la rendre grande et forte.

L'ARBRE DE LA LIBERTÉ EN 1848.

C'est surtout à l'occasion de la plantation de l'arbre de la liberté sur la place de l'Hôtel-de-Ville que la pensée religieuse qui s'alliait aux cérémonies analogues a reçu un hommage plus éclatant par la présence de quelques membres du gouvernement provisoire, qui y assistaient. Le nom des quatre sergents de la Rochelle, qui périrent sur cette place même, a été aussi rappelé avec un grand tact par M. le curé de Saint-Gervais.

M. Buchez, adjoint au maire de Paris, homme de conviction profonde, a répondu : « Nous sommes profondément touchés de voir le clergé associé à cette œuvre populaire. Nous savons que le clergé a toujours porté dignement la bannière qui lui a été donnée il y a dix-huit siècles, celle qui a, la première, annoncé

au monde les idées que la république s'efforcera de faire prévaloir, les idées de liberté, d'égalité, de fraternité, symbole de la dignité humaine. Ce sentiment de charité, qui vit par nos institutions politiques, c'est le clergé lui-même qui l'a enseigné le premier aux hommes.

« Nous ne sommes ici que le gouvernement civil, et le but que doit se proposer un bon gouvernement, c'est de réaliser politiquement, dans l'ordre temporel, une thèse qui a été posée dans l'ordre spirituel par la société cléricale.

« Ce sera toujours avec un rare bonheur que nous vous verrons vous associer à nous, vous mêler à nos fêtes publiques, et que, au nom du gouvernement provisoire, et comme individus, nous vous donnerons l'appui nécessaire, dans l'intérêt du bien même que vous êtes chargés de faire. »

Au moment où le cortège est sorti de l'Hôtel-de-Ville, le peuple a ouvert respectueusement le passage. Le clergé de Saint-Gervais marchait respectueusement en avant avec la croix ; la garde nationale formait escorte ; les tambours battaient au champ.

Arrivé sur le lieu où devait être planté l'arbre de la liberté, le curé de Saint-Gervais a dit :

« Citoyens,

« Une double cérémonie, également touchante, nous rassemble dans ce moment.

« Honneur aux citoyens membres du gouvernement provisoire ; honneur aussi à toute cette multitude ici rassemblée, qui a voulu que cette cérémonie fût consacrée par la religion sous l'étendard du signe auguste de la croix !

« Jésus-Christ, citoyens, le premier, du haut de cette croix, a fait retentir dans l'univers entier ces magnifiques paroles qui sortent à chaque instant de votre bouche et que nous voyons inscrites aussi bien sur le frontispice de nos temples que dans vos cœurs : *Liberté, Égalité, Fraternité*.

« Liberté, a dit Jésus-Christ, et liberté pour tous. Égalité pour toutes les conditions, pour toutes les classes de la société. Fra-

ternité ! c'était le cri de son Evangile : « Aimez-vous les uns et
« les autres, aimez-vous tous comme je vous ai aimés moi-
« même. »

« Citoyens, j'aperçois à mes pieds une tombe entr'ouverte,
c'est celle de ces quatre magnanimes soldats qui ont péri glo-
rieusement pour la conquête de la liberté.

« Je bénirai donc tout à la fois et l'arbre de la liberté que vous
allez planter et la terre qui leur est sans doute devenue légère.
Conservons leur souvenir, et répétons, nous tous qui sommes ici,
car nous sommes animés des mêmes sentiments : *Vive la Répu-
blique !* »

De toutes parts : « *Vive la République !* »

M. BUCHEZ : « Il y a vingt-cinq ans que le sang de quatre
hommes généreux a coulé ici.

« Citoyens ! ces hommes travaillaient à l'œuvre que nous avons
accomplie, c'est-à-dire à la conquête de la liberté, de l'égalité,
de la fraternité. Ces hommes ont été nos premiers martyrs ; nous
sommes heureux de nous trouver pour consacrer cette tombe
après la victoire, et nous sommes plus heureux encore de pou-
voir dire que la république, qui a tant perdu de ses enfants, qui
a tant versé de sang pour conquérir sa place et pour se montrer
telle qu'elle est, au grand jour ; que la république, dans un de
ses premiers actes, a aboli la peine de mort... (Bravo ! bravo !
Vive la République !) C'est une leçon que nous avons donnée à
toutes les nations et à tous les peuples, et, par ce fait, nous avons
montré que nous sommes dignes de cette devise inscrite sur no-
tre drapeau : Liberté, Egalité, Fraternité.

« *Vive la République !* »

(Une immense acclamation accueille ces paroles.)

M. Flottard donne lecture de la proclamation suivante :

« Hôtel-de-Ville de Paris, le 24 mars 1848.

« L'arbre de la liberté ne peut trouver nulle part un sol plus
nourricier que sur cette terre arrosée, le 22 septembre 1822, du

sang de Bories, Pommier, Raoulx et Goubin, dont l'histoire nationale a enregistré le martyre patriotique sous le nom des *Sergents de La Rochelle*.

« Leurs amis,

« Le maire de Paris, ses adjoints et le secrétaire-général de la mairie de Paris.

« ARMAND MARRAST. »

A ce moment, un arbre immense de la liberté s'élève, soutenu par les bras des citoyens et les battonnettes des fusils. Le tambour bat au champ, le clergé donne la bénédiction. Les cris de *Vive la République ! vive le Gouvernement provisoire !* éclatent de toutes parts sur le passage du cortège, qui rentre à l'Hôtel-de-Ville.

Nous croyons devoir aussi rapporter, sur ce sujet, une chanson qui a eu assez de succès dans nos rues, et dont l'auteur, M. Dalès, paraît comprendre l'union qui peut exister entre la religion et la liberté.

La voici :

Enfin le progrès nous éclaire,
Et les peuples sont las des rois ?
L'union descend sur la terre,
Et du Christ apporte les lois. (bis.)
Le plomb, chassé par le salpêtre,
Au cœur frappe la royauté ;
Et l'esclave, devenu maître,
Plante l'arbre de liberté.

Nous chassons cette race impure
Qui trop longtemps riva nos fers.
Il n'est qu'un roi dans la nature,
C'est Dieu, qui créa l'univers. (bis.)
Tombez, tyrans, l'orage gronde,
Le peuple, dans sa volonté,
A greffé le bonheur du monde
Sur l'arbre de la liberté.

Aux rois, pour jeter un divorce,
Lorsque nous disions : Levons-nous !
Vainement comptant sur leur force,
Ils s'écriaient : Ce sont des fous. (bis.)
Fourbes ! qui teniez ce langage,
Aujourd'hui, voyez en gâté
Les vaioqueurs danser sous l'ombrage
De l'arbre de la liberté.

Mais, généreux dans nos colères,
Par respect pour le nom français,
Du sang précieux de nos frères
Ne souillons jamais nos succès. (bis.)
Nous refondons la république
Au creuset de l'humanité,
Et sous un soleil pacifique
Fleurit l'arbre de liberté.

Et vous, sergents de La Rochelle,
Souillés par la main du bourreau,
Ah ! d'une couronne immortelle,
Nous ornerons votre tombeau ! (bis.)
Martyrs, qui tombiez sur la Grève,
Et dormez dans l'éternité,
Votre sang a servi de sève
A l'arbre de la liberté !

Sur la place du Carrousel, où un arbre de la liberté a été également planté en présence du clergé, M. le curé de Saint-Germain l'Auxerrois a dit : « Chers concitoyens, c'est avec bonheur que la religion, appelée par vous, vient de bénir cet arbre de la liberté. Cette liberté, le plus bel attribut de l'homme, avait été gravée par Dieu lui-même, dès le commencement, dans le cœur de sa créature. En vain, avec le temps, on voudrait l'étouffer dans nos cœurs : les racines indestructibles que Dieu y a plantées lui feront toujours produire des fruits et répareront sur le front de l'homme le noble caractère de créature libre que Dieu y a marqué dès son origine. La religion sera toujours la première à faire entendre ces nobles accents de liberté. Le membre harmonieux du gouvernement représentatif, ce cygne mélodieux dont

les chants ont le secret de charmer les multitudes. Lamartine, a dit naguère un beau mot : « Dieu souffle au milieu de nous ; » il est captif dans nos cœurs ; » mais aujourd'hui, grâce à la liberté, ils sort de son temple, et l'image sacrée de la croix paraît au milieu des multitudes, environnée de respects et d'honneurs. En venant bénir cet arbre, muet symbole de cette liberté éternelle que Dieu a mise dans le cœur de l'homme, elle vient lui rappeler que la liberté, pour être vraie, doit être ce que Dieu l'a faite pour l'homme, c'est-à-dire sainte, pure, respectueuse pour les droits de tous, et ne faisant, de tous les enfants de Dieu, qu'une seule et même famille constituée dans l'égalité et la fraternité, base solide que Jésus-Christ, fils de Dieu, est venue développer, compléter parmi les hommes, et sanctionner au prix de son sang, répandu sur la croix pour le salut de tous. Vivent donc au milieu de nous, et la liberté, et l'égalité et la fraternité, selon l'Évangile et Dieu ! Vive la république, qui les aura consacrées au milieu de nous pour toujours ! »

M. le général Courtais, qui assistait à la cérémonie, dit à M. l'abbé Deinerson :

« Monsieur le curé, je vous prie de vouloir bien vous rendre à Saint-Germain-l'Auxerrois pour y chanter un *Te Deum* en actions de grâces de cette grande journée, de cette éclatante et indestructible union de la république et de la religion. (Oui ! oui ! à l'église !) »

M. le curé de Saint-Germain. — « Général, comme simple pasteur, je ne suis pas revêtu de l'autorité nécessaire pour célébrer dans mon église des prières extraordinaires ; mais, sur votre demande, appuyée des acclamations de tous ces nobles cœurs, de cet admirable peuple de Paris, je prends sur moi d'obtempérer, et je suis convaincu que le vénérable chef du diocèse approuvera ce que j'aurai fait. Je suis convaincu aussi que cet immortel pontife, qui préside en ce moment aux destinées de l'Église universelle, s'il nous voyait et s'il entendait toutes ces acclamations, nous pousserait lui-même dans le temple, pour remercier Dieu de ce que la religion, au milieu du peuple fran-

çais qu'il aime, vient de proclamer la liberté sainte et chrétienne à laquelle il a lui-même imprimé l'impulsion. *Concitoyens, Vive la République ! vive Pie IX ! vive cet immortel pontife !* (La foule répète ces acclamations avec enthousiasme.) Eh bien ! marchons au temple ; allons remercier Dieu de cette sainte union entre la liberté, l'égalité, la fraternité et la religion. »

Le clergé, la garde nationale et le peuple se mettent en marche, mais on les prie de venir inaugurer un autre arbre de la liberté, planté sur la berge du quai des Tuileries, près des bains Vigier.

Après la bénédiction, M. l'abbé Demerson a encore pris la parole en ces termes :

« Chers concitoyens, un mot seulement. J'admire le noble instinct du peuple français, qui, en plantant cet arbre de la liberté sur le bord du fleuve, a reproduit une des plus belles images consignées dans les psaumes du roi David, de ce roi populaire, si aimé de son peuple, et dont les livres inspirés ont toujours fait l'admiration du monde. Il compare l'homme placé sous la bénédiction de Dieu à un arbre planté sur le bord des eaux et qui en reçoit cette sève vivifiante qui lui fait porter des fleurs et des fruits. Eh bien ! concitoyens, vous accomplissez en ce moment ce qu'a dit le roi David. Vous plantez votre arbre de la liberté sur les bords de ce fleuve majestueux, afin que ses eaux viennent en vivifier et en rafraîchir les racines, comme pour désaltérer cette soif de liberté qu'éprouvent tous les cœurs. J'admire l'idée, et désormais la Seine, en roulant ses flots, saluera la liberté, dont le peuple de Paris vient de planter le symbole sur ses rivages.

« Quant à nous, n'oublions jamais le moment heureux qui nous rassemble, et conservons toujours l'esprit d'union, de paix, de liberté, d'égalité et de fraternité qui nous anime tous en ce moment. »

Le cortège se remet en marche aux cris de : *Vive la République !* pour se rendre à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois. Le drapeau tricolore et la croix marchent en tête, à côté l'un de

l'autre, et reçoivent, dans le trajet, le salut et les acclamations de la foule, qui devient de plus en plus considérable. Mais le plus grand ordre règne dans les rangs ; on entre dans l'église sans confusion et en observant le plus religieux silence.

Les stalles du chœur sont occupées par les généraux Courtais et Guinard, entourés de tout l'état-major et des délégués des élèves de toutes les écoles. Le *Te Deum*, entonné par M. le curé, est chanté par le clergé et par le peuple d'une voix unanime.

Après la bénédiction, solennellement donnée, M. le curé reconduit l'état-major jusqu'à la porte de son église.

M. le préfet de police Caussidière, en présidant une cérémonie de ce genre, sur la place Dauphine, s'est écrié :

« Oui, l'esprit de Dieu est descendu parmi nous. Vous saurez le garder toujours, et la république universelle naîtra de vos efforts fraternels. »

RÉVOLUTIONS DE L'EUROPE , 1 vol. in-8.	3 fr. » c.
RÉVOLUTION FRANÇAISE en 1848. (Précis historique de la), 1 vol. in-8.	1 25
RÉVOLUTION DE 1848 , 1 vol. in-8.	1
RÉVOLUTION DE PARIS , in-8.	25
RÉVOLUTION DE BERLIN , in-8.	25
RÉVOLUTION DE VIENNE , in-8.	25
RÉVOLUTION DE POLOGNE , in-8.	25
RÉVOLUTION D'ITALIE , in-8.	25
RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN , in-8.	25
RÉPUBLIQUE DE PLATON , in-8.	25
RÉPUBLIQUE D'ANDORRE , in-8.	52
POLITIQUE D'ARISTOTE , in-8.	25
LE PEUPLE SOUVERAIN , 1 vol. in-8, illustré	3
CÉSAR AUX ÉLECTIONS . Suffrage universel. in-8	25
MIRABEAU A LA CONSTITUANTE , in-8.	25
Avec le portrait de MIRABEAU.	50
BARRICADES (les). Avec un dessin représentant la Barricade du Faubourg - Montmartre, in-8	50
Sans dessin.	25
PEUPLE (le) EN ACTION , in-8. Avec un dessin représentant la Prise du Château-d'Eau.	50
Sans dessin	25
JÉSUS-CHRIST . Liberté, Égalité, Fraternité, in-8	25
Orné de la SAINTE-FACE.	50
PIE IX , régénérateur du monde, in-8.	25
Avec le portrait de SA SAINTETÉ.	50
CHANTS NATIONAUX ET PATRIOTIQUES , in-8	25
Orné d'un beau portrait de BÉRANGER.	50
POÉSIES NATIONALES ET RÉPUBLICAINES , in-8	25
Orné d'un beau portrait de LAMARTINE	50
MANIFESTE DE LAMARTINE , in-8.	25
Orné de son portrait.	50
MORCEAUX D'ÉLOQUENCE CIVIQUE , in-8	25
LES COMPAGNONS DU DEVOIR , in-8.	25
LE TÉLEMAQUE RÉPUBLICAIN	25
LES COMMUNISTES ET LES TRAVAILLEURS , in-8.	25

LE
PEUPLE EN ACTION,

TRAITS DE BRAVOURE,
DE
GÉNÉROSITÉ, DE DÉSINTÉRESSEMENT
DES

PATRIOTES PARISIENS,
PENDANT LES JOURNÉES DE LA RÉVOLUTION DE 1848.

Illustré d'un dessin représentant la

Prise du Château-d'Eau

LE 24 FÉVRIER 1848.

Prix : 50 centimes.

Sans dessin, 25 c.

PARIS,

BARBA,

4 BIS, RUE DE LA PAIX.

GARNOT,

7, RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ.

1848

IMPRIMERIE DE RAYNAL, A RAMBOUILLET.





A. Legendre del.

1848 August 27

Prise du Poste du Château d'Eau, le 24 Février 1848.

PEUPLE EN ACTION.

22, 23 ET 24 FÉVRIER 1848.

Dans deux publications récentes, nous avons présenté un tableau fidèle des événements qui ont amené la proclamation de la république ; nous avons retracé les scènes les plus saisissantes de la lutte (1), nous voulons aujourd'hui mettre sous les yeux de nos lecteurs le peuple lui-même, parlant et agissant. Notre but n'est pas de le flatter ; il n'aura bientôt que trop de flatteurs. D'ailleurs, les nobles paroles, les belles actions, n'ont jamais fait défaut dans notre patrie. La bravoure, la générosité, le désintéressement sont le patrimoine de tous les Français : ils l'ont toujours religieusement conservé. Nous voulons seulement rassurer les esprits timides. Une révolution faite *par le peuple et pour le peuple*, c'est-à-dire avant tout pour les classes ouvrières, a pu inspirer quelques craintes : il faut mettre au grand jour les sentiments généreux du peuple ; il faut le faire voir en action, pour inspirer à tous la confiance dans l'avenir. Nous allons réunir, dans un même cadre, les traits de courage et de générosité qui, après avoir enflammé les cœurs dans le combat, illustrent la victoire du peuple.

La mare de sang produite par les victimes de la fusillade de l'hôtel des Capucines avait tellement exaspéré la population, dans la matinée du 24, qu'on voulait mettre le feu à l'hôtel de M. Guizot, dans lequel se trouvent, comme on sait, les archives

*Le Peuple Souverain, Histoire populaire de la révolution de 1848 :—
Les Barricades ; en vente chez les mêmes éditeurs.*

des affaires étrangères. Le peuple s'était porté vers les fenêtres des appartements qui touchent au jardin et qui contenaient des blessés.

Déjà la persienne du rez-de-chaussée cédait sous les coups de la multitude armée de pinces et de barres de fer, lorsqu'un citoyen eut la pensée de faire mettre l'édifice sous la sauvegarde des blessés, en y écrivant le mot : *Ambulance*. Un garde national alla chercher de la craie chez le marchand de vins Hnvey, et, grâce aux inscriptions : *Ambulance et respect au blessés*, l'hôtel et les archives furent préservés des résultats d'une colère terrible. On demanda aux deux citoyens leurs noms ; ils s'y refusèrent à plusieurs reprises. Les personnes attroupées devant la porte ont reconnu en eux les citoyens Bourgois, lieutenant de la 1^{re} légion, et Descamps, homme de lettres. Le peuple s'arrêta court devant cette inscription, et mit lui-même un factionnaire à cet endroit. Le bon sens et le cœur du peuple savent toujours entendre la voix de la raison.

Au moment où le peuple entraît en vainqueur aux Tuileries, les appartements occupés par M. le général Jacqueminot, dans le bâtiment attenant où se trouvaient les bureaux de l'état-major, furent envahis par les citoyens armés. Le général était parti, mais d'une manière si précipitée, qu'il n'avait pas eu le temps de se nanter de sommes, de valeurs et d'objets précieux renfermés dans les meubles de son cabinet et de sa chambre à coucher.

Le peuple respecta tout ; mais un homme de mauvaise mine, que l'on a su depuis être un libéré, n'imita pas son exemple. Ce misérable s'était nanti d'une somme de près de 80,000 fr. en titres au porteur et en actions industrielles, lorsqu'il fut saisi au collet par des braves citoyens qui, s'ils n'eussent écouté que leur juste indignation, l'eussent fusillé sur-le-champ.

Ils se contentèrent de le conduire à la préfecture de police, et là il fut écroué au dépôt, d'où ce matin il a été extrait pour être mis à la disposition de M. le commissaire du gouvernement provisoire près le tribunal de première instance.

Dans la soirée du 23, au moment où l'on apprenait que les gardes municipaux avaient tiré sur un attroupement, place du Châtelet, un garde, poursuivi par le peuple, vint se réfugier dans les rangs de la garde nationale, à la mairie de la rue de Vendôme. — Un officier intervint, et leur dit : — « Citoyens, cet homme est désarmé ; il est vaincu, ne le tuez pas ! » — La foule irritée baisse ses armes, et se retire en criant : — « Qu'il vive ! »

Une voiture où se trouvait le prince de la Moskowa, fut rencontrée rue de Provence. Déjà on se préparait à la renverser pour en former une barricade, quand un ouvrier reconnut le fils du maréchal Ney : — « Passez, citoyen, vous avez défendu nos intérêts ; vous aimez le peuple, il se souvient de vous ! » — Vous verrez qu'il se trouvera des gens pour la colonnie !

La gaité s'est mêlée souvent à ce drame sanglant. Un ecclésiastique est aperçu près d'une barricade, on l'entoure : — « Monsieur l'abbé, venez bénir notre barricade ; arrêtez-vous, nous voulons vous faire officier ! »

Un officier de la ligne venait d'être porté à l'ambulance du Château-d'Eau pour lui extirper une balle qu'il avait reçue dans le poignet. Au moment où M. Bonneville (Charles), étudiant en médecine et en pharmacie, procédait à son pansement, une balle brise le carreau et vient traverser les poumons du malheureux officier ; il arrache alors sa croix, et meurt en disant à M. Bonneville : — « Prenez ma croix, vous la méritez ; voilà vingt ans que je la porte ; tâchez de la garder avec honneur et aussi longtemps que moi. »

Un jeune ouvrier ciseleur de dix-sept ans, Jobécourt, dit Rigolot, était à la première barricade du Palais-Royal ; son frère est tué à ses côtés, son père est grièvement blessé ; rien ne l'émeut, il monte le premier au feu ; on le descend du palais à l'aide d'une corde, avec une partie de la figure brûlée. Des gardes nationaux lui remettent 10 francs ; il les donne à un citoyen qui, blessé à côté de lui, manquait de tout secours.

Ce n'est pas sans difficulté qu'on est parvenu à sauver l'ar-

genterie aux Tuileries. Les braves citoyens qui avaient concouru à la prise du château s'étant placés en faction devant le buffet, le préservèrent d'abord de toute atteinte; mais la nuit, quand les pillards se furent mêlés aux combattants, ils craignirent d'être impuissants contre la cupidité. Alors ils envoyèrent un d'entre eux prévenir l'élève de l'École polytechnique, préposé à la garde du château; celui-ci accourut et ordonna de tout disposer pour porter le trésor dans un caveau. Les citoyens Vallier, ouvrier corroyeur, rue Beaubourg, 35; Gerbean, tourneur; Rivoire, teinturier en peaux, se chargèrent du fardeau et se dirigèrent vers le lieu de sûreté qui leur avait été désigné. L'élève de l'École les conduisait, et avec lui trois autres citoyens accompagnés d'un lieutenant de grenadiers de la 8^e légion. Durant le trajet, ils furent plusieurs fois attaqués: mais toujours la contenance ferme de l'élève de l'École et de l'officier, qui marchaient devant eux le fer en main, en imposa à ceux qui voulaient enlever à la nation le bien qu'elle avait reconquis.

A la grande barricade des rues Beaubourg et Rambuteau, un citoyen tenait à la main un drapeau qu'il désirait planter lui-même au dessus des pavés. Mais le feu des soldats qui s'étaient posés devant la barricade, prêts à tirer sur quiconque se présenterait, ralentissait son audace. Alors un enfant de douze à treize ans, Édouard Boulé, lui dit: — « Citoyen, donne-moi ce drapeau, je le planterai moi-même; tu verras qu'il ne faut pas avoir peur. Et aussitôt il lui arrache le drapeau des mains, escalade hardiment les pavés, et plante son étendard en présence des soldats, confus de son audace.

Le mercredi 25, au moment où les combattants, en petit nombre, manquant de munitions, s'opposaient encore à la marche des troupes qui se portaient pour renverser la barricade de la rue de l'Échandé, au Marais, un jeune homme de quatorze à quinze ans a été tué d'un coup de feu lorsqu'il tenait encore le drapeau fièrement élevé sous le feu des soldats.

La malveillance s'était plu à répandre le bruit que les ci-

toyens qui veillent à la conservation du château des Tuileries vivaient somptueusement dans ce palais qu'ils ont préservé de la dévastation. Ces braves patriotes ont dignement répondu en refusant les rations de vin qu'on leur offrait. — « Donnez-les, ont-ils dit, aux malades et aux pauvres ; ils en ont plus besoin que nous. »

Au moment de la prise des Tuileries, il a été trouvé dans le palais, en diamants, bijoux, argent monnoyé, etc., une valeur de plus de trois millions. Tous ces objets furent déposés dans une baignoire se trouvant dans l'appartement du duc d'Orléans, et recouverts d'une simple couverture. On plaça le tout sous la garde d'un homme en haillons, et, lorsqu'on vint pour emporter ces objets, ils furent reconnus intacts ; la couverture même n'avait pas été dérangée de place.

Cet homme n'avait pas même eu l'idée de la tentation.

Grandeur et simplicité !

M. Victor Hugo avait adressé jeudi, sur la place Royale, quelques paroles au peuple qui s'y trouvait réuni. Des huées se faisaient entendre. C'est un pair de France ! criait-on. — Je n'en sais rien, dit d'une voix fortement accentuée un homme en blouse, mais c'est un grand homme !

Tout le peuple répondit aussitôt : Vive Victor Hugo !

Un certain nombre de personnes se présentent chez un habitant de Passy et lui demandent des armes : « Je n'en ai pas, cherchez si vous voulez. — Eh bien ! alors, il nous faut donner 50 francs. »

L'habitant leur donna la somme demandée ; mais, quelques instants après, deux ou trois hommes de cette troupe reviennent et lui disent : « Monsieur, nous avons réfléchi à notre tour, et il nous a semblé que nous commettions un vol. Pardonnez-nous, et reprenez votre argent. »

Une compagnie de volontaires portait un drapeau sur lequel étaient écrits ces mots : *Compagnie des Sans Culottes*. Quelques citoyens ayant fait observer qu'une pareille inscription pouvait jeter de l'alarme dans le public, en rappelant de tristes souvenirs, le chef de cette compagnie répondit :

Vous avez raison ; pas de mauvaises plaisanteries. Et, prenant un morceau de charbon, il écrivit sur le drapeau : *Plus de Sans-Culottes !*

Plusieurs hommes armés, mourant de faim, sont entrés chez M. Buisson, tailleur, demandant si l'on pouvait leur donner du pain. M. Buisson s'est empressé de satisfaire à leur demande, et, comme il n'avait pas de vin à leur donner, il leur a offert du cidre.

— Du vin, du cidre, répondirent ces braves gens, nous n'en voulons pas ; du pain et de l'eau ! Et ils se sont retirés paisiblement.

Quand le peuple, dans la journée du 24 février, est entré aux Tuileries, il s'est arrêté avec respect devant la chapelle du château. Un élève de l'Ecole polytechnique a rassemblé les vases sacrés et les a portés au curé de Saint-Roch, au milieu d'un nombreux concours de peuple qui l'accompagnait la tête découverte.

Aux Tuileries, un voleur est arrêté avec de l'or, on le punit en lui disant : Tu ne vaux pas une cartouche.

Deux cadavres étaient exposés au Palais-Royal, avec cet écriteau : *Voleur.*

Un engagement venait d'avoir lieu jeudi matin, 24 février, rue de la Roquette ; quelques instants après, quatre hommes du peuple du quartier, Bernard, Noël, Ildebrunt et Motier, trouvèrent sur le cadavre d'un sergent du 23^e léger une somme de 48 fr. 40 c., qu'ils apportèrent de suite à la pharmacie de M. Pouget, faubourg Saint-Antoine, où se donnaient les soins aux blessés. — C'est pour eux, dirent-ils, en montrant ces derniers.

Voici un épisode héroïque qui fait le plus grand honneur à un jeune enfant de Paris.

Jendi 24, au commencement de l'attaque du poste du Château-d'Eau, place du Palais-Royal, la compagnie de grenadiers de la 2^e légion de la garde nationale, commandée par le capitaine Barère, escortant le général Lamoricière, venait prendre possession de ce poste, et elle était sans munitions, car il avait été convenu que les gardes municipaux allaient

se rendre aux gardes nationaux ; mais le poste était attaqué par les insurgés et une vive fusillade était engagée des deux côtés. Le capitaine, sachant que sa compagnie n'avait aucune munition, hésitait à avancer ; alors un jeune enfant de Paris, âgé de douze à treize ans, se présente au capitaine et lui dit : « Je m'engage à faire cesser le feu des insurgés ou à me faire tuer si je ne puis y réussir. » D'un pas rapide, il parcourt le front des insurgés et les engage d'une voix énergique à cesser le feu. Au bout de quelques instants la fusillade s'arrête et le jeune enfant revient auprès du capitaine en lui disant : « J'ai tenu ma promesse. » En effet, il avait tenu parole ; il ouvrit sa chemise et montra son épaule fracassée par une balle.

Un groupe s'est porté chez M^{me} la duchesse d'Elchingen, pour demander des armes. Cette dame le conduisit à l'endroit où étaient les seules qu'elle possédât. « Je n'ai, dit-elle, que celles-ci ; ce sont les pistolets et l'épée du maréchal Ney, que nous conservons comme de bien précieuses reliques pour notre famille. » A cet aspect, les délégués du peuple s'inclinèrent avec des marques de respect, et sortirent en déclarant qu'ils ne pousseront pas plus loin l'investigation.

Un garde national posait des factionnaires autour des Tuileries, dans l'après-midi du 24. Un homme se présente à lui et l'invite à venir prendre à son domicile de la vaisselle plate et du vermeil d'une valeur d'environ 3,000 fr., provenant du palais. Les exigences du service retiennent le garde national, qui ne put aller chez cet homme que le 26. Mais ce dernier n'avait pas voulu rester si longtemps chargé d'un semblable dépôt, et il avait remis ces divers objets au Trésor, qui lui en avait donné un reçu régulier. Ce brave et honnête ouvrier, qui croit avoir fait une chose toute simple, est serrurier, il se nomme Miné et demeure rue Rivoli, près la rue de Rohan, dans une petite chambre au cinquième étage.

M. de Mouchy avait livré à des combattants une certaine quantité d'armes de luxe ; elles lui ont été fidèlement rendues.

Ce fait nous en rappelle un analogue. Des individus se présentent chez un riche amateur et demandent des armes.

Ce dernier leur montre des armes de luxe et anciennes, en leur permettant de les prendre. Quelques instants après, l'un d'eux revient, et dit : — « Monsieur, démanchez-moi ça : il y a des diamants sur la poignée ; je les perdrais, et je n'ai besoin que de la lame. »

Le poste des innocents a été occupé par le peuple, qui, dans sa colère, a brisé tout le mobilier du commissaire de police du quartier des Halles, et en a fait une barricade. Tout a été détruit, et nous avons craint pour la vie d'un individu qui emportait un livre. « Nous détruisons, disaient ces braves gens, mais nous ne volons pas. A mort les voleurs ! »

Le peuple était maître des Tuileries. Un homme de la foule, qui venait de s'y précipiter à la suite de la garde nationale, trouva sous un meuble une douzaine de cuillères en or massif. Il aurait pu se les approprier ; cette pensée ne lui vint même pas, et il alla sur-le-champ remettre à un garde du château les douze cuillères. Un pareil trait nous semble au-dessus de tout éloge.

La fuite de Louis-Philippe a été marquée par un incident qui fait trop d'honneur à l'esprit de notre population, pour que nous ne nous empressions pas de le recueillir. Au moment où l'ex-roi s'échappait des Tuileries par la poterne du Pont-Tournant, pour rejoindre la petite voiture qui l'attendait, il fut entouré par le peuple qui s'était précipité sur son passage. Le 2^e de cuirassiers qui stationnait sur la place de la Concorde, accourut pour protéger son évaison ; mais dans la situation des choses, il était impuissant à le soustraire aux vengeances du peuple. Cependant ce brave régiment, qui ne faisait pas et ne voulait pas faire usage de ses armes, s'efforçait de lui faciliter le passage. Un officier, voyant le péril, s'écrie : Messieurs, épargnez le roi ! A quoi une voix de stentor, sortie de la foule répondit : Nous ne sommes pas des assassins : qu'il parte ! — Oui ! oui ! qu'il parte ! qu'il parte ! devint le cri général. Le peuple avait été trop brave durant le combat, pour n'être pas généreux après la victoire.

Le jeudi 24 février ; lors de la prise du château des Tuile-

ries, un jeune député de l'opposition, M. Jules de Lasteyrie, petit-fils du général Lafayette, trouva dans un des appartements une jeune femme en larmes et en proie à la plus vive émotion. Après avoir reconnu en elle l'ex-duchesse de Montpensier, il lui présenta son bras et la pria de le suivre. L'ex-princesse ainsi qu'on le sait, se trouve sur le point d'être mère. En voyant la foule déborder de toutes parts, la jeune femme sentait s'accroître ses craintes ; mais M. Jules de Lasteyrie s'empessa de la rassurer. Il la conduisit ensuite jusqu'à son hôtel, où elle passa trois jours en toute sécurité.

M. Jules de Lasteyrie conduisit, le dimanche soir, l'ex-princesse, jusqu'au port de Boulogne, et il ne la quitta qu'au moment où elle s'embarqua pour l'Angleterre.

A la prise des Tuileries, un homme du peuple ayant aperçu un buste de Louis-Philippe, prit sa ceinture, et, la mettant sur les yeux du buste ; — « C'est toi qui es aveugle ! » s'écria-t-il.

Le peuple conduisait le gouvernement provisoire à l'Hôtel-de-Ville. Comme le cortège passait devant la caserne d'Orsay, un dragon vint offrir un verre de vin à M. de Lamartine. M. de Lamartine, portant le verre à ses lèvres, s'écria : — « Messieurs, c'est le banquet ! » Ce mot si heureux fut convert de braves.

Un des épisodes les plus remarquables et les plus émouvants de la journée du 24 a été celui-ci. Dans le quartier du Panthéon, le peuple demandait à grands cris des armes ; un lieutenant de la 12^e légion pénétra, à la tête de quelques gardes nationaux suivis d'une foule immense, dans la caserne située rue du Foin, et occupée par le 7^e de ligne ; le colonel de ce régiment s'avance pour engager le peuple à se retirer ; on vent se précipiter sur cet officier supérieur pour le désarmer ; et ce vieux militaire, qui a gagné tous ses grades à la pointe de son épée, verse des larmes de rage en se voyant dans l'alternative ou de subir l'humiliation dont on le menace, ou de commander le feu sur le peuple.

Le lieutenant de la garde nationale, touché de la douleur de ce brave, s'écrie :

— « Non on ne vous désarmera pas, ou l'on me passera sur le corps; mais vous, colonel, donnez-nous quelques fusils et des munitions; on égorge nos frères, et nous voulons les secourir. »

Le colonel hésite un instant, puis il ordonne que l'on délivre à la foule douze fusils et quelques paquets de cartouches.

A peine s'est-il laissé arracher cet ordre, que, vaincu par les émotions si terribles et si rapides de cette scène, ce vieux militaire s'affaisse sur lui-même, frappé d'un coup de sang. On s'empresse autour de lui, on le relève; le chirurgien-major accourt, le saigne deux fois de suite, et il revient à la vie.

A la prise des Tuileries, le peuple trouva dans la chapelle un magnifique Christ sculpté. Le peuple s'arrêta et salua. « Mes amis, dit un élève de l'École, voilà notre maître à tous. »

Le peuple prit le Christ et le porta solennellement à l'église Saint Roch. « Citoyens, chapeau bas ! saluez le Christ ! » disait le peuple; et tout le monde s'inclinait dans un sentiment religieux.

Une boîte remplie de bijoux ayant été trouvée aux Tuileries dans les appartements de la reine, elle a été portée à la mairie du 5^e arrondissement.

L'ouvrier Mallet, chandronnier, rue Saint-Louis-Saint-Honoré, 7, a rapporté à M. Alph. Choquet, capitaine des grenadiers du 1^{er} bataillon de la 5^e légion, un plateau et une cloche en argent d'une valeur considérable, qui avaient appartenu à l'argenterie du palais royal. Ces objets ont été remis à la mairie de l'arrondissement.

Il est écrit sur les fenêtres des Tuileries faisant face au Pont-Royal : *Les voleurs seront mis à mort.* Puis à côté : *Palais sous la sauvegarde du peuple.*

Dans la rue Jannisson, au coin de la rue Saint-Honoré, un homme armé a été pris volant une cuillère d'argent; tout aussitôt les braves qui combattaient avec lui s'en aperçurent et lui dirent : « Tu n'es pas de notre cause, nous te désavouons; à genoux tout de suite : voilà comme nous traitons les voleurs ! » ; et cinq balles l'étendirent raide mort.

Une jeune fille assistait au dernier massacre de quelques gardes municipaux du poste de la place de la Concorde, qui avaient tiré sur la 5^e légion. Il ne restait plus qu'un de ces malheureux.

« Mademoiselle, s'écria M. de V..., commandant des pompiers, vous pouvez sauver cet homme.

» Que faut-il faire? je suis prête.

» Jetez-vous dans ses bras et réclamez-le comme votre père.»

La jeune fille se précipita au même instant dans les bras du garde municipal, en pleurant et en s'écriant :

« Messieurs, au nom de Dieu, épargnez mon père ou tuez-moi avec lui. »

Les fusils s'abaissèrent aussitôt, et le garde municipal, protégé par sa libératrice, fut sauvé.

Jeudi 25 février, le poste du marché Saint-Jean était occupé par une compagnie du 7^e léger, que commandait le capitaine adjudant-major Urtebize, décoré de Juillet, sous-lieutenant en 1830 aux volontaires des trois jours. Un groupe du peuple conduit par des étudiants s'avancait pour attaquer le piquet. Le brave Urtebize, le voyant venir, dit à ses hommes : — « Non seulement vous ne tirerez pas, mais vous allez donner vos armes à vos frères qui viennent là-bas. » Un garde municipal, posté à quelques pas, court aussitôt à lui et lui brûle la cervelle. Le piquet venge son capitaine en exécutant sur-le-champ le garde municipal. Puis il va au devant des étudiants la crosse en bas, et leur donne ses armes, en disant : — « Prenez; le capitaine, en mourant, nous a ordonné de vous les remettre. »

Au carrefour Bussy, un homme du peuple, ayant trouvé une pièce d'argent, fit plusieurs fois le tour des barricades en demandant à qui elle appartenait, jusqu'à ce qu'il ait pu la restituer à son légitime propriétaire.

Nous devons signaler la noble conduite du sieur Lavallée, ancien guide de la garde impériale, membre de la Légion-d'Honneur et décoré de Juillet. Après avoir commandé un détachement de jeunes gens à l'affaire du Château-d'Eau, où

il fit prisonnier un colonel d'état-major, il entra avec sa troupe aux Tuileries, où il prit quinze gardes municipaux. Ces malheureux allaient être fusillés, quand Lavallée leur sauva la vie par ses instances : « C'est aujourd'hui un jour de victoire, leur dit-il, et je me souviens que l'empereur nous recommandait toujours d'être généreux envers nos prisonniers. »

Au moment de l'entrée du peuple aux Tuileries, des jeunes gens avaient pris, dans les écuries de la rue Saint-Thomas-du-Louvre, une des voitures du roi, à laquelle ils avaient mis le feu. Cette voiture enflammée fut promené dans la rue du Carrousel, et bientôt approchée des nouvelles boutiques construites dans cette rue : « Le feu aux boutiques ! » cria une voix, et la voiture fut poussée tout près des boutiques ; mais un courageux citoyen, M. Cholet, s'élança : « Mes amis, mes amis, leur cria-t-il, vous allez incendier le Musée ! » Et la foule d'applaudir et d'éloigner la voiture, qui fut conduite au milieu de la place du Carrousel.

Terminons par un rapprochement curieux :

Un mois après la chute du dey d'Alger, Charles X perd sa couronne.

Un mois après la prise d'Abd-el-Kader, Louis-Philippe, défendu par cent mille hommes, quitte son château des Tuileries et se retire dans une citadine.

Le fils de Charles X, le duc de Berry, est mort tragiquement.

Le fils de Louis-Philippe est mort également d'une manière tragique.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer, les journées de Juillet comme celles de Février ont eu lieu les mardi, mercredi et jeudi.

Comme Charles X, Louis-Philippe a abdiqué en faveur de son petit-fils, et ainsi que les vainqueurs de Juillet, les combattants de Février ont répondu : *Il est trop tard !*

Niez donc maintenant le doigt de Dieu !



EN VENTE CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS.

LES
BARRICADES,

Scènes les plus saisissantes

DES JOURNÉES DE LA RÉVOLUTION DE 1848.

In-8 illustré d'un beau dessin représentant

LA BARRICADE DU FAUBOURG MONTMARTRE.

Prix : 50 c. — Sans dessin, 25 c.

ACTES OFFICIELS

DU

GOVERNEMENT PROVISOIRE,

Depuis son installation jusqu'à ce jour, Arrêtés, Décrets, Proclamations, etc., etc., *dans leur ordre chronologique*; revue des faits les plus remarquables, précédés du récit des événements qui se sont accomplis les 22, 23 et 24 février 1848.

1 vol. in-8, 1 franc.

La suite paraît tous les cinq jours. — Chaque livraison 25 cent.

LES
BARRICADES,

Scènes les plus saisissantes

DE LA
RÉVOLUTION DE 1848,

ILLUSTRÉES D'UN DESSIN REPRÉSENTANT

**LA BARRICADE
DU FAUBOURG MONTMARTRE
LE 24 FÉVRIER 1848.**

Prix : 50 centimes.

Sans dessin, 25 c.

PARIS,

BARBA,

4 BIS, RUE DE LA PAIX.

GARNOT,

7, RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ.

1848

IMPRIMERIE DE RAYNAL, A RAMBOUILLET.





A Legend del

Barricade du Faubourg Montmartre, 24 Février 1848

Lith. Auguste Bry

LES

BARRICADES.

22, 23, ET 24 FÉVRIER 1848.

Nous avons déjà, dans une publication récente (1), tracé le tableau des événements qui viennent de renverser la nouvelle dynastie. Nous n'avons pu jeter qu'un coup d'œil rapide sur l'ensemble de la lutte. Aujourd'hui les émotions commencent à s'apaiser; on peut croire à ce qui d'abord ne semblait qu'un rêve. Entrons dans le cœur même des événements; comptons les efforts de la multitude, les pulsations de l'esprit public, pour reproduire chaque épisode du combat. Lorsque le nuage de fumée et de poussière qui couvrait une bataille s'est dissipé, le spectateur ne voit plus seulement des masses, il distingue les soldats, il applaudit à leur courage.

L'agitation qui a régné dans Paris le 22 février, présageait l'orage. La foule s'est trouvée en présence des troupes, et ce spectacle seul devait faire redouter une collision; il ne faut donc pas omettre ces tristes préliminaires d'une lutte terrible.

Les premiers troubles se sont manifestés à onze heures au abord de la chambre des députés.

La population de la rive gauche, s'est portée en grande partie sur le palais, par la rue de Bourgogne; en même temps, une foule épaisse débouchait par le pont de la Concorde, et la grille du péristyle était forcée.

(1) *Le Peuple souverain; histoire populaire de la Révolution de 1848*, en vente chez les mêmes éditeurs.

C'est alors que l'on a fait occuper militairement les abords de la chambre. Le pont de la Concorde était disposé de manière à pouvoir résister, non pas à une foule indisciplinée, mais à une armée entière.

A une heure la foule était ramassée, compacte, sur les boulevards et la place de la Madeleine.

Toutes les boutiques étaient fermées.

Des groupes paisibles ont été repoussés par la force. Ils se sont repliés sur l'hôtel des Affaires étrangères, faisant entendre les cris de : *Vive la réforme ! A bas Guizot !* mais des patrouilles de garde municipale à pied et à cheval, faisaient évacuer les deux trottoirs dans tout l'espace occupé par cet hôtel. Il était gardé militairement, et entouré d'un formidable cordon de troupes.

Au delà de l'hôtel des Capucines, on rencontrait sur les trottoirs jusqu'à la Madeleine, des patrouilles d'infanterie de ligne qui marchaient sur deux rangs, les files laissant entre elles un intervalle de trois ou quatre pieds, qui suffisait à la circulation des passants. Les soldats avaient le sac sur le dos, et portaient leurs outils de campement, comme en temps de guerre.

La place de la Madeleine était occupée par un fort détachement d'infanterie de ligne, précédé de ses éclaireurs.

A trois heures, des collisions avaient déjà lieu sur la place de la Concorde. La garde municipale à pied et à cheval a fait quelques charges à l'entrée des Champs-Élysées.

Une pauvre femme a été écrasée sous un cheval qui s'est abattu. Les municipaux ne faisaient usage que de leurs armes blanches ; le peuple se défendait à coups de pierre. La troupe de ligne assistait, immobile et l'arme au bras, à ce triste spectacle.

Des groupes nombreux, de deux heures à quatre heures, circulaient dans presque tous les quartiers de la capitale ; les boutiques se fermaient sur le passage des attroupements. Des charges ont eu lieu sur la place de la Concorde et de la Madeleine. Une ambulance était organisée rue Saint-Honoré, n° 291, pour recevoir les blessés, déjà nombreux.

On a essayé, rue de Rivoli, rue Saint-Honoré, rue Croix-des-Petits-Champs et sur quelques autres points, de construire des barricades, en renversant des omnibus et d'autres voitures, et en dépaçant des rues; mais, en général, la circulation a été promptement rétablie par l'arrivée des troupes.

Le magasin de Lepage, et celui d'un autre armurier (quai de la Mégisserie), ont été enfoncés, et on en a enlevé toutes les armes.

A cinq heures du soir, on battait le rappel dans toutes les rues, pour réunir la garde nationale; mais cet ordre a été révoqué dans la nuit.

Vers neuf heures, la rue de l'Arbre-Sec était encombrée; on y élevait une barricade; la garde municipale se présente; on la hue; la ligne survient et défile la barricade; cris du Vive la ligne!

La garde municipale et la troupe de ligne ont allumé des feux et bivouaqué sur les principales places de Paris.

A dix heures, la rue Saint-Honoré était occupée par la troupe; la circulation était interdite depuis le marché des Innocents jusqu'à la rue Saint-Honoré. La troupe stationnait sous les échoppes de la halle. En plusieurs endroits, et notamment à la Porte-Saint-Denis, le boulevard était intercepté par la force armée.

Dans la partie du Marais comprise entre la rue du Temple et la rue Saint-Martin, plusieurs rues étaient occupées par des groupes armés; des barricades étaient élevées.

Les barricades élevées dans la rue de Cléry et dans les petites rues adjacentes, vers la rue Saint-Denis, étaient complètement abandonnées à onze heures. Plusieurs patrouilles de gardes nationaux, assez nombreux, parcouraient ces rues alors désertes et plongées dans l'obscurité par le bris presque général des lanternes.

A minuit, des barricades étaient formées dans la rue Grenétat. Un combat s'est engagé. On enlevait des morts et des blessés, parmi lesquels on a remarqué une femme.

Les combattants ont successivement occupé les rues Tiquetonne, Bourg-l'Abbé, Grenétat et Transnonain. Trente

ou quarante à peine avaient des armes. Ils ont eu bientôt épuisé leurs munitions. L'engagement le plus meurtrier a eu lieu dans une maison de la rue Beaubourg, où cinq prisonniers avaient été enfermés. Leurs camarades ont essayé de les délivrer ; un combat à coups de fusil à bout portant a eu lieu entre les gardes municipaux et les combattants. Un garde municipal a été tué, un autre blessé ; un jeune homme a été également tué et les prisonniers sont restés au pouvoir de la force publique.

Le 23 février, à sept heures du matin, on battait le rappel dans tous les quartiers de Paris.

A neuf heures, des barricades étaient formées à la Porte-Saint Denis, et la troupe faisait des charges sur les groupes qui s'y trouvaient réunis en grand nombre.

A dix heures, des barricades existaient, non-seulement à la porte Saint-Denis, mais rue de Cléry, rue Neuve-Saint-Enstache, rue du Cadran, et rue du Petit-Carreau. Une fusillade s'est engagée entre des hommes armés, placés derrière les barricades, et des gardes municipaux. Deux jeunes gens ont été tués ; un garde municipal a été désarmé. Le maréchal Bugeaud, à cheval et suivi de deux aides-de-camp et de plusieurs ordonnances, a parcouru une partie de la ligne des boulevards.

Le maréchal saluait à droite et à gauche ; personne ne lui rendait son salut.

Quelques gardes municipaux, poursuivis sur la place du Caire par des jeunes gens armés de bâtons, ont fait feu et blessé plusieurs personnes. Une femme, atteinte d'une balle à la tête, est tombée raide morte.

Au même moment, un peloton de garde nationale qui se trouvait sur la place, s'est ébranlé, sur l'ordre de l'officier qui le commandait, et qui, ne pouvant retenir son indignation en présence du spectacle dont il était témoin, a crié : Aux armes ! Les gardes municipaux se sont retirés en toute hâte.

Une barricade, élevée dans la rue Montmartre, a été attaquée par les gardes municipaux, qui ont fait feu. Un enfant

a été tué, deux ouvriers et trois femmes, grièvement blessés, ont été transportés par les citoyens dans une ambulance établie chez un pharmacien.

A midi, le quartier des halles était gardé par des forces considérables : le maréchal Bugeaud, suivi d'un nombreux état-major, visitait tous les postes. Deux pièces de canon étaient braquées, l'une sur la rue Montmartre, l'autre sur la rue de la Ferronnerie; les caissons étaient ouverts, et les servants à leur poste.

Sur la place du Carrousel, la garde municipale à cheval a chargé, le sabre au poing, sur les groupes.

Les attroupements qui semblaient se dissiper sur un point, ne tardaient pas à se reformer sur un autre point.

L'hôtel des Capucines était toujours un point de réunion pour le peuple, qui poussait les cris de : *Vive la réforme ! à bas Guizot !*

A midi, toutes les légions de la garde nationale se sont rassemblées dans leurs mairies respectives. La 3^e, place des Petits-Pères, était entourée d'une foule immense, qui criait : *Vive la réforme !* Un escadron de cuirassiers a chargé la population, mais les chasseurs de la 3^e légion l'ont fait entrer dans leur carré, et ont croisé la baïonnette devant les cuirassiers qui se sont retirés, laissant aux gardes nationaux, d'après leur promesse, le soin de faire évacuer la place.

A la mairie du 2^e arrondissement, les gardes nationaux, rassemblés en grand nombre, ont déclaré qu'ils voulaient l'ordre, mais la liberté; qu'ils s'efforceraient de calmer l'agitation, mais aussi d'amener le gouvernement à de grandes mesures conciliatrices. Ils ont crié *Vive la réforme !*

A deux heures, la 3^e légion de la garde nationale a chargé son colonel de porter ce vœu formel à l'état-major.

La garde nationale a compris partout l'importance de sa mission; partout on la vit s'interposer pour empêcher des collisions entre les citoyens et la troupe.

A quatre heures, une masse de jeunes gens, au nombre de deux mille hommes, s'est formée près de la Bastille; elle venait d'apprendre que le ministère était renversé et que la

réforme électorale était accordée au peuple. Cette masse fraternisa avec les troupes, et se dirigea par le pont d'Austerlitz vers le quartier latin. En tête étaient des élèves de l'Ecole polytechnique et des Ecoles de droit et de médecine. Arrivée à la hauteur de l'entrepôt et de la rue des Fossés-Saint-Bernard, auprès de la caserne des municipaux, elle fut accueillie par un feu de peloton. Plusieurs blessés sont restés sur le terrain, au nombre de dix à peu près, dont trois blessés très grièvement. Ils ont été transportés à la Pitié.

Vieille rue du Temple, un fort piquet de la 7^e légion passait devant l'imprimerie royale, suivi d'une foule nombreuse, et aux cris de : Vive la réforme ! vive la garde nationale ! En ce moment le poste de garde municipale placé à l'imprimerie royale, fait une décharge, et sept gardes nationaux, parmi lesquels le tambour-major de la légion, sont tombés atteints par les balles.

L'exaspération produite par cet événement ne s'est un peu calmée que lorsque l'on a connu dans le quartier du Temple le renversement du ministère.

Parmi les épisodes de la journée, il en est un d'une nature particulière et fort imprévue. Le feu avait été mis vers une heure aux bureaux de péage du pont Louis-Philippe, lorsque tout à coup la flamme gagnant les points d'attache des chaînes, elles ont cédé, et le tablier est tombé dans la Seine. La chute du pont a produit un remous si considérable, que plusieurs bateaux se sont détachés.

La journée a été coupée par la nouvelle de la démission des ministres. L'agitation, alors, s'est un moment affaiblie, mais elle a repris le soir devant l'insuffisance de cette victoire pour l'opinion, et Paris était bientôt plein de rumeurs et de préparatifs de guerre.

Dans tout le quartier Transnonain, rue Chapon, rue Beaubourg, rue Aumaire, rue Transnonain, des barricades formidables avaient été élevées, et le service s'y faisait militairement ; elles étaient gardées par des hommes qui ne poussaient qu'un cri : A bas le système ! On vent, disaient-ils, leurrer le peuple avec un ministère Molé.

Le peuple, avec des flambeaux, frappe à toutes les portes jusqu'à ce qu'à ce qu'on les ouvre (*sans les enfoncer*), ou jusqu'à ce qu'on se montre aux fenêtres. Quand on s'est montré : « Avez-vous des armes ? demande le peuple. — Oui. — Donnez. » On donne les armes, et le peuple écrit sur la porte : *On a donné des armes.*

A neuf heures et demie, de fortes divisions de garde nationale circulent par la ville, avec des flambeaux, aux cris de : Vive la réforme ! Liberté à tous les prisonniers ! Des masses de peuple les suivent en colonne, et chaque cri est accompagné d'une strophe de la *Marseillaise* ou du *Chant du Départ*.

Tous les gardes municipaux sont relevés de leurs postes. La ligne les occupe. Les citoyens entrent dans les corps-de-gardes et fraternisent.

A neuf heures, tout Paris est illuminé ; de nombreuses barricades, appuyées par la garde nationale en armes, et présentant un aspect formidable, sont formées dans plusieurs quartiers. L'enthousiasme est à son comble.

A dix heures, tout change d'aspect. Une terrible péripétie précipite le dénouement du drame populaire. Une colonne de citoyens, ayant en tête des gardes nationaux sans armes, est partie de la Bastille après avoir descendu le faubourg Saint-Antoine (rue Charonne). Elle avait traversé sans encombre les boulevards du Temple, Saint Martin, Bonne-Nouvelle, Poissonnière, gardés par de nombreux régiments d'artillerie, cuirassiers, dragons. Quelques fantassins s'étaient joints aux gardes nationaux. On se disposait à aller sur la place de la Concorde, à descendre les quais, en passant par le boulevard des Capucines.

Arrivée là, cette colonne a trouvé le passage barré par la garnison de M. Guizot, un colonel en tête, qui se trouvait aux abords du ministère des affaires étrangères. Cet officier supérieur a déclaré qu'il lui était impossible de laisser passer, et à peine avait-il fini, que des coups de fusil ont été tirés sans sommation.

On évalue le nombre des morts ou des blessés à quarante environ.

A la suite de cette boucherie, les cadavres ont été entassés dans un tonnerroan que le peuple traîna à bras, à travers la ville ; le convoi sinistre était précédé de citoyens portant des torches : cette scène lugubre a produit un effet terrible.

A deux reprises, entre onze heures et minuit, on a entendu le tocsin. C'était le glas funèbre de la royauté de juillet.

Aussitôt les pavés se soulèvent, les barricades se multiplient, les arbres des boulevards tombent sous la hache ; les grilles sont dépecées et fournissent des armes ; on s'arrange de tout ce qui peut offrir une résistance ou un moyen d'attaque, et la nuit se passe à cette terrible besogne, au bruit de la cloche d'alarme et à la lueur des flambeaux.

Dès la pointe du jour, tout était prêt. Les boulevards, depuis l'hôtel des Capucines jusqu'à la Bastille, offraient une suite de dix-huit barricades, dont quelques unes avaient douze pieds de haut. L'ombouchure de chaque rue avait sa redoute. Quelques maisons de la rue Poissonnière et du faubourg Montmartre s'étaient transformées en forteresses.

A sept heures du matin, on entend retentir la cloche d'alarme. On a pénétré dans l'église Notre-Dame-de-Bonne-Nonvelle, et l'on sonne le tocsin ; ce bruit, qu'on n'entend pas même à Paris lors des incendies, cesse un moment, mais à neuf heures et demie, il recommence, et des ouvriers en blouse, presque tous sans armes, établissent de nouvelles barricades.

On peut remarquer qu'un grand nombre de jeunes gens du quartier, qui portent le costume des classes aisées, leur présentent un concours empressé. En peu de temps, la rue Poissonnière, d'un bout à l'autre, est presque entièrement dévastée. A neuf heures, trois barricades, qui ne sont pas construites sans art, ferment la rue Poissonnière. La première, élevée un peu au dessus de la rue de Cléry, à l'endroit où la rue fait un coude, est formée entièrement de pavés. La seconde, placée en face de la maison n° 24, est à hauteur d'homme. Outre les pavés, larges et carrés, entassés les uns sur les autres, on a employé, pour l'édifier, les planches et la porte qui servaient de clôture à un terrain non bâti qui se trouve en face

du n° 18. La troisième est placée à l'extrémité de la rue, à trente mètres environ du boulevard.

Toutes les rues longues et étroites qui aboutissent au boulevard sont pareillement barrées par des monceaux de pavés. La rue du Faubourg-Poissonnière est aussi coupée par deux barricades assez élevées, l'une presque à l'entrée, l'autre à la hauteur de la rue Richer. Dans celles-ci, sont fichés des pieux qui forment comme des chevrons de frise. Des obstacles semblables ont été élevés dans les rues Cléry et des Jeuneurs, à chaque bout de la rue Saint-Joseph et rue Bourbon-Villeneuve. Le quartier se trouve ainsi coupé par une cinquantaine de barricades, qui forment un système de défense.

Quelques unes de ces barricades ont été faites lentement et avec soin. Elles offrent presque l'aspect régulier d'une construction ordinaire. La barricade du faubourg Montmartre, dont nous donnons un dessin fidèle, était surtout remarquable sous le rapport de l'organisation des combattants; un canon enlevé pendant le combat, défendait la tête du boulevard. Un quartier-général avait été établi dans un magasin abandonné. Au sommet de la barricade, flottait un drapeau criblé de balles du 14^e de ligne. Une ambulance avait été organisée. Quatre-vingts citoyens occupaient le poste commandé par quatre chefs, les citoyens Jean Mouilhac, Huart, tous deux sous-officiers d'Afrique, Barbier et Saillard.

Ces préparatifs ont été achevés sans qu'aucun empêchement y ait été apporté. Les troupes de ligne, rangées le long du boulevard, l'arme au pied, regardaient de loin sans agir. La physionomie des soldats était morne; à neuf heures, l'ordre leur arrive de se retirer, et elles défilent sur le boulevard, au cri de Vive la ligne! Vive la réforme! On remarque l'empressement des gardes nationaux à se rendre à leur mairie. A huit heures et demie, de fortes patrouilles commencent à circuler.

Les dispositions que nous venons d'indiquer se reproduisent dans tout le quartier du Faubourg-Montmartre, vers la rue Rochechouart, et surtout au carrefour de la rue Cadet et de la rue Coquenard. Sur ce point on fond des balles au milieu de la rue.

A ce moment, on ne voit pas encore un très grand nombre d'armes entre les mains du peuple. Mais tout à coup arrive par la rue Moutholon, une masse de peuple, bien armée, avec les gibernes garnies, qui se dirige vers la rue Cadet; après avoir parlementé pendant quelque temps, le régiment caserné rue du Faubourg-Poissonnière, s'était décidé à livrer ses armes.

Au moment où la troupe de ligne défilait sur le boulevard, retournant vers la Madeleine, les soldats de garde à l'hôtel des Affaires étrangères, voyant l'accord qui régnait entre le peuple et la troupe, se sont défilés à évacuer l'hôtel. Deux officiers de la garde nationale, s'empressèrent de placer en faction une sentinelle de la garde nationale et une sentinelle prise parmi le peuple, à la porte de l'hôtel pour en défendre l'entrée, et protéger les archives si importantes de ce ministère. On écrit à la craie, en grandes lettres, sur un battant : *Hôtel du Peuple*; sur l'autre, *Propriété nationale*, et l'on place à gauche un écriteau portant : *Boutique à louer*; à droite, un autre écriteau portant : *Grand appartement à louer présentement*.

Il était alors onze heures environ. A des gardes nationaux, réunis sur divers points, se joignaient les citoyens armés appartenant à toutes les classes de la population. Les uns ont des fusils de munition, d'autres des fusils de chasse; les rangs se forment; le peuple se mêle à la garde nationale, et le défilé commence au son du tambour, mais on n'a pas encore de but bien déterminé.

Un grand nombre de Rouennais en armes sont arrivés par le chemin de fer, et, s'unissant à la population de ces quartiers, ils sont descendus vers la chambre des députés. Cependant, l'agitation gagnait de proche en proche; les barricades se reformaient aux abords du Carrousel, vers la rue de l'Échelle, la rue Saint-Nicaise, la rue de Rohan et au Palais-Royal, principalement à l'angle de la rue de Valois et de la rue Saint-Honoré. La cavalerie et l'artillerie étaient sur la place du Carrousel, et l'entrée de cette place restait interdite au public.

A midi un quart, un nombreux détachement de garde

nationale est rangé sur l'espèce de plate-forme élevée qui longe le Château-d'Eau du Palais-Royal; d'autres gardes nationaux, mêlés au peuple en armes, débouchent de la rue Saint-Honoré et de la rue de Valois, en franchissant les barricades. Quelques hommes, restés rue de Valois, attaquent alors l'entrée de la cour du palais, du côté des écuries. Des coups de feu, tirés de ce côté, se font entendre, et à ces coups de feu répondent d'autres coups de feu partis du poste qui se trouve au coin de la rue Saint-Thomas-du-Louvre, et encore occupé par de la troupe de ligne.

A partir de midi et demi, une fusillade extrêmement vive s'est engagée entre les gardes nationaux réunis aux citoyens, postés à l'angle nord-est de la place du Palais-Royal et la troupe de ligne établie à l'angle sud-est de la place. Au bout de quelques instants, les cris : Aux Tuileries ! aux Tuileries ! se font entendre.

Le feu a redoublé de part et d'autre ; enfin, un vigoureux effort des citoyens a fini par leur permettre d'approcher du poste, auquel le feu a été mis. Les cris : aux Tuileries ! ont redoublé, et la place du Carrousel a été envahie par des masses populaires auxquelles les troupes qui restaient encore sur cette place n'ont pu opposer qu'une faible résistance.

Il était environ deux heures. Le roi avait quitté le palais lorsque le peuple y est entré ; il s'était retiré, escorté par la cavalerie et l'artillerie, par la partie du jardin qui longe la rivière. On pouvait voir de la rue de Rivoli, à travers les arbres dépourvus de feuilles, ce morne et triste cortège.

La troupe s'était formée sur la place du Carrousel, le long des quais adjacents et autour de la chambre des députés ; mais elle se laissait envahir et pénétrer par de nombreux groupes de citoyens qui arrivaient drapeaux en tête ; bientôt même, sur l'ordre de ses généraux elle abandonne le terrain en conservant l'attitude la plus régulière et la plus pacifique. On criait sur son passage : Vive la ligne ! vive l'artillerie ! Partout elle rentrait dans ses quartiers ou ses cantonnements.

A ce moment, la grille qui fait face à la rue de Castiglione avait été renversée ainsi que deux de ses supports en pierre ;

et le flot populaire est arrivé presque en même temps aux Tuileries par la cour et par le jardin.

Les appartements ont été bientôt envahis, mais il n'y a pas eu de dévastation. Une boîte remplie de bijoux ayant été trouvée dans les appartements de la reine, elle a été portée à la mairie du troisième arrondissement.

Dans la salle du trône, on s'est emparé du fauteuil, qui a été porté tout le long des boulevards, et brûlé sur le socle de la colonne de juillet, en présence d'une foule immense.

A peu près au même instant où les Tuileries étaient emportées, les appartements du Palais-Royal ont été envahis. Beaucoup de livres et d'objets mobiliers ont été jetés par les croisées et brûlés. On a aussi brûlé sur la place du Palais-Royal une des voitures royales qu'on avait amenée des écuries de la rue Saint-Thomas-du-Louvre.

Pendant qu'on livrait ainsi aux flammes une foule d'objets précieux, quelques hommes du peuple portaient au bout de leurs armes des écriteaux ainsi conçus : Mort aux voleurs ! et des factionnaires improvisés fouillaient toutes les personnes à leur sortie des appartements royaux.

Le bûcher allumé dans la cour intérieure était le plus considérable. C'est là qu'ont été brûlés les canapés, les fauteuils dorés, les meubles de prix du salon d'honneur. Tristes, mais inévitables conséquences de la victoire populaire ! Cette victoire a aussi fait éclater de nobles sentiments ; le peuple l'a rendue belle, c'est ce que nous montrerons à tous (1).

Nous venons de voir apparaître la République au milieu des Barricades, nous la suivons maintenant dans sa marche pacifique ; nous rechercherons ses progrès dans les actes de son gouvernement (2). Puisse-t-elle assurer les destinées de notre patrie ! c'est le vœu de tous les bons citoyens.

(1) *Le Peuple en action*, traits de bravoure, etc., chez les mêmes éditeurs.

(2) *Actes officiels du gouvernement provisoire*, dans leur ordre chronologique, revue des faits les plus remarquables, chez les mêmes éditeurs.

EN VENTE CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS.

LE PEUPLE SOUVERAIN,

HISTOIRE POPULAIRE

DE LA

RÉVOLUTION DE 1848,

Ecrité sous le feu des Barricades,

Ornée d'un beau portrait de

M. DE LAMARTINE.

50 CENT. — Sans portrait, 25 CENT.

Avec les portraits des citoyens

MEMBRES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,

25 centimes en sus pour chaque portrait.

CHANTS NATIONAUX ET PATRIOTIQUES

DÉDIÉS AUX RÉPUBLICAINS DE 1848.

In-8 orné d'un beau portrait du citoyen

BÉRANGER,

Prix : 50 c. — Sans portrait, 25 c.

POÉSIES NATIONALES ET RÉPUBLICAINES,

DÉDIÉES AUX PATRIOTES DE 1848.

Ornées d'un beau portrait du citoyen

DE LAMARTINE.

Prix : 50 c. — Sans portrait, 25 c.

CHANTS NATIONAUX ET PATRIOTIQUES

DEDIÉS AUX RÉPUBLICAINS DE 1848.

Ornés d'un beau portrait du citoyen

BÉRANGER.

Prix : 50 centimes.

Sans portrait : 25 c.

J'ai vu la Paix descendre sur la terre,
Semant de l'or, des fleurs et des épis;
L'air était calme, et du Dieu de la guerre
Elle étouffait les foudres assoupis.
Ah! disait-elle, égaux par la vaillance,
Français, Anglais, Belge, Russe ou Germain,
Peuples, formez une Sainte-Alliance,
Et donnez-vous la main.

BÉRANGER (*La Sainte-Alliance des
peuples*).

PARIS,

BARBA,

4 BIS, RUE DE LA PAIX.

GARNOT,

7, RUE PAULÉ-SAINTE-ANDRÉ.

1848

Imprimerie de RAYNAT, à Rambouillet.

CHANTS NATIONAUX ET PATRIOTIQUES.

DÉDIÉS AUX RÉPUBLICAINS DE 1848.

Toujours prophète, en mon saint ministère,
Sur l'avenir j'ose interroger Dieu.
Pour châtier les princes de la terre,
Dans l'ancien monde un déluge aura lieu.
Déjà près d'eux l'Océan sur les grèves
Mugit, se gonfle; il vient, maîtres, voyez !
Voyez ! leur dis-je. Ils répondent : Tu rêves,
Ces pauvres rois, ils seront tous noyés !

.
Dans notre Europe, où naît ce grand déluge,
Unis en vain pour se prêter secours,
Tous ont crié : Dieu, soyez notre juge !
Dieu leur répond : Nagez, nagez toujours.
Dans l'Océan ces augustes personnes
Vont s'engloutir : leurs trônes sont brisés;
On bat monnaie avec l'or des couronnes,
Ces pauvres rois, ils seront tous noyés !

BÉRANGER (*Le Déluge*).

LA MARSEILLAISE.

Allons, enfants de la patrie,
Le jour de gloire est arrivé !
Contre nous de la tyrannie
L'étendard sanglant est levé. (*bis.*)
Entendez-vous dans ces campagnes
Mugir ces féroces soldats ?
Ils viennent jusque dans vos bras
Égorger vos fils, vos compagnes !

Aux armes, citoyens ! formez vos bataillons !
Marchons, marchons, qu'un sang impur abreuve nos sillons !

Que veut cette horde d'esclaves,
De traitres, de rois conjurés ?
Pour qui ces ignobles entraves,
Ces fers dès longtemps préparés ? (*bis.*)
Français, pour nous, ah ! quel outrage !
Quels transports il doit exciter !
C'est vous qu'on ose méditer
De rendre à l'antique esclavage !

Aux armes, citoyens, etc.

Quoi ! des cohortes étrangères
Feraient la loi dans nos foyers !
Quoi ! ces phalanges mercenaires
Terrasseraient nos fiers guerriers ! (*bis.*)
Grand Dieu ! par des mains enchaînées
Nos fronts sous le joug se ploieraient !
De vils despotes deviendraient
Les maîtres de nos destinées !

Aux armes, citoyens, etc.

Tremblez, tyrans, et vous, perfides,
L'opprobre de tous les partis !
Tremblez ! vos projets parricides
Vont enfin recevoir leur prix ! (*bis.*)
Tout est soldat pour vous combattre ;
S'ils tombent, nos jeunes héros,
La terre en produit de nouveaux
Contre vous tout prêts à se battre.

Aux armes, citoyens, etc.

Français, en guerriers magnanimes
Portez ou retenez vos coups ;
Épargnez ces tristes victimes
A regret s'armant contre nous : (*bis.*)
Mais ces despotes sanguinaires,
Mais les complices de Bouillé,
Tous ces tigres qui sans pitié
Déchirent le sein de leur mère !...

Aux armes, citoyens, etc.

Amour sacré de la patrie,
Conduis, soutiens nos bras vengeurs :
Liberté, liberté chérie,
Combats avec tes défenseurs : (*bis.*)
Sous nos drapeaux que la Victoire
Accoure à tes mâles accents :
Que les ennemis expirants
Voient ton triomphe et notre gloire !

Aux armes, citoyens, etc.

COUPLET DES ENFANTS.

Nous entrerons dans la carrière
Quand nos aînés n'y seront plus :
Nous y trouverons leur poussière
Et la trace de leurs vertus ! (*bis.*)
Bien moins jaloux de leur survie
Que de partager leur cercueil,
Nous aurons le sublime orgueil
De les venger ou des les suivre.

Aux armes, citoyens ! formez vos bataillons !

Marchez, marchez, qu'un sang impur abreuve nos sillons.

ROUGET DELISLE.

LE CHANT DU DÉPART.

UN REPRÉSENTANT DU PEUPLE.

La victoire, en chantant, nous ouvre la barrière ;

La liberté guide nos pas ;

Et du Nord au Midi, la trompette guerrière

A sonné l'heure des combats.

Tremblez, ennemis de la France,

Rois ivres de sang et d'orgueil !

Le peuple souverain s'avance ;

Tyrans, descendez au cercueil.

La République nous appelle :

Sachons vaincre ou sachons périr :

Un Français doit vivre pour elle ,
Pour elle un Français doit mourir.

CHŒUR DES GUERRIERS.

La République, etc.

UNE MÈRE DE FAMILLE.

De nos yeux maternels ne craignez point les larmes ;
Loin de nous de lâches douleurs !
Nous devons triompher, quand vous prenez les armes :
C'est aux rois à verser des pleurs.
Nous vous avons donné la vie ,
Guerriers, elle n'est plus à vous :
Tous vos jours sont à la patrie :
Elle est votre mère avant nous.

CHŒUR DES MÈRES DE FAMILLE.

La République vous appelle, etc.

DEUX VIEILLARDS.

Que le fer paternel arme la main des braves ;
Songez à nous au champ de Mars :
Consacrez dans le sang des rois et des esclaves
Le fer béni par vos vieillards ;
Et, rapportant sous la chaumière
Des blessures et des vertus,
Venez fermer notre paupière,
Quand les tyrans ne seront plus.

CHŒUR DES VIEILLARDS.

La République vous appelle, etc.

UN ENFANT.

De Barra, de Viala, le sort nous fait envie :
Ils sont morts, mais ils ont vaincu ;
Le lâche accablé d'ans n'a point connu la vie :
Qui meurt pour le peuple a vécu.
Vous êtes vaillants, nous le sommes :
Guidez-nous contre les tyrans !

Les républicains sont des hommes ;
Les esclaves sont des enfants.

CHŒUR DES ENFANTS.

La République nous appelle, etc.

UNE ÉPOUSE.

Partez, vaillants époux, les combats sont nos fêtes ;
Partez, modèles des guerriers ;
Nous cueillerons des fleurs pour en ceindre vos têtes ;
Nos mains tresseront vos lauriers.
Et, si le temple de Mémoire
S'ouvrait à vos mânes vainqueurs,
Nos voix chanteront votre gloire,
Et nos flancs portent vos vengeurs.

CHŒUR DES ÉPOUSES.

La République vous appelle, etc.

UNE JEUNE FILLE.

Et nous, sœurs des héros, nous qui de l'hyménée
Ignorons les aimables nœuds,
Si, pour s'unir un jour à notre destinée,
Les citoyens forment des vœux,
Qu'ils reviennent dans nos murailles,
Beaux de gloire et de liberté,
Et que leur sang, dans les batailles,
Ait coulé pour l'égalité !

CHŒUR DES JEUNES FILLES.

La République vous appelle, etc.

TROIS GUERRIERS.

Sur ce fer, devant Dieu, nous jurons à nos pères,
A nos épouses, à nos sœurs,
A nos représentants, à nos fils, à nos mères,
D'anéantir nos oppresseurs !
En tous lieux, dans la nuit profonde
Plongeant l'infâme royauté,

Les Français donneront au monde
Et la paix et la liberté.

CHŒUR GÉNÉRAL.

La République nous appelle, etc.

M.-J. CHÉNIER.

LE CHANT DU RETOUR.

Contemplez nos lauriers civiques ;
L'Italie a produit ces fertiles moissons.
Ceux-là croissaient pour nous au milieu des glaçons ;
Voici ceux de Fleurus, ceux des plaines belgiques.
Tous les fleuves surpris nous ont vus triomphants ;
Tous les jours nous furent prospères :
Que le front blanchi de nos pères
Soit convert des lauriers cueillis par nos enfants.

LE CHŒUR.

Tu fus longtemps l'effroi, sois l'amour de la terre,
O République des Français !
Que le chant des plaisirs succède aux cris de guerre :
La Victoire a conquis la Paix.

LES VIEILLARDS.

Chers enfants, la tombe des braves
Réclame ces lanriers moissonnés par nos mains ;
Vos frères, comme vous, ont vaincu les Germains,
Délivré les Toscans, les Belges, les Bataves.
Au séjour des héros parvenus avant vous,
Ils y tiennent vos palmes prêtes :
Leurs mains célèbrent nos fêtes ;
Unis à nos concerts, ils chantent avec nous :

LE CHŒUR.

Tu fus longtemps l'effroi, sois l'amour de la terre,
O République des Français !

Que le chant des plaisirs succède aux cris de guerre :
La Victoire a conquis la Paix.

LES BARDES.

Les Germains vaincus applaudissent.
Les bardes de la France ont élevé leur voix ;
Leur lyre prophétique a chanté vos exploits,
Et de vos noms sacrés les siècles retentissent.
La Victoire a plané sur vos fiers étendards :
Chargés de ces palmes altières,
Venez, loin des tentes guerrières,
Goûter un doux repos sous les palmes des arts.

LE CHOEUR.

Tu fus longtemps l'effroi, sois l'amour de la terre,
O République des Français !
Le chant des doux plaisirs succède aux cris de guerre :
La Victoire a conquis la Paix.

LES JEUNES FILLES.

Guerriers, votre dot est la gloire.

LES GUERRIERS.

Unissons par l'hymen et nos mains et nos cœurs.

LES JEUNES FILLES.

Et l'hymen et l'amour sont le prix des vainqueurs.

LES GUERRIERS.

Formons d'autres guerriers ; léguons-leur la victoire.

LES GUERRIERS ET LES JEUNES FILLES.

Qu'un jour à leurs accents, à leurs yeux enflammés,
On dise : Ils sont enfants des braves,
Que sourds aux tyrans, aux esclaves,
Ils accueillent toujours la voix des opprimés.

LE CHOEUR.

Tu fus long-temps l'effroi, sois l'amour de la terre,
O République des Français !

Que le chant des plaisirs succède aux cris de guerre ;
La Victoire a conquis la Paix.

UN GUERRIER, UN BARDE, UN VIEILLARD,
UNE JEUNE FILLE.

Grand Dieu, c'est ta main qui dispense
La gloire et la vertu, bienfaits dignes du ciel ;
La Victoire descend de ton trône éternel ;
Par toi la liberté vient luire sur la France.
N'éteins pas, Dieu puissant, ses rayons précieux :
Que d'âge en âge la patrie
Soit libre, puissante et chérie,
Et que nos descendants bénissent leurs aïeux.

LE CHŒUR.

Tu fus longtemps l'effroi, sois l'amour de la terre,
O république des Français !
Que le chant des plaisirs succède aux cris de guerre :
La Victoire a conquis la Paix.

M.-J. CHÉNIER.

CHANT CIVIQUE.

Veillons au salut de l'empire,
Veillons au maintien de nos droits ;
Si le despotisme conspire,
Conspirons la perte des rois ;
Liberté, Liberté, que tout mortel te rende hommage !
Tyrans, tremblez ! vous allez expier vos forfaits.
Plutôt la mort que l'esclavage !
C'est la devise des Français.

Du destin de notre patrie
Dépend celui de l'univers :
Si jamais elle est asservie,
Tous les peuples sont dans les fers.

Liberté, Liberté, que tout mortel te rende hommage !
Tyrans, tremblez ! vous allez expier vos forfaits.
Plutôt la mort que l'esclavage !
C'est la devise des Français.

Ennemis de la tyrannio,
Paraissez tous, armez vos bras ;
Du fond de l'Europe avilie,
Marchez avec nous aux combats.

Liberté, Liberté, que ce nom sacré vous rallie ;
Poursuivons les tyrans, punissons, punissons leurs forfaits.
Nous servons la même patrie,
Les hommes libres sont Français.

L'INSURRECTION PARISIENNE.

CHANT PATRIOTIQUE.

Air de la Marseillaise.

O démente, ô comble d'audace !
D'où nait partout ce sombre effroi ?
Le crime a suivi la menace,
Punissons l'attentat d'un roi. (*bis.*)
Voici des fers... voilà des armes !
Paris, quel choix pour ta fierté !
Jette un long cri de liberté,
Venge en trois jours quinze ans d'alarmes !
Aux armes, Parisiens, hâtez-vous d'accourir !
Mourir (*bis*), Liberté sainte, ou te reconquérir !

Vois-tu ces infâmes sicaires
Par le despotisme abrutis ?
Ils se font bourreaux mercenaires
Contre nous, soldats apprentis ! (*bis.*)
Eh quoi ! nous les nommons nos frères ?...
Ah ! c'est trop suspendre nos coups !
De tous côtés entendez-vous
Siffler leurs balles meurtrières ?
Aux armes, Parisiens, hâtez-vous d'accourir !
Mourir (*bis*), Liberté sainte, ou te reconquérir !

Le salpêtre soudain s'enbrase,
O Paris, pleure tes enfants !
La mitraille en vain nous écrase :
Contre elle, ils marchent triomphants ! (*bis*)
Ils disent : « Gloire à qui succombe ! »
• Marchons, la mort nous armera,
• Et chacun de nous attendra
• Qu'un frère ou qu'un ennemi tombe ! »
Aux armes, Parisiens, hâtez-vous d'accourir !
Mourir (*bis*), Liberté sainte, ou te reconquérir !

Mais quels prodiges vont éclore ?
Partout des milliers de remparts !
Partout le drapeau tricolore !
Salut à nos vieux étendards ! (*bis.*)
La Liberté vient nous les rendre.
Nos yeux sont humides de pleurs...
Au seul aspect des trois couleurs,
La Victoire est lasse d'attendre.
Aux armes, Parisiens, hâtez-vous d'accourir !
Mourir (*bis*), Liberté sainte, ou te reconquérir !

De la nuit employons les heures ;
Arrachons ces pavés sanglants,
Et du falx de nos demeures
Frappons nos assassins tremblants. (*bis.*)

Elle fuit, leur troupe homicide ;
Nos murs sont libres d'ennemis,
Voyons les tons morts ou soumis,
Ces soldats d'un roi parricide !
Aux armes, Parisiens, hâtez-vous d'accourir !
Mourir (*bis*), Liberté sainte, ou te reconquérir !

Paris, encor des rois qui tremblent ,
Encor des peuples ébranlés !
Chez nous les proscrits se rassemblent :
Ton réveil les a consolés ! (*bis*.)
L'Europe entière à ton veuvage
S'unit par un deuil fraternel.
Entends !... quel écho solennel
Des chants qui brisent l'esclavage !
Aux armes, Parisiens, hâtez-vous d'accourir !
Mourir (*bis*), Liberté sainte, ou te reconquérir !

QUATRE ANS DE RÈGNE.

AIR : *Vous qui redoutez l'esclavage.*

Dans l'air encor grondait la foudre
Sous laquelle tombent les rois ;
Près d'un trône réduit en poudre
S'élevait un nouveau pavois.
Un homme y monte : on le couronne,
Car il promet des jours plus doux :
Toujours le peuple s'abandonne
Au rois, qui se ressemblent tous !

« Il suivra la pente commune, »
Me dit tristement un vieillard.
— « Non, car il connaît l'infortune :
« Dans nos malheurs il eut sa part.
« Il fut proscrit !... et près du trône
« Jamais n'ont fléchi ses genoux !... »

Toujours le peuple s'abandonne
Aux rois, qui se ressemblent tous !

Le vieillard sourit en silence
Et s'éloigna. Partout alors,
Belle et radieuse, la France
Cédait à de joyeux transports.
Partout un nom de roi résonne :
On eût dit la fête des fous !
Toujours le peuple s'abandonne
Aux rois, qui se ressemblent tous !

Après quatre ans, grave et sévère,
Le vieillard m'apparut un jour :
— « Eh bien ! qu'a-t-il fait de sa mère ?
« Qu'avez-vous fait de votre amour ?
« Toute nation qui se donne
« Trouve un maître au lieu d'un époux.
« Toujours le peuple s'abandonne
« Aux rois, qui se ressemblent tous !

« Le vieux drapeau se décolore,
« La liberté suit l'œil en pleurs ;
« Et le trône ne veut encore
« D'autres appuis que ses flatteurs.
« La main de plomb qui nous rançonne
« Agite encore glaive et verroux :
« Toujours le peuple s'abandonne
« Aux rois, qui se ressemblent tous !

« Il suit vite les destinées
« De tout ce qui fuit et s'en va.
« Il n'a plus rien des trois journées,
« Rien du peuple qui l'éleva.
« C'est le coursier qu'on éperonne :
« L'écuyer meurt, et lui dessous :
« Toujours le peuple s'abandonne
« Aux rois, qui se ressemblent tous !

EN VENTE CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS.

POÉSIES NATIONALES ET RÉPUBLICAINES ,
DÉDIÉES AUX PATRIOTES DE 1848,
Ornées d'un beau portrait du citoyen
DE LAMARTINE.

Prix : 50 c. — Sans portrait : 25 c.

LE
PEUPLE EN ACTION,
TRAITS DE BRAVOURE,
DE
GÉNÉROSITÉ, DE DÉSINTÉRESSEMENT
DES
PATRIOTES PARISIENS
PENDANT LES JOURNÉES DE LA RÉVOLUTION DE 1848.

Illustré d'un dessin représentant la

Prise du Château-d'Eau

LE 24 FÉVRIER 1848.

Prix : 50 centimes.

Sans dessin : 25 c.

POÉSIES

NATIONALES ET RÉPUBLICAINES

DÉDIÉES AUX PATRIOTES DE 1848.

Ornées d'un beau portrait du citoyen

LAMARTINE.

Prix : 50 centimes.

Sans portrait : 25 c.

Homme ! l'homme est ton frère et votre père est Dieu

(LAMARTINE, *la Chute d'un ange.*)

Dans ces jours de crise sociale, tout homme
qui vit pleinement, a deux tributs à payer :
un à son temps, un à la postérité ; au temps
les efforts obscurs du citoyen, à l'avenir les
idées du philosophe ou les chants du poète.

(LAMARTINE.)

PARIS,

BARBA,

4 BIS, RUE DE LA PAIX.

GARNOT,

7, RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ.

1848

Imprimerie de RAYNAL, à Rambouillet.

POÉSIES

NATIONALES ET RÉPUBLICAINES.

DÉDIÉES AUX PATRIOTES DE 1848.

HYMNE

POUR LA FÊTE DE LA RÉVOLUTION

14 JUILLET 1790.

Il est venu le jour où depuis une année,
Les destins de la France ont fini ses revers :
Accpurez, citoyens ; cette auguste journée
A rompu nos antiques fers.

Français, offrons à Dieu l'hymne patriotique ;
Mélons à nos serments des chants pleins de fierté :
Gourons sur le lieu même, autrefois despotique,
Où naquit notre liberté.

Gravons sur les débris de ces tours formidables
Le récit du combat, les exploits des vainqueurs,
Les lois de notre empire et les noms respectables
De nos premiers législateurs.

.
.

Dieu du peuple et des rois, des cités, des campagnes
De Luther, de Calvin, des enfans d'Israël,
Toi que le Guèbre adore au pied de ses montagnes
En invoquant l'astre du ciel !

Ici sont rassemblés sous ton regard immense
De l'empire français les fils et les soutiens,
Célébrant devant toi leur bonheur qui commence ;
Égaux à leurs yeux comme aux tiens.

D'un mortel isolé, connaissant la faiblesse,
D'un mortel citoyen sentant la dignité,
Forts de leur union, sans maître, sans noblesse,
Agrandis par l'égalité.

.
.

Rappelons-nous ces temps où des tyrans sinistres
Du peuple assujéti foulaient aux pieds les droits :
Ces temps si près de nous, où d'infâmes ministres
Trompaient les peuples et les rois.

Des brigands féodaux les rejetons gothiques
Alors à nos vertus opposaient leurs aïeux,
Et le glaive à la main, des prêtres fanatiques
Versaient le sang au nom des cieux.

Princes, nobles, prélats, nageaient dans l'opulence ;
Le peuple gémissait de leurs prospérités ;
Du sang de l'opprimé, des pleurs de l'indigence
Leurs palais étaient cimentés.

En de pieux cachots, l'oisiveté stupide,
Afin de plaire à Dieu reléguait les mortels :
Des martyrs, périssant par un long suicide,
Blasphémaient au pied des autels,

L'injustice des rois, toujours si bien servie,
Penplait d'infortunés un repaire odieux ;
Au fond de ce tombeau, condamnés à la vie,
Ils expiraient sans voir les ciens.

Ils n'existeront plus ces abus innombrables !
La sainte Liberté les a tous effacés ;
Ils n'existeront plus ces monuments coupables !
Son bras les a tous renversés.

Dix ans sont écoulés, nos vaisseaux, rois de l'ondo ,
Pour fonder sa puissance ont traversé les mers ;
Elle vient maintenant des bords du Nouveau-Monde
Régner sur l'antique univers.

De nos champs renommés elle aborde la rive ;
Ses pas sont entourés de citoyens guerriers ;
Elle tient dans ses mains et le glaive et l'olive ;
Son front est convert de lauriers.

Au milieu des périls, Lafayette est son guide :
Depuis qu'en Amérique il devint son appui,
Elle a suivi partout sa prudence intrépide ;
Elle est toujours auprès de lui.

La mère des vertus, des talents, du génie,
La liberté réside au sein de nos remparts ;
Nous verrons la sagesse à l'éloquence unie,
Les mœurs, le courage et les arts.

Nous verrons désormais, ainsi que dans Athènes,
Chez un peuple sensible et de la gloire épris,
Socrate et Périclès, Sophocle et Démosthènes.
Orner le superbe Paris.

Soleil qui, parcourant ta route accoutumée,
Donnes, ravis le jour, et règles les saisons ;
Qui, versant des torrents de lumière enflammée,
Mûris nos fertiles moissons ;

Feu pur, œil éternel, âme et ressort du monde,
Puisse-tu des Français admirer la splendeur !
Puisse-tu ne rien voir dans ta course féconde,
Qui soit égal à leur grandeur !

Malheur au despotisme ! et que l'Europe entière,
Du sang des oppresseurs engraisant ses sillons,
Soit pour notre déesse un vaste sanctuaire
Qui dure autant que les rayons !

Que des siècles trompés le long crime s'expie !
Le ciel, pour être libre, a fait l'humanité ;
Ainsi que le tyran, l'esclave est un impie
Rebelle à la divinité.

CALNIER.

LES ROIS.

Si l'homme dut avoir un maître,
Le seul qui fut digne de l'être,
Le seul qui mérita de seconder les dieux,
C'est un sage, roi de lui-même,
Et qui de tout l'éclat dont il brille à nos yeux.
N'emprunte rien au diadème.

Mais ce mortel sublime et juste,
Ce monarque vraiment auguste,
Refusa d'un vain rang le dangereux honneur ;
Et sa gloire serait flétrie
S'il eût pu consentir au funeste bonheur
De commander à sa patrie.

Ainsi la Force aux mains sanglantes,
L'Orgueil aux brigues insolentes,
Conquérrants de la terre, en devinrent les rois :
Ainsi leur race criminelle,
A son trône de fer sut enchaîner des lois
Qui n'auraient tonné que sur elle.

De là ces publiques furies,
Ces prodiges de barbaries,
Néron, Caligula, ces monstres couronnés,
Dont la rage en crimes féconde,
Pour frapper d'un seul coup les peuples consternés,
N'eût voulu qu'une tête au monde.

Possesseur aveugle et bizarre
Du champ public dont il s'empare,

Au lieu de cultiver, le despote détruit ;
C'est le Canadien sauvage ;
Il coupe l'arbre au pied pour en cueillir le fruit :
Sa jouissance est le ravage.

Mais si l'encensoir fanatique
Joint à la hache despotique
Jure de l'Univers l'esclavage éternel ;
C'est alors que la race humaine,
Sous le poids écrasant du trône et de l'autel,
Rampe et meurt en baisant sa chaîne.

Tel on voit l'animal utile,
Qui, traçant un sillon fertile,
Engraisse à ses dépens son maître et son bourreau,
Sous le joug il use sa vie ;
Et pour prix de sa peine il meurt sous le couteau,
Et de la main qu'il a nourrie.

O toi que la pourpre environne !
Ne vante point l'éclat du trône,
Si tu le dois au sang d'aïeux usurpateurs ;
Mais si, par un libre suffrage,
Les peuples l'ont donné, ces peuples bienfaiteurs
Devaient-ils craindre leur ouvrage ?

Rois, déposez votre tonnerre :
Implorez l'amour de la terre :
Renvorsez, détruisez ces exécrables tours,
Ces repaires du despotismo,
Et sur leurs noirs débris élevez pour toujours
Un autel au patriotisme.

.
.

Voulez-vous mériter l'empire ?
De l'humanité qui soupire,
Calmez, séchez vos pleurs : craignez de perdre un jour !
Condamnés à l'orgueil du trône,

A force de vertus, et de soins et d'amour,
Rois, expiez votre couronne.

Malheur au roc inaccessible
Dont la cime aride et terrible,
De sa hauteur stérile épouvante les yeux !
Gloire à ces montagnes fécondes
Qui semblent n'élever leurs têtes dans les cieux,
Que pour mieux prodiguer leurs ondes !

Loin des oreilles souveraines,
O vous, dangereuses syrènes,
Vous qui les chatouillez de sons adulateurs !
Et toi, Vérité noble et sainte,
Perce à travers la foule et l'encens des flatteurs ;
Parle sans détours et sans crainte.

Qu'à ta voix frissonne et pâlisse
Ce lâche et perfide Narcisse,
Des passions du maître, esclave sans pudeur,
Qui de sa couronne éclipsée
Emprunte effrontément une vile splendeur,
Prix infâme du caducée.

Brise les cachets tyranniques
De ces oppresseurs politiques,
Du pâle citoyen, nocturnes ennemis !
Si leur vengeance est légitime,
Qu'à la sainte clarté du flambeau de Thémis
Elle ose frapper sa victime.

.
.

Éteins les guerres homicides,
Que le souffle des Euménides
Ne fasse plus rugir les bronzes enflammés !
Fermes ces bouches effrayantes
Qui lançaient le courroux des citoyens armés
Et leurs réponses foudroyantes !

Il est de ces vainqueurs sauvages
Dont le char traîne les ravages,
Rois dévorant leur peuple au milieu des combats :
Mais il en est dont la faiblesse
Laisse à pas indolents descendre leurs États
dans le tombeau de la mollesse.

Au sein des nymphes d'Amathonte,
Voyez-les endormis sans honte,
Sacrifier leur gloire aux lâches voluptés,
Et d'amour esclaves suprêmes,
Sur le front insolent des plus viles beautés
Humilier leurs diadèmes.

Le trône n'a pu les absoudre :
Ils avaient usurpé la foudre,
Et de l'encens des dieux enivré leur orgueil :
Mais frappés d'une mort impure
Ils vont au lieu funèbre où le ver du cercueil
Attend sa royale pâture.

.
.

Tyrans ! les nations sommeillent...
Ah ! si jamais ils se réveillent
Ces peuples souverains détrônés par les rois !
Si les abus de la puissance
Rendaient à l'homme enfin le premier de ses droits,
La douce et fière indépendance !

LEBRUN.

HYMNE

A LA LIBERTÉ ET A L'ÉGALITÉ.

Présent des cienx, auguste liberté,
Viens épancher tes bienfaits sur la France,
Et qu'avec toi la douce égalité
Fasse de nous une famille immense.

Peuples, craignez d'abuser de vos droits :
Que la loi seule en dirige l'usage ;
Car l'insensé qui viole les lois
Est un tyran qui court à l'esclavage.

La liberté n'est donc que dans la loi ;
La loi, de tous la volonté suprême,
c'est mon ouvrage, elle est faite par moi ;
Soumis aux lois, j'obéis à moi-même.

L'égalité, la balance à la main,
Pèse nos droits civils et politiques ;
Elle répand sur chaque citoyen
Et les bienfaits et les charges publiques.

Mais viendra-t-elle ôter à l'ouvrier
Les fruits heureux d'une longue industrie ?
Et le suyard aura-t-il le laurier
Du citoyen qui sauva la patrie ?

Non, elle est juste : aux vertus, aux talents,
Pour nous servir, elle ouvre la carrière ;
Elle préfère aux vices opulents,
L'humble vertu qui couvre la chaumière.

Qu'un magistrat me juge au tribunal,
Des lois en lui j'honore l'interprète ;
Mais hors de là je marche son égal,
Et de la loi, le glaive est sur sa tête.

Si vous voulez garder la liberté,
Français, prenez des mœurs républicaines :
Respect aux lois, droiture, probité,
Faites un choix... des vertus ou des chatnes.

DESMAREST.

LA VARSOVIENNE.

Il s'est levé, voici le jour sanglant !
Qu'il soit pour nous le jour de délivrance.

Dans son essor, voyez notre aigle blanc
Les yeux fixés sur l'arc-en-ciel de France :
Au soleil de juillet, dont l'éclat fut si beau,
Il a repris son vol, il fend les airs, il crie :

Pour ma noble patrie,
Liberté, ton soleil ou la nuit du tombeau !

Polonais, à la baïonnette !

C'est le cri par nous adopté :

Qu'en roulant le tambour répète :

A la baïonnette !

Vive la liberté !

« Guerre ! à cheval, Cosaques des déserts,

Sabrons, dit-il, la Pologne rebelle.

Point de Balkans ! ses champs nous sont ouverts ;

C'est au galop qu'il faut passer sur elle. »

Halte ! n'avancez pas : ces Balkans sont nos corps ;

La terre où nous marchons ne porte que des braves,

Rejette les esclaves,

Et de ses ennemis ne garde que les morts.

Polonais, etc.

Pour toi, Pologne, ils combattront tes fils,

Plus fortunés qu'au temps où la Victoire

Mêlait leur cendre aux sables de Memphis,

Où le Kremlin s'écroula sous leur gloire.

Des Alpes au Thabor, de l'Èbre au Pont-Euxin,

Ils sont tombés vingt ans sur la rive étrangère :

Cette fois, ô ma mère,

Ceux qui mourront pour toi dormiront sur ton sein.

Polonais, etc.

Viens, Kosciuzko, que ton bras frappe au cœur

Cet ennemi qui parle de clémence :

En avait-il quand son sabre vainqueur

Noyait Praga dans un massacre immense ?

Tout son sang va payer le sang qu'il prodigua :

Cette terre en a soif, qu'elle en soit arrosée ;

Faisons sous sa rosée

Reverdir le laurier des martyrs de Praga.

Polonais, etc.

Allons, guerriers, un généreux effort !
Nous les vaincrons, nos femmes les défient.
O mon pays, montre au géant du Nord
Le saint anneau qu'elles te sacrifient.

Que par notre victoire il soit ensanglanté.

Marche, et fais triompher au milieu des batailles

L'anneau de fiançailles

Qui t'unit pour toujours avec la Liberté.

Polonais, etc.

A nous, Français ; les balles d'Iéna
Sur ma poitrine ont inscrit mes services ;

A Marengo le fer la sillonna ;

De Chanpaubert comptez les cicatrices.

Vaincre ou mourir ensemble autrefois fut si doux...

Nous étions sous Paris. Pour de vieux frères d'armes

N'aurez-vous que des larmes ?

Frères, c'était du sang que nous versions pour vous !

Polonais, etc.

O vous du moins dont le sang glorieux
S'est dans l'exil, répandu comme l'onde,
Pour nous bénir, mânes victorieux,
Relevez-vous de tous les points du monde.

Qu'il soit vainqueur ce peuple, ou martyr comme vous.

Sous le bras du géant qu'en mourant il retarde,

Qu'il tombe à l'avant-garde,

Pour couvrir de son corps la liberté de tous !

Polonais, etc.

Sonnez, clairons ! Polonais à ton rang !

Suis sous le feu ton aigle qui s'élance.

La Liberté bat la charge en courant,

Et la victoire est au bont de ta lance.

Victoire à l'étendard que l'exil ombragea

Des lauriers d'Austerlitz, des palmes d'Idumée.

Pologne bien-aimée,
Qui vivra sera libre, et qui meurt l'est déjà.
Polonais à la baïonnette !
C'est le cri par nous adopté ;
Qu'en roulant le tambour répète :
A la baïonnette !
Vive la liberté !

CASIMIR DELAVIGNE.

LA TRICOLORE.

Voilà ce drapeau tricolore,
Glorieux enfants de Paris !
Vos bras l'ont reconquis encore,
Nous le saluons de nos cris.
L'Europe tremble quand il brille
Sur le front de nos jeunes rangs.
C'est la Méduse des tyrans,
C'est le drapeau de la Bastille !
Plane sur nos soldats, astre de liberté ;
Honneur au grand Paris qui t'a ressuscité !

De nos gloires longtemps flétries
Déchirons le hideux tableau ;
La Franco a pris aux Tuileries
Sa revanche de Waterloo.
Légions de la vieille armée,
Saluez le noble étendard ;
Il est jeune encor, mais plus tard
Il se ternira de fumée :
Plane sur nos soldats, astre de liberté ;
Honneur au grand Paris qui t'a ressuscité.

Son triomphe, nouvelle Sparte,
Sur ton sol restera gravé ;
Chaque lettre de notre Charte
Est écrite sur un pavé :
Si troublant cette grande fête,
L'Europe nous jetait un roi,

Avec les tables de la loi
Que le peuple écrase sa tête.
Plane sur nos soldats, astre de liberté;
Honneur au grand Paris qui t'a ressuscité.

De notre gloire vieil emblème,
Sur la colonne il s'est placé;
Et des Bourbons le drapeau blême
Comme un spectre s'est effacé.
Les héros ciselés d'Arcole,
La garde gravée au burin,
Suivent la spirale d'airain,
Pour le revoir sur la coupole.
Plane sur nos soldats, astre de liberté;
Honneur au grand Paris qui t'a ressuscité.

Il part de la place Vendôme
De ce vol qui glaçait les rois;
Sur chaque tour, sur chaque dôme,
Ses larges plis cachent la croix.
Déployons dans l'air notre histoire
Aux yeux de nos frères lointains;
Ils liront leurs nouveaux destins
Sur ce télégraphe de gloire.
Plane sur nos soldats, astro de liberté;
Honneur au grand Paris qui t'a ressuscité !

Que notre flotte ramenée,
Noyant le signe des trois fleurs,
Sur la mer Méditerranée
Se pavoise des trois couleurs;
Que les peuples semés sur l'onde,
Nos frères de tous les climats,
En les saluant sur nos mâts,
Chantent la liberté du monde.
Plane sur nos soldats, astre de liberté,
Honneur au grand Paris qui t'a ressuscité !

.

BARTHÉLEMY ET MÉRY.

Imprimerie de RAYNAL, à Rambouillet.

EN VENTE CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS.

CHANTS NATIONAUX ET PATRIOTIQUES

DÉDIÉS AUX RÉPUBLICAINS DE 1848.

In-8 orné d'un beau portrait du citoyen

BÉRANGER,

Prix : 50 c. — Sans portrait, 25 c.

LES

BARRICADES,

Scènes les plus saisissantes

DES JOURNÉES DE LA RÉVOLUTION DE 1848.

In-8 illustré d'un beau dessin représentant

LA BARRICADE DU FAUBOURG MONTMARTRE.

Prix : 50 c. — Sans dessin, 25 c.

MORCEAUX

D'ÉLOQUENCE CIVIQUE.

FLAMBEAU DES CLUBS.

« Oui, la fraternité des peuples est désormais
» établie. Quelque temps encore, et le mot de
» *sainte-alliance*, se rapportant aux peuples,
» tous unis dans un même sentiment, recevra la
» plus heureuse réhabilitation. »
(*Discours aux Portugais, par*

CRÉMIEUX.

Prix : 25 centimes.

PARIS,

GARNOT,

7, RUE PAVÉE SAINT-ANDRÉ,



BARBA.

4 BIS, RUE DE LA PAIX,

1848

IMPRIMERIE DE RAYNAL, A RAMBOUILLET.

MORCEAUX

D'ÉLOQUENCE CIVIQUE:

L'AMOUR DES HOMMES.

O humanité, penchant généreux et sublime, qui vous annoncez, dans notre enfance, par les transports d'une tendresse naïve; dans la jeunesse, par la témérité d'une confiance aveugle; dans le courant de notre vie, par la facilité avec laquelle nous contractons de nouvelles liaisons! O cris de la nature, qui retentissez d'un bout de l'univers à l'autre, qui nous remplissez de remords, quand nous opprimons nos semblables, d'une volupté pure, quand nous pouvons les soulager! O amour, ô amitié, ô bienfaisance, sources intarissables de biens et de douceurs, les hommes ne sont malheureux que parce qu'ils refusent d'entendre votre voix! O Dieu! auteur de si grands bienfaits! l'instinct pouvait sans doute, en rapprochant des êtres accablés de besoins et de maux, prêter un soutien passager à leur faiblesse; mais il n'y a qu'une bonté infinie comme la vôtre qui ait pu former le projet de nous rassembler par l'attrait du sentiment et répandre, sur ces grandes associations qui couvrent la terre, une chaleur capable d'en éterniser la durée.

Cependant, au lieu de nourrir ce feu sacré, nous permettons que de frivoles dissensions, de vils intérêts travaillent sans cesse à l'éteindre. Si l'on nous disait que deux inconnus, jetés par hasard dans une île déserte, sont parvenus à trouver, dans leur union des charmes qui les dédommagent du reste de l'univers; si l'on nous disait qu'il existe une famille uniquement occupée à fortifier les liens du sang par les liens de l'amitié; si l'on nous

disait qu'il existe, dans un coin de la terre, un peuple qui ne connaît d'autre loi que celle de s'aimer, d'autre crime que de ne s'aimer pas assez, qui de nous oserait plaindre le sort de ces deux inconnus ? Qui ne désirerait appartenir à cette famille ! qui ne volerait à cet heureux climat ! O mortels ignorants et indignes de votre destinée ! il n'est pas nécessaire de traverser les mers pour découvrir le bonheur ; il peut exister dans tous les états, dans tous les temps, dans tous les lieux, dans vous, autour de vous, partout où l'on aime.

BARTHÉLEMY.

Ah ! ne prostituez pas ces mots de patrie et de patriotisme ! Il est donc bien magnanime l'effort de donner une portion de son revenu pour sauver tout ce qu'on possède ! Eh ! Messieurs, ce n'est là que de la simple arithmétique ; et celui qui hésitera ne peut désarmer l'indignation que par le mépris que doit inspirer sa stupidité. Oui, Messieurs, c'est la prudence la plus ordinaire, la sagesse la plus triviale, c'est votre intérêt le plus grossier que j'invoque. Je ne vous dis plus : Eh ! quels titres avez-vous à la liberté ? quels moyens vous resteront pour la maintenir, si, dès votre premier pas, vous surpassez les turpitudes des gouvernements les plus corrompus ; si le besoin de votre concours et de votre surveillance n'est pas le garant de votre constitution ?... Je vous dis : Vous serez tous entraînés dans la ruine universelle, et les premiers intéressés au sacrifice que le gouvernement vous demande, c'est vous-mêmes.

Votez donc ce subside extraordinaire, et puisse-t-il être suffisant ! Votez-le, parce que si vous avez des doutes sur les moyens (doutes vagues et non éclairés), vous n'en avez pas sur sa nécessité et sur notre impuissance à le remplacer, immédiatement du moins. Votez-le, parce que les circonstances publiques ne souffrent aucun retard, et que nous serions comptables de tout délai. Gardez-vous de demander du temps : le malheur n'en accorde jamais ! Eh ! Messieurs, à propos d'une ridicule motion

du Palais-Royal, d'une risible insurrection, qui n'eut jamais d'importance que dans les imaginations faibles ou les desseins pervers de quelques hommes de mauvaise foi, vous avez entendu naguère ces mots forcenés : *Catilina est aux portes de Rome, et l'on délibère!* Et certes, il n'y avait autour de nous ni Catilina, ni périls, ni factions, ni Rome... Mais aujourd'hui, la banqueroute, la hideuse banqueroute est là, qui menace de consumer vous, vos propriétés, votre honneur... et vous délibérez.

MIRABEAU.

Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il sera nécessaire de donner à cette adoption de la patrie une grande solennité; mais je le dirai : voilà les fêtes qui conviennent désormais à un peuple libre, voilà les cérémonies patriotiques, et par conséquent religieuses, qui doivent rappeler aux hommes, d'une manière éclatante, leurs droits et leurs devoirs. Tout y parlera d'égalité; toutes les distinctions s'effaceront devant le caractère de citoyen; on ne verra que les lois et la patrie. Je désirerais que ce serment, rendu plus auguste par un grand concours de témoins, fût le seul auquel un citoyen français fût appelé; il embrasse tout, et en demander un autre, c'est supposer un parjure.

MIRABEAU.

(Discours sur l'inscription civique.)

Ceux qui osent prononcer l'infâme mot de banqueroute, veulent-ils donc une société d'animaux féroces et non d'hommes justes et libres? Quel est le Français qui oserait envisager un de ses concitoyens malheureux, quand il pourrait se dire à soi-même : J'ai contribué, pour ma part, à empoisonner l'existence de plusieurs millions de mes semblables? Serions-nous cette nation à qui ses ennemis mêmes accordent la fierté de l'honneur, si les étrangers pouvaient nous flétrir du titre de nation banqueroutière, et nous accuser de n'avoir repris notre liberté et nos forces que pour commettre des attentats dont le despotisme

avait horreur ? Peu importerait de protester que nous n'avons jamais prémédité ce forfait exécrable. Ah ! les cris des victimes, dont nous aurions rempli l'Europe, protesteraient plus haut contre nous ! Il faut agir, il faut des mesures promptes, efficaces, certaines. Qu'il disparaisse enfin, ce nuage trop longtemps suspendu sur nos têtes, qui, d'une extrémité de l'Europe à l'autre, jette l'effroi parmi les créanciers de la France, et peut devenir plus funeste à nos ressources nationales que les fléaux terribles qui ont ravagé nos campagnes.

(*Adresse aux Commettants*, 2 octobre 89.)

Tous les hommes naissent égaux et libres ; aucun d'eux n'a plus de droit que les autres de faire usage de ses facultés naturelles ou acquises ; ce droit, commun à tous, n'a d'autre limite que la conscience même de celui qui l'exerce, laquelle lui interdit d'en faire usage au détriment de ses semblables.

(Art I^{er}, *Déclaration des Droits de l'Homme*.)

Oui, c'est parce que le nom de *peuple* n'est pas assez respecté en France, parce qu'il est obscurci, couvert de la rouille du préjugé, parce qu'il nous présente une idée dont l'orgueil s'alarme, et dont la vanité se révolte, parce qu'il est prononcé avec mépris dans les chambres aristocratiques ; c'est pour cela même, Messieurs, que je voudrais, c'est pour cela même que nous devons imposer non seulement de le relever, mais de l'ennoblir, de le rendre désormais respectable aux ministres et cher à tous les cœurs !... Ah ! si le choix de ce nom rendait au peuple abattu de la fermeté, du courage !.. Mon âme s'élève en contemplant dans l'avenir les heureuses suites que ce nom peut avoir ! Le peuple ne verra plus que nous, et nous ne verrons plus que le peuple ; notre titre nous rappellera nos devoirs et nos forces. A l'abri d'un nom qui n'effarouche point, qui n'alarme point, nous jetons un germe, nous le cultiverons, nous en écarterons les ombres funestes qui voudraient l'étouffer, nous

le protégerons, nos derniers descendants seront assis sous l'ombrage bienfaisant de ses branches immenses.

Les amis de la liberté choisissent le nom qui les sert le mieux, non celui qui les flatte le plus.

BARNAVE.

Lors de la première assemblée constituante, la noblesse elle-même, dit M. Mignet, fit cause commune avec les membres du tiers-état pour assurer l'exécution du mandat de faire une constitution.

Ainsi M. de Virieu dit avec énergie : « Réunis pour la constitution, faisons la constitution : resserrons nos liens mutuels ; renouvelons, confirmons, consacrons les glorieux arrêtés du 17 juin ; jurons tous, oui, jurons tous les ordres réunis d'être fidèles à ces illustres arrêtés qui seuls peuvent aujourd'hui sauver le royaume. » « *La constitution sera faite*, ajouta le duc de Larochehoucault, *ou nous ne serons plus.* »

Après la prise de la Bastille, le roi Louis XVI ayant exprimé l'intention de se rendre au sein de l'assemblée nationale pour lui faire connaître ses bonnes intentions, cette nouvelle causa d'abord des transports de joie ; mais Mirabeau représenta à ses collègues qu'il ne convenait point de s'abandonner à des applaudissements prématurés. « Attendons, dit-il, que Sa Majesté nous fasse connaître les bonnes intentions qu'on nous annonce de sa part. Le sang de nos frères coule à Paris. Qu'un morne respect soit le premier accueil fait au monarque par les représentants d'un peuple malheureux : le silence des peuples est la leçon des rois. »

DÉCHÉANCE DE LOUIS XVI.

Régénérateurs de l'empire, suivez invariablement votre ligne ; vous avez montré que vous aviez le courage de détruire les abus de la puissance ; vous avez montré que vous aviez tout ce qu'il

faut pour mettre à la place de sages et d'heureuses institutions : prouvez que vous avez la sagesse de les protéger et de les maintenir. La nation vient de donner une grande preuve de force et de courage; elle a solennellement mis au jour, et par un mouvement spontané, tout ce qu'elle pouvait opposer aux attaques dont on la menaçait. Continuez les mêmes précautions; que nos limites, que nos frontières soient puissamment défendues. Mais au moment où nous manifestons notre puissance, prouvons aussi notre modération; présentons la paix au monde, inquiet des événements qui se passent au milieu de nous; présentons une occasion de triomphe à tous ceux qui, dans les pays étrangers, ont pris intérêt à notre révolution ! Ils nous crient de toutes parts : Vous êtes puissants, soyez sages, soyez modérés; c'est là que sera le terme de votre gloire; c'est ainsi que vous montrerez que, dans des circonstances diverses, vous savez employer des talents, des moyens et des vertus diverses.

BARNAVE.

La liberté est devenue créancière de tous les citoyens; les uns lui doivent leur industrie, les autres leur fortune; ceux-ci leurs conseils, ceux-là leurs bras; tous lui doivent leur sang. Ainsi donc, tous les Français, tous les sexes, tous les âges, sont appelés par la patrie à défendre la liberté; toutes les facultés physiques ou morales, tous les moyens politiques ou industriels lui sont acquis; tous les métaux, tous les éléments sont ses tributaires. Que chacun occupe son poste dans le mouvement national et militaire qui se prépare. Les jeunes gens combattront, les hommes mariés forgeront les armes, transporteront les bagages et l'artillerie, prépareront les subsistances; les femmes travailleront aux habits des soldats, feront des tentes et porteront leurs soins hospitaliers dans les asiles des blessés; les enfants mettront le vieux linge en charpie; et les vieillards, reprenant la mission qu'ils avaient chez les anciens, se feront porter sur les places publiques; ils y enflammeront le courage des jeunes guerriers, ils propageront la haine des rois et l'unité de la répu-

blique. Les maisons nationales seront converties en casernes, les places publiques en ateliers, le sol des caves servira à préparer le salpêtre, tous les chevaux de selle seront requis pour la cavalerie, tous les chevaux de voitures pour l'artillerie; les fusils de chasse, de luxe, les armes blanches et les piques suffiront pour le service de l'intérieur. La république n'est plus qu'une grande ville assiégée; il faut que la France ne soit plus qu'un vaste camp.

BARRÈRE.

Lorsque l'on discutait à l'assemblée nationale la confiscation des biens du clergé, M. de Montlosier s'écria avec énergie : « Vous voulez les chasser de leurs palais ? eh bien ! ils se réfugieront dans la cabane du pauvre qu'ils ont souvent nourri et consolé. Vous voulez leur arracher leur croix d'or ? eh bien ! ils prendront une croix de bois ; et c'est une croix de bois qui a sauvé le monde. »

Profitons des leçons de l'expérience. Nous pouvons bouleverser les empires par des victoires ; mais nous ne ferons de révolutions chez les peuples que par le spectacle de notre bonheur. Nous voulons renverser les trônes, prouvons que nous savons être heureux avec une république ! si nos principes se propagent avec tant de lenteur chez les nations étrangères, c'est que leur éclat est obscurci par des sophismes anarchiques, des mouvements tumultueux et surtout par un crêpe ensanglanté.

Lorsque les peuples se prosternèrent pour la première fois devant le soleil, pour l'appeler le père de la nature, pensez-vous qu'il fût voilé par ces nuages destructeurs qui portent les tempêtes ! Non, sans doute ; brillant de gloire, il s'avancait alors dans l'immensité de l'espace, et répandait sur l'univers la fécondité et la lumière !

Eh bien ! dissipons, par notre fermeté, ces nuages qui enveloppent notre horizon politique ! foudroyons l'anarchie, non moins ennemie de la liberté que le despotisme ! fondons la li-

berté sur les lois et une sage constitution ! bientôt vous verrez les trônes s'écrouler, les sceptres se briser, et les peuples, étendant leurs bras vers vous, proclamer, par des cris de joie, la fraternité universelle.

VERGNIAUD.

Pendant un quart de siècle, presque tous nos citoyens ont été soldats : depuis la paix, nos soldats sont redevenus citoyens. Souvenirs, sentiments, espérances, tout fut, tout est resté commun entre la masse du peuple et notre vieille armée. Aussi les paroles qui s'élèvent de cette tribune, pour consoler de nobles misères, sont-elles recueillies avec avidité jusque dans les moindres hameaux : il y a de l'écho en France, quand on prononce ici les noms d'honneur et de patrie.

Après une discussion entraînant et irrésistible, après avoir dit que la réduction du traitement réduit à l'aumône un grand nombre de légionnaires, l'orateur s'écrie :

Oui, Messieurs, à l'aumône ! Qui de nous n'a pas vu des hommes, naguère ennoblis par le commandement, que la faim condamne aujourd'hui aux travaux les plus grossiers ? Qui de nous n'en rencontre pas tous les jours, qu'une noble pudeur force à cacher, sous leurs vêtements délabrés, le ruban que leur sang a rougi ? Qui de nous n'a pas déposé le denier de la veuve dans des mains mutilées par le fer de l'ennemi.

FOY.

(Sur la réduction du traitement de la Légion-d'Honneur.)

On a dit que le perfectionnement de l'agriculture et le bonheur des paysans étaient l'œuvre de la révolution ; on a dit une vérité ; c'est la révolution qui les a rendus propriétaires, qui leur a donné des champs, des jardins, de bons vêtements. C'est par elle qu'ils voyagent dans des diligences suspendues ; c'est par elle qu'ils sont heureux, c'est par elle qu'ils ont contracté des habitudes d'aisance dont ils ne se déferont pas assez. Et pourquoi, malgré les fautes de l'administration, la France jouit-elle de ce temps calme ? C'est parce que la propriété est divisée ; c'est parce qu'il y a beaucoup de propriétaires, et qu'ils sont intéressés au maintien de l'ordre ; mais qu'il vienne un jour où, pour refaire la grande propriété, on menace la propriété nouvelle, que le privilège reparaîsse, et vous verrez ce qui arrivera !

Foy.

Fermer la bouche du pauvre qui souffre, ce n'est pas détruire la douleur ; dissoudre une réunion d'ouvriers qui cherchent une meilleure répartition du salaire, qui veulent s'entraider les uns les autres, améliorer leur existence, marcher, en se donnant la main, vers une vie moins dure, c'est s'opposer au progrès social, c'est attenter aux droits de l'humanité, c'est manquer non seulement de charité et de christianisme, mais de sagesse vulgaire et de politique. »

GARNIER-PAGÈS.

(1834. — *Loi sur les Associations.*)

Mais il est inutile de raisonner avec vous et les hommes emportés et ignorants qui constituent votre parti à la chambre des lords. Ils ont tenu un conseil de guerre dans votre palais ; et, en sortant de cette cabale, qui ressemblait plutôt à un divan de Turcs qu'à une assemblée d'Anglais, ils ont frappé de leur *veto* toute disposition législative favorable à l'Irlande. Votre coterie est arrivée au dernier terme de la folie. De qui se compose cette troupe insensée que vous menez au combat ? Winchilsea, plongé

dans le fanatisme, Lyndhurst, flottant entre la dextérité du légiste et l'apostasie politique, Newcastle, balbutiant son intelligible arrogance, Kenyon, enflé de rapsodies orangistes, et le sinécuriste Ellenborough, rabâchant son plat torysme. Je suis fatigué de cette triste revue. Et ce seraient là les maîtres du peuple anglais ! les arbitres absolus et irresponsables de ses destinées ! Quelle absurdité de parler de libertés et de droits constitutionnels, de garanties sociales, si ces hommes doivent demeurer les régulateurs sans contrôle de tout ce qui est cher aux âmes libres !

O'CONNEL au duc de Wellington.

Une députation de la *Fraternité*, société d'assurance mutuelle pour les employés et ouvriers des deux sexes contre les maladies et blessures, étant venue apporter au gouvernement provisoire l'adhésion de l'association à la république.

M. Lamartine, membre du gouvernement provisoire, a répondu :

Citoyens, vous avez admirablement compris quel est le vrai sens de la révolution que vous nous avez aidé à conquérir, et que nous travaillons en ce moment à organiser.

Cette révolution n'est pas seulement un changement politique qui emporte et rapporte une dynastie, ou le personnel d'un pouvoir au sommet des affaires pour laisser subsister les mêmes principes. C'est une révolution fondamentale, c'est une révolution faite par le peuple ; elle a pour premier besoin et pour premier devoir de consacrer l'institution populaire que votre charité fraternelle vous a fait devancer. La pensée que vous avez réalisée dans votre institution est précisément la pensée fondamentale qui inspire tous les actes du gouvernement nouveau, si vous continuez à lui prêter le concours énergique et modéré que vous lui avez prêté jusqu'à ce jour.

Cette pensée de fraternité, nous l'avons inscrite sous un autre

nom au frontispice de notre nouvelle république. En effet, les républiques précédentes n'étaient que des républiques de parti ; nous voulons que celle-ci soit la république de la nation tout entière ; que, par l'accessibilité à toutes les fonctions publiques, à toutes les puissances, à toutes les lumières de la civilisation, elle appartienne à toutes les classes que vous avez en pour but de secourir dans votre institution.

C'est là, soyez-en certains, la pensée profonde, la conviction du gouvernement provisoire dans tous ses membres ; c'est cette seule pensée qui nous donne le courage de rester encore quelques jours à la tête des affaires.

Recevez, par mon faible organe, le remerciement du gouvernement provisoire tout entier, non-seulement pour ce que vous avez fait, mais pour ce que vous ferez dans l'avenir. Si les gouvernements précédents ont négligé de convertir en institution de l'État la belle institution dont vous avez donné le bon exemple, soyez convaincus que le gouvernement nouveau regardera comme un de ses premiers devoirs de consacrer, d'élargir l'institution bienfaisante dont vous êtes les représentants.

La députation se retira aux cris plusieurs fois répétés de *Vive Lamartine ! vive la République !*

Une députation du commerce étant venue demander au gouvernement provisoire la création de comptoirs d'escompte dans les départements, *M. Crémieux*, membre du gouvernement provisoire, a répondu :

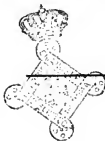
Tout se lie et s'enchaîne, le crédit avec le commerce, le commerce avec le travail, et ces grandes sources de prospérité ne tariront pas, soyez en certains, dans notre belle patrie. La crise est grave ; la détestable politique dont notre peuple a fait si rapide justice, nous lègue bien des embarras ; mais la république triomphera de tous ces obstacles. Les remèdes, le gouvernement provisoire les cherche avec le plus vif désir de réussir.

Il écoute tous les conseils, il les pèse; il ne se borne pas là, il agit, et jusqu'à ce moment, sa bonne volonté n'a pas été sans résultats utiles.

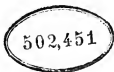
Aujourd'hui même, le gouvernement s'occupe de nouvelles mesures financières.

Je viens de quitter un instant mes collègues pour remplir le devoir qui m'était imposé de recevoir quelques députations, et je vais les rejoindre en leur reportant le vœu que vous formez. Demain encore le *Moniteur* vous prouvera que le gouvernement provisoire s'occupe avec la plus grande activité, avec le soin le plus minutieux, de tout ce qui peut contribuer à relever, à raffermir, à consolider le crédit. Le travail, les besoins du peuple nous préoccupent constamment; nous cherchons les moyens de venir en aide à cette population si merveilleuse, dont le courage et la modération sont l'objet continuel de notre admiration et de nos plus vives sympathies.

Nous nous demandons comment il est possible que ces hommes, dont les sentiments sont si nobles, si patriotiques si généreux, n'aient jamais attiré l'attention du gouvernement. Quel crime que cet oubli! Nous ferons tout pour le réparer. Ce que nous ne pourrons pas accomplir pendant les quelques jours qui nous restent encore de l'exercice de cet immense pouvoir que l'acclamation populaire nous a confié, l'assemblée nationale l'accomplira : grande œuvre que les temps merveilleux où nous vivons rendront plus facile aux hommes dévoués que la France va bientôt élire pour organiser et développer notre belle république. Notre assemblée nationale comprendra le commerce, le crédit, les finances, le travail. Nous ne faisons que du provisoire, elle fera du définitif; nous préparons, elle consolidera.



Imprimerie de RATNAI, à Rambouillet.



Mag 502451

RÉVOLUTIONS DE L'EUROPE , 1 vol. in-8.	3 fr.	c.
REVOLUTION FRANÇAISE en 1848. (Paris et la Province), 1 vol. in-8.	1	50
RÉVOLUTION DE 1848 , 1 vol. in-8.	1	
RÉVOLUTION DE PARIS , in-8.		25
RÉVOLUTION DE BERLIN , in-8.		25
RÉVOLUTION DE VIENNE , in-8.		25
RÉVOLUTION DE POLOGNE , in-8.		25
RÉVOLUTION D'ITALIE , in-8.		25
RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN , in-8.		25
RÉPUBLIQUE DE PLATON , in-8.		25
RÉPUBLIQUE D'ANDORRE , in-8.		52
POLITIQUE D'ARISTOTE , in-8.		25
LE PEUPLE SOUVERAIN , 1 vol. in-8, illustré.	3	
CÉSAR AUX ÉLECTIONS , le Suffrage universel !!! in-8.		25
MIRABEAU A LA CONSTITUANTE , in-8.		25
Avec le portrait de MIRABEAU.		50
BARRICADES (les). Avec un dessin représentant la Barricade du Faubourg-Montmartre, in-8.		50
PEUPLE (le) EN ACTION , in-8.		25
Avec un dessin représentant la Prise du Château-d'Eau.		50
L'ARBRE DE LA LIBERTÉ , in-8.		25
JÉSUS-CHRIST !!! Liberté, Egalité, Fraternité, in-8.		25
Orné de la SAINTE-FACE.		50
PIE IX , régénérateur du monde, in-8.		25
Avec le portrait de SA SAINTETÉ.		50
CHANTS NATIONAUX ET PATRIOTIQUES , in-8.		25
Orné d'un beau portrait de BERANGER.		50
POÉSIES NATIONALES ET RÉPUBLICAINES , in-8.		25
Orné d'un beau portrait de LAMARTINE.		50
MANIFESTE DE LAMARTINE , in-8.		25
Orné de son portrait.		50
LES COMMUNISTES ET LES TRAVAILLEURS , in-8.		25
LES COMPAGNONS DU DEVOIR , in-8.		25
LE TÉLÉMAQUE RÉPUBLICAIN .		25



